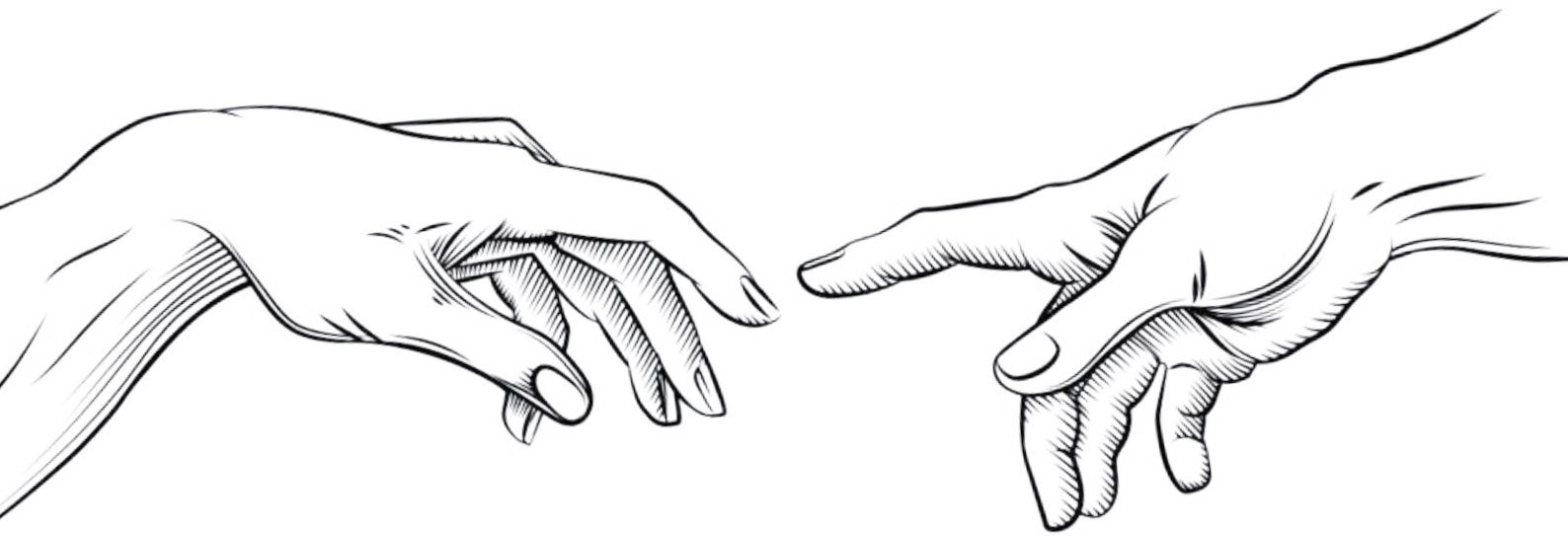
AUDIENCE

NUMÉRO NEUF

ET MAINTENANT,



QUE PEUT-ON ENCORE DIRE ?

ADEKWA Avocats

AUDIENCE

NUMÉRO NEUF

2021 - 2022

04
C DANS L'ÈRE
Tour d'horizon des actualités du droit

06
DÉCRYPTAGE
Liberté d'expression, Pronostic vital engagé

22
ÉCLAIRAGE
La cancel culture ou le plaisir de nuire et d'interdire

36
ANALYSE
Liberté - Sécurité, L'impossible conciliation ?

40
TRAIT DROIT
Les dessins de Me Simoneau

INVITÉS

propos recueillis par Victor Mollet

LAURENCE BLOCH
PATRICK CHAPPATTE
IVAN RIOUFOL
KaK
HAROUN
NICOLAS BRIMO
AURÉLIE JEAN

GILLES BABINET
PASCAL PERRINEAU
JEAN VIARD
GASPARD KOENIG
CHANTAL DELSOL
PASCAL PICQ
EMMANUELLE JOSEPH-DAILLY
PATRICK ARTUS

WILLIAM DAB
THIERRY MARX
ARMEL LE CLÉACH & FRANÇOIS GABART
YANN ARTHUS-BERTRAND
JEAN-FRANÇOIS CLERVOY
SÉBASTIEN BOHLER
PASCAL LAMY

114
SAVOUREUX SAVOIRS
Mourir idiot ? Plutôt crever !

116
BILLETS D'HUMOUR
Le droit vaut bien un sourire narquois

117
DÉCISIONS DÉCALÉES
Quand la justice fait rire... ou pleurer !

www.adekwa-avocats.com

ÉDITORIAL

ET MAINTENANT ?

Nous vous souhaitons mille bons moments qui, les uns ajoutés aux autres, feront de 2022 une joyeuse année.

En ces moments toujours un peu étranges, le magazine AUDIENCE du cabinet ADEKWA Avocats, ne désempare pas.

La crise sanitaire toujours présente impose que nous déférions plus que jamais à certaines injonctions et que nous nous adaptions à des situations nouvelles…

Mais, quoi qu'il arrive : l'Avocat gardera liberté d'expression et l'indépendance. C'est ce qui le caractérise.

Ceci étant, peut-on encore tout dire ?

Un grand merci à ceux qui, de tous horizons, ont spontanément accepté de participer sur le fond à la réalisation de ce numéro.

Et nous remercions tout particulièrement Laurence Bloch, Patrick Chappatte, Ivan Rioufol, Thierry Marx, Yann Arthus-Bertrand, Aurélie Jean, Jean-François Clervoy…et tous les autres !

Bonne lecture et encore une fois excellente année 2022 !

Ghislain Hanicotte
Associé ADEKWA Avocats
Directeur de la Publication

Martine Vandenbussche, Véronique Vitse-Bœuf, Philippe Simoneau, Ghislain Hanicotte et Philippe Vynckier, associés du cabinet ADEKWA Avocats (Avocats aux barreaux de Lille, Douai, Valenciennes et Bordeaux).

audience@adekwa-avocats.com

PAS DE **SANCTION DISCIPLINAIRE** SANS RÈGLEMENT INTÉRIEUR VISIBLE

Une sanction disciplinaire autre que le licenciement ne peut être prononcée contre un salarié par un employeur employant habituellement au moins vingt salariés que si elle est prévue par le règlement intérieur prescrit et si ce règlement intérieur est opposable au salarié.
Ayant constaté que le règlement intérieur de l'entreprise était affiché dans la seule salle de pause, en méconnaissance des dispositions de l'article R. 1321-1 du code du travail, qui impose que le règlement intérieur soit porté, par tout moyen, à la connaissance des personnes ayant accès aux lieux de travail ou aux locaux où se fait l'embauche, de sorte qu'il n'était pas opposable au salarié et la mise à pied disciplinaire devait être annulée.

Soc. Cass., 1er juillet 2020, n° 18-24.556.

MÊME PRIVÉE, UNE **PUBLICATION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX** PEUT SERVIR DE PREUVE

Le droit à la preuve peut justifier la production en justice d'éléments extraits du compte privé Facebook d'un salarié portant atteinte à sa vie privée, à la condition que cette production soit indispensable à l'exercice de ce droit et que l'atteinte soit proportionnée au but poursuivi.
Dans les faits, la salariée d'une société de prêt-à-porter avait diffusé sur son compte Facebook plusieurs photos d'une nouvelle collection, auxquelles seuls ses amis avaient accès. Informée par l'un deux, captures d'écran à l'appui, l'entreprise a licencié la salariée pour faute grave. Cette dernière a saisi la juridiction prud'homale pour le contester, invoquant le respect de la vie privée. La Cour d'appel puis la Cour de cassation ont validé le licenciement. Bien que portant atteinte à la vie privée, la production de photos était indispensable et proportionnée au but poursuivi, à savoir la violation d'une clause de confidentialité. Surtout, le procédé d'obtention n'était pas déloyal dans la mesure où la publication litigieuse avait spontanément été transmise à l'employeur.
Morale de l'histoire : la vie privée comme les amis sont loin de l'être toujours sur les réseaux sociaux !

Soc. Cass, 30 septembre 2020, n° 19-12.058.

DE LA DISTANCE POUR CONTESTER UN **PERMIS DE CONSTRUIRE**

Attaquer un permis de construire suppose d'avoir un intérêt à agir.
Les juges administratifs sont pointilleux sur ce principe et des contestataires un tantinet trop procéduriers l'ont appris à leurs dépens.
Dans la pratique, une entreprise obtient un permis de construire pour la réalisation d'un complexe commercial. Deux propriétaires voisins forment alors un recours pour excès de pouvoir contre le maire de la commune. Leurs terrains se situent respectivement à 150 et 200 mètres de la nouvelle construction en gestation. N'étant pas des voisins immédiats, ils invoquent les nuisances susceptibles d'être engendrées par le projet.
Mais disent la Cour d'appel puis le Conseil d'État, il ressort des pièces du dossier soumis aux juges du fond, d'une part, qu'une demanderesse est propriétaire d'un terrain non construit situé à moins de 200 mètres du terrain d'assiette du projet litigieux, d'autre part que la seconde est propriétaire d'un équipement commercial situé à moins de 150 mètres de ce terrain.
La Cour administrative d'appel, qui a nécessairement considéré que ces deux sociétés ne pouvaient être regardées comme des voisines immédiates du projet, a relevé que ces deux sociétés se bornaient à faire valoir la proximité de leurs terrains et les nuisances susceptibles d'être causées par le projet, sans apporter d'éléments suffisamment précis de nature à établir qu'il en serait résulté une atteinte directe aux conditions d'occupation, d'utilisation ou de jouissance de leurs biens, sur lesquelles elles n'avaient apporté aucune précision.
En estimant qu'ainsi, elles ne justifiaient pas d'un intérêt leur donnant qualité à demander l'annulation du permis de construire litigieux, la cour n'a ni commis d'erreur de droit, ni inexactement qualifié les faits de l'espèce, qu'elle a souverainement appréciés sans les dénaturer.

Conseil d'État 27 janvier 2020, n° 423529.

DANS L'ÈRE

JE SUIS TON "PÈRE"

Un homme a refusé de se soumettre à une expertise ADN au motif que l'action était engagée par la mère ; qu'il contestait qu'elle soit recevable à agir et qu'il attendait donc que la juridiction se prononce d'abord sur cette irrecevabilité avant de prendre une décision.
La Cour de cassation a tranché net :
L'absence de décision irrévocable sur la recevabilité d'une action en recherche de paternité ne peut constituer un motif légitime, même au regard du droit au procès équitable, pour refuser de se soumettre à une expertise biologique ordonnée à l'occasion de cette action par le tribunal, s'agissant d'une mesure qui, destinée à lever les incertitudes d'un enfant sur ses origines, doit être exécutée avec célérité.
La Cour a relevé que M. R.... avait volontairement mis en échec l'expertise génétique ordonnée par le tribunal en faisant le choix de ne pas déférer aux convocations qui lui avaient été adressées, et que ce dernier ne disposait d'aucun motif légitime pour s'opposer à la réalisation de l'expertise génétique et qu'il se déduisait de son refus de s'y soumettre un indice supplémentaire de sa paternité.

Civ. Cass., 8 juillet 2020, n° 18-20.961.

ATTENTION AUX "SOUS-LOYERS" PERÇUS ILLÉGALEMENT PAR LE LOCATAIRE !

L'article 8 de la loi du 6 juillet 1989 prévoit que « *le locataire ne peut ni céder le contrat de location, ni sous-louer le logement, sauf avec l'accord écrit du bailleur, y compris sur le coût du loyer* ». Lorsqu'un bailleur découvre le pot aux roses, il peut voir rouge.
Dans les faits, la propriétaire d'un appartement qui s'est aperçue que sa locataire sous-louait régulièrement celui-ci sur Airbnb depuis plusieurs années n'a pas manqué de saisir la justice pour demander la résiliation du bail, l'expulsion de sa locataire, sa condamnation à lui payer une somme équivalente aux "loyers" perçus illégalement pour ces locations saisonnières, et des dommages et intérêts.
Les Tribunaux et Cours donnent raison au propriétaire.
Dans une affaire, le Tribunal a procédé à un décompte détaillé des sommes obtenues illicitement, qui s'étalaient de 2011 à 2018, pour un total de plus de 46 000 € et a condamné la locataire à régler ce montant à la propriétaire outre des dommages et intérêts pour violation du contrat de bail.

Cass. Civ. 3e 12 septembre 2019, n° 18-20727.

OBLIGATION DE SÉCURITÉ DANS LES MAGASINS

Le 20 septembre 2017, la Cour de Cassation avait institué un régime autonome de responsabilité des enseignes de la Grande Distribution au motif d'une prétendue "obligation générale de sécurité de résultat" ; le simple fait qu'un client ait été blessé suffisait « *à prouver la faute du magasin puisque le résultat n'était pas atteint* », sans tenir compte « *des circonstances précises* » de l'accident.
Nous le contestions depuis trois ans devant toutes juridictions puisque l'obligation de sécurité édictée par l'article L 221-1 devenu l'article L 421-3 du code de la consommation ne concerne que les produits et services.
Par ce revirement de jurisprudence du 9 septembre 2020, la 1ère Chambre de la Cour de Cassation donne enfin raison à ce que nous avons soutenu et défendu pour nos client(e)s.
Il n'y a pas "d'obligation de sécurité de résultat" de l'exploitant à l'égard de la personne qui circule dans le magasin.
Seule la responsabilité du fait des choses a vocation à s'appliquer au sens de l'article 1242 (anciennement 1384) du code civil.
Lorsqu'une victime estime que l'origine de son accident réside dans une chose inerte (panneau, meuble, tapis...), elle doit démontrer que cette chose, placée dans une position anormale ou défectueuse, a été l'objet du dommage.

Civ. Cass. 9 septembre 2020, n° 19-11882.

LES GRANDS PRINCIPES DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La liberté d'expression est définie par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui dispose que :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 affirme dans son article 10 que :

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ».

Cette liberté de pensée est indissociable d'une autre liberté qui figure à l'article suivant :

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

La liberté d'expression n'est pour autant pas totale et absolue, est limitée par plus de 400 textes, et présente des exceptions.

À titre d'exemple, elle autorise la critique et le blasphème mais interdit l'injure, la diffamation, les appels à la haine, ou les propos racistes et homophobes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

PRONOSTIC *VITAL* ENGAGÉ

Philippe Simoneau
Associé Adekwa Avocats

La liberté d'expression, c'est avoir le courage d'être soi, de penser ce que l'on dit et de dire ce que l'on pense. C'est ne pas se rendre complice en se murant dans le silence quand il faudrait parler, par lâcheté ou passivité.

Dans un contexte où toute la société est concernée, par l'assassinat de journalistes, d'un professeur, de policiers ou de citoyens, chacun a un rôle à jouer.

Pour continuer à faire vivre la liberté d'expression, mère de toutes les libertés, il convient de s'exposer plutôt que se cacher, de s'exprimer plutôt que se taire.

Peut-on encore être en désaccord ? Au nom d'un vivre ensemble sournois et dénué de toute rationalité, il ne faudrait choquer personne. Chacun serait alors invité à se réfugier chez lui, seul ou avec quelques semblables en phase avec l'ensemble de ses pensées, et surtout ne croiser personne qui puisse penser ou parler différemment, pour ne surtout pas débattre. Vivre en démocratie, c'est accepter la possibilité d'être heurté, offensé, bousculé, et de répondre, avec les mots. S'empêcher de critiquer les croyances et les idées de l'autre, c'est abandonner la libre pensée et abandonner la liberté d'expression, et plus généralement la liberté tout court. La liberté d'expression est constitutionnelle. Le droit européen consacre cette liberté comme fondamentale dans une société démocratique. Il n'est d'ailleurs pas insensé de rappeler que la liberté d'expression n'est pas une évidence. Historiquement, elle est même davantage l'exception plus que la règle.

La liberté d'expression, c'est accepter d'entendre, de lire et de voir des créations et des opinions divergentes, désagréables, défavorables, déstabilisantes et désopilantes pour ses yeux ou ses oreilles. La liberté d'expression recèle dans son essence l'acceptation de la bêtise, de la provocation, de la caricature et de l'affront. Dans le cas contraire, la liberté d'expression à géométrie variable qui n'accepterait que l'entre-soi et l'autocongratulation n'est qu'une endogamie perverse et une tromperie ténébreuse. Elle n'existe tout simplement pas. Chacun doit avoir à l'esprit qu'il est impératif d'accepter, voire d'endurer les opinions les plus diverses, parfois aux antipodes de ses croyances ou convictions. « *C'est le propre d'un esprit évolué que de pouvoir admettre une opinion sans l'approuver* », nous disait déjà Aristote. Un propos est délibérément faux ? Il doit permettre de renforcer le vrai ! La réfutation vaudra toujours mieux que l'interdiction, l'explication toujours mieux que la prohibition. En la matière, les Lumières nous éclairent encore : « *Un livre vous déplaît, réfutez-le ; vous ennuie-t-il, ne le lisez pas* », énonçait Voltaire. De même que l'eau mouille, une caricature peut écorcher ou déplaire. Une satire qui ne froisse personne est une satire ratée. Réprimer les blessures morales, parfaitement subjectives et fluctuantes, serait ouvrir un chemin assuré vers la censure.

> les GAFA peinent quant à leur devoir de modération face aux innombrables contenus qui inondent leurs réseaux...

La discussion, constructive et contradictoire, peut-elle encore être calme, rationnelle et respectueuse aujourd'hui ? La question se pose. D'Alembert et Twitter peuvent-il aller de pair ? Avec les réseaux sociaux, les messages se déploient plus vite et plus largement que dans tous les modes de communication déployés jusqu'alors. Légitimement pensés et présentés comme de nouveaux espaces de liberté, d'audace et d'émancipation, ils se sont vite mués en plateformes titanesques d'uniformité, de cécité et de vanité. Au-delà, les GAFA peinent quant à leur devoir de modération face aux innombrables contenus qui inondent leurs réseaux. Ils sont aussi au cœur d'un paradoxe inextricable. D'un côté, ils sont accusés d'être trop laxistes et de laisser passer de trop nombreux messages haineux, injurieux et nauséabonds. De l'autre, ils sont tancés pour exercer une justice supranationale et se substituer aux États en décidant de leur propre chef de supprimer les contenus qui ne semblent pas leur convenir.

Aujourd'hui, un nombre de plus en plus conséquent d'individus s'estiment blessés dans leur identité, qu'elle soit culturelle, sexuelle, ou religieuse, et exigent de ne pas être offensés. Bien loin de

vouloir exercer un modeste travail sur eux-mêmes ou engager le dialogue, ils ordonnent que leurs contradicteurs soient réduits au silence éternel. Face à ces déviances, il faut s'évertuer à enseigner, et inviter inlassablement à l'échange. Tout renoncement à la raison, toute capitulation faite à l'obscurantisme, toute entrave à la transmission des connaissances est un tapis rouge déroulé à la folie farouche et à la barbarie. Ces dernières ne naissent, ne se manifestent et ne se développent au sein de notre société que grâce au déni des uns, à la lâcheté des autres et à l'esseulement de celles et ceux qui tentent de résister. Faire preuve du plus grand des courages seul devant sa glace ou devant un parterre acquis à sa cause n'est pas une marque de témérité. Le débat reste un combat. La liberté d'expression un graal. La démocratie ne consiste pas tant à s'entendre qu'à savoir se diviser sans se déchirer.

La liberté d'expression n'existe que si l'on s'en sert vraiment. Et elle ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Elle ne saurait être remise en cause dès qu'elle froisse le conformisme ou heurte le communément admis. Le drame de Samuel Paty doit nous amener à réaffirmer l'indispensable place de la liberté d'expression au cœur de notre société. Comme nous le rappelle l'homme politique et philosophe irlandais Edmund Burke, « *La seule chose qui permet au mal de triompher est l'inaction des hommes de bien* ».

La parole d'un professeur n'est pas une opinion. C'est une source d'enseignement reconnue, un socle de connaissances avéré, qui ne saurait être remis en cause par l'ignorance et l'aveuglement. Elle doit être soutenue et défendue. Les libertés de s'exprimer, d'enseigner, de dialoguer et de s'interroger doivent être préservées et encouragées, de telle sorte que nous puissions recouvrer, mot après mot, notre langue commune, socle de toute démocratie.
Nous avons tous le souvenir d'un professeur, souvent même plusieurs, qui nous ont permis de nourrir notre progression intellectuelle, de construire notre raisonnement moral et, finalement, d'être ce que nous sommes devenus, souvent pour le meilleur. Albert Camus lui-même a un jour pris la plume pour remercier, chaleureusement et ardemment, peu après avoir reçu le prix Nobel de littérature, son maître d'école de CM2. Cette éminence ne doit pas être amputée. Le leitmotiv "pas de vagues", qui mine le corps enseignant et sa liberté pédagogique, doit être abandonné. Les professeurs, à moins qu'ils n'enfreignent la loi et les règlements, doivent être rassurés et protégés. Dans le cas contraire, le risque est grand que s'instaure insidieusement une autocensure permanente qui minera la capacité d'enseigner et sapera l'indispensable apprentissage des élèves.

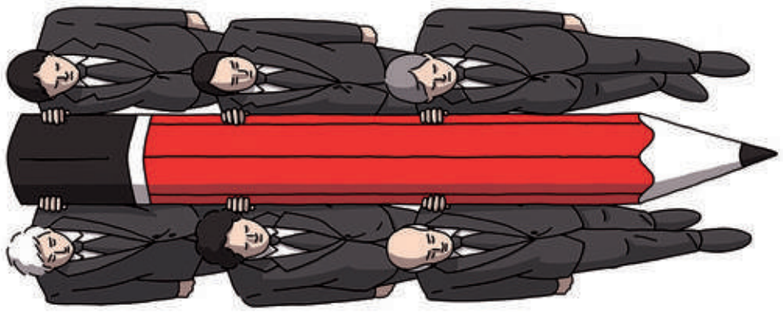
Notre droit est un bouclier. Il est clair que nous n'avons pas besoin d'un énième concours Lépine, fait de "loi Avia" ou "anti-fake news" pour tarir notre liberté d'expression, déjà encadrée par plus de 400

textes. Le politique ne peut sempiternellement se résigner à légiférer sous le joug de l'émotion et rédiger des textes dans l'urgence, le plus souvent de piètre qualité, au risque de voir nos principes les plus fondamentaux s'amenuiser sans fin. La liberté d'expression, c'est ne pas dire les choses à moitié et écouter les autres s'exprimer, y compris lorsque les paroles sont désagréables et regrettables. « *Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur* », nous dit superbement Beaumarchais dans *Le Mariage de Figaro*.

Pour que *Charlie Hebdo*, et plus généralement l'ensemble de la presse française soient en sécurité, pour ne plus qu'aucun professeur ne soit sordidement assassiné et plus généralement que l'ensemble des écoles et établissements scolaires français soient à l'abri de la folie et de la barbarie, sans doute faudrait-il que l'intégralité des médias, des écoles et des hommes politiques de notre pays, et plus généralement tous les Français soucieux de vivre dans un pays libre sur le plan de la presse et de l'expression, ne se résignent pas à un « *Oui, mais…* » lorsqu'une caricature déplait ou qu'un propos heurte quelque sensibilité.

La liberté d'expression, c'est ne pas dire les choses à moitié et écouter les autres s'exprimer, y compris lorsque les paroles sont désagréables et regrettables.

Notre société a également besoin de davantage de courage politique. Il n'est plus acceptable d'attendre la survenue de drames innommables et d'horreurs indicibles visant la presse, l'école ou de simples citoyens dont le seul tort est de s'être retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment, pour que nos dirigeants sortent enfin de leur torpeur. Il sera toujours plus courageux et vigoureux de soutenir et éclairer les vivants plutôt que de pleurer et célébrer les morts. ■



LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN CITATIONS

« Il n'y a pas de limites à l'humour qui est au service de la liberté d'expression car, là où l'humour s'arrête, bien souvent, la place est laissée à la censure ou à l'autocensure »,
Cabu, 2012.

« La liberté d'expression s'arrête où commence la censure de sa propre pensée »,
Marie-france Ochsenbein, 1971.

« Si l'on ne croit pas à la liberté d'expression pour les gens qu'on méprise, on n'y croit pas du tout »,
Noam Chomsky, 1999.

« La liberté d'expression ne gêne véritablement que ceux qui n'ont rien à dire et qui ne veulent rien entendre »,
Albert Brie, 1989.

« La liberté d'expression reste un éternel combat »,
Maurice Sinet, dit Siné, 2015.

« La liberté d'expression totale, illimitée, pour toute opinion quelle qu'elle soit, sans aucune restriction ni réserve, est un besoin absolu pour l'intelligence »,
Simone Weil, 1943.

« Au train où nous roulons, la liberté d'expression se résumera bientôt au droit de dire qu'on est très heureux de ne plus rien pouvoir dire »,
Philippe Bouvard, 2005.

« Il n'y a ni bon ni mauvais usage de la liberté d'expression, il n'en existe qu'un usage insuffisant »,
Raoul Vaneigem, 2003.

« Mais ce qu'il y a de particulièrement néfaste à imposer silence à l'expression d'une opinion, c'est que cela revient à voler l'humanité : tant la postérité que la génération présente, les détracteurs de cette opinion davantage encore que ses détenteurs. Si l'opinion est juste, on les prive de l'occasion d'échanger l'erreur pour la vérité ; si elle est fausse, ils perdent un bénéfice presque aussi considérable : une perception plus claire et une impression plus vive de la vérité que produit sa confrontation avec l'erreur »,
John Stuart Mill, 1859.

« Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre »,
Eric Arthur Blair, dit George Orwell, 1945.

« La liberté d'expression, ce n'est pas "liberté d'expression MAIS", c'est "liberté d'expression OUI" »,
Renald Luzier, dit Luz, 2015.

« La liberté d'expression se mesure à ceci : tant que les journalistes peuvent dire que tout va mal, c'est le signe que tout va bien »,
Philippe Geluck, 2006.

LAURENCE BLOCH

« On ne va pas *supprimer* quelque chose parce que ça pourrait *choquer* ou *déplaire* »

© Radio France - Christophe Abramowitz

À la tête de France Inter depuis 2014, **Laurence Bloch** est parvenue à hisser la station au rang de première radio de France.

Consciencieuse, passionnée et, sereine, elle nous livre, en direct de la maison de la radio, sa seconde demeure, sa vision du monde de l'information et son regard sur la liberté d'expression.

AUDIENCE : **Quelle est votre définition de la liberté d'expression ?**

Laurence Bloch : C'est tout dire, en responsabilité et dans le cadre de la loi.

Comment vous évertuez-vous à faire vivre la liberté d'expression au sein de France Inter ?

L B : En laissant les gens faire leur travail là où ils sont, c'est-à-dire en laissant les journalistes faire leur boulot de journaliste, les producteurs leur boulot de producteur : choisir les personnalités, les œuvres, les invités qu'ils ont envie d'avoir à l'antenne. Je laisse les humoristes, je pense que vous l'avez remarqué, faire leur travail d'humoriste, de "décapsulage de l'actualité", comme le dit Charline Vanhoenacker. Je laisse vraiment les gens faire leur métier, en responsabilité et dans le plus grand respect de la liberté d'expression. Vous savez, on ne cherche absolument pas le clash ou le buzz chez France Inter. Nos journalistes travaillent sur le réel, croisent leurs sources d'informations, et prennent le temps de la distance.

Quel est votre rôle et votre mission, en tant que directrice de la station ?

L B : Mon rôle est celui d'être un metteur en scène. Il y a une troupe, qui est la troupe de France Inter, que je trouve extrêmement douée, avec un talent fou et une énergie folle, et j'essaye d'orchestrer le tout, de le mettre en musique.
Plus largement, l'essentiel de mon boulot est de ne pas me tromper lorsque je recrute les gens. À partir du moment où j'ai recruté des personnes et que j'ai confiance en elles, je n'ai pas besoin de les suivre à la trace. Je laisse s'exprimer les personnalités. France Inter n'est pas ma chaîne, c'est la chaîne généraliste du service public. Elle doit toucher le plus grand nombre et par conséquent il y a un certain nombre de lignes directrices que je donne, mais après chacun s'exprime selon sa personnalité et c'est ça qui fait qu'une chaîne correspond et matche avec son époque.
Nous sommes 247 personnes chez France Inter. Je suis loin d'écouter ma chaîne en permanence et c'est peut-être ce que je fais le plus mal. Je m'appuie beaucoup sur la directrice de l'information (Catherine Nayl), sur le directeur des programmes (Yann Chouquet), sur le directeur du numérique (Erwann Gaucher) et sur la directrice de la communication (Morgane Le Tac). J'ai des rendez-vous très réguliers avec les producteurs sur leurs choix d'invités. Il peut m'arriver de passer un coup de fil en disant « *Écoute, là franchement, fais attention…* », mais je ne choisis pas et censure encore moins.

Comment devient-on première radio de France ?

L B : Avec énormément de boulot. C'est une immense fierté de voir une radio de service public première radio de France. Ce n'est pas rien. Et cela implique de réelles responsabilités. Nous devons faire encore plus attention à ne pas être la chaîne du clash, du buzz ou de la fausse information. Il faut être extrêmement rigoureux.
À vrai dire, je suis encore plus fière d'une chose : non seulement on est première radio de France mais, surtout, on a réussi à rajeunir l'audience de France Inter, ce qui est très difficile. Sur 6,7 millions d'auditeurs en moyenne par jour, nous avons 1,2 millions d'auditeurs qui ont moins de 35 ans. C'est un vrai succès. Le jour où la France n'aura plus que les réseaux sociaux et les plateformes comme source d'information et n'aura plus ces territoires qui font du commun, qui fabriquent du bien commun que sont les chaînes de radio généralistes, du privé comme du public, le pays sera bien en peine de retrouver de la paix.

La liberté d'expression et la quête d'audience sont-elles tout à fait compatibles ou devez-vous inlassablement procéder à des ajustements, pour ne pas froisser les susceptibilités de votre auditorat ?

L B : Pour vous le dire très franchement, je ne sais pas qui sont les auditeurs de France Inter et je ne scrute pas à la loupe les catégories socio-professionnelles pour savoir vers qui ou vers quoi orienter nos programmes. Nous avons la chance d'avoir des ressources qui sont fixes. Ça s'appelle la redevance. Nous savons à l'avance le budget dont nous allons pouvoir disposer. Je ne suis pas à la recherche de la ménagère de moins de cinquante ans ou de la jeune adolescente de moins de vingt-et-un ans. Ce n'est pas mon souci. Je travaille et nous travaillons pour le plus grand nombre et cela n'a aucun retentissement sur la liberté d'expression de nos invités et sur la liberté de travail et de conscience de tous les collaborateurs de la chaîne. On ne va pas supprimer quelque chose parce que ça pourrait choquer ou déplaire. Nos journalistes et humoristes ont une liberté absolue. Personne ne relit leurs papiers.

Vous avez effectué toutes vos gammes à la Maison de la Radio, d'un premier stage en 1974, déjà à France Inter, jusqu'à la tête de la station à compter de 2014…

L B : J'ai été extraordinairement séduite par la radio. Je faisais mes études à Sciences Po et l'un de mes professeurs m'a permis de faire un stage à France Inter. De ce stage, j'ai rencontré un producteur à France Culture qui m'a fait réaliser un premier reportage. Et je dois dire que l'impression de la voix sur une bande magnétique, ce miracle de la restitution de la voix, de l'émotion, de la personnalité, de la façon d'être… Cela m'a passionnée !
J'ai fait toute ma carrière dans cette Maison parce que je considère qu'elle est unique en son genre. C'est une Maison qui présente mille et une façons de faire de la radio. La manière de faire de la radio à France Culture n'est pas la même que celle de France Inter, de France Info, du Mouv ou de France Musique. C'est une Maison qui fait de la production de spectacles vivants. Vous avez un nombre de concerts considérables et France Inter peut y faire des concerts uniques à ses auditeurs, en exclusivité. C'est une Maison qui fait des fictions, qui fait travailler des comédiens, des musiciens, des réalisateurs de cinéma. Bref, c'est pour moi la plus grande maison de la culture de France.
Je suis absolument convaincue d'une chose : la culture rend libre. La rencontre avec l'altérité rend heureux et cette Maison fabrique cela. Elle fabrique de l'émancipation, de la libération, de l'intelligence, du plaisir, et elle fabrique du vivre-ensemble. Et je pense que tout cela donne évidemment du sens à une vie professionnelle.

Comment le monde de la radio a-t-il évolué ?

L B : Il y a une chose qui a radicalement changé et pour le mieux, c'est la place de la femme dans le monde de la radio. Dans les années 1970, la seule femme qui avait une responsabilité à l'antenne à France Inter, c'était Arlette Chabot. Jacqueline Baudrier était à la tête de la Maison de la Radio mais c'était les deux exceptions. Pour le reste, les femmes n'existaient pas en tant que journaliste, chef de service ou directrice de chaîne. Quand vous regardez aujourd'hui, le chemin parcouru est considérable. La liberté des rédactions n'a plus rien à voir également. Je peux en témoigner : je n'ai jamais reçu un coup de fil de pression ou de mécontentement de qui que ce soit sur quoi que ce soit concernant France Inter.

Les auditeurs sont eux beaucoup plus loquaces…

L B : Oui, nous avons énormément de réactions d'auditeurs, de plus en plus. Notre époque fait que nous pouvons réagir très vite, que ce soit sur les réseaux sociaux ou avec les courriels. Ce qui me frappe beaucoup, c'est l'instantanéité. Et c'est très symptomatique pour l'humour. Les gens ont de plus en plus de mal à considérer que l'humour,

> *Je n'ai jamais reçu un coup de fil de pression ou de mécontentement de qui que ce soit sur quoi que ce soit concernant France Inter*

c'est prendre de la distance, c'est du second degré, et qu'il faut contextualiser. La relation à l'humour a considérablement changé. Hier, l'humour faisait territoire commun entre les gens. Aujourd'hui, personne ne réagit de la même manière face à l'humour et chacun manifeste une hyperémotivité, une hyperréactivité et une hypersensibilité.

Quelle a été votre décision la plus importante à ce jour ?

L B : Accepter d'être la directrice de France Inter, en 2014. Je mesurais la responsabilité qui m'incombait alors. C'était une décision difficile à prendre parce que je n'étais pas du tout sûre d'être à la hauteur de la tâche et que ce n'était pas une petite tâche. Quand j'ai pris mes fonctions en 2014, oui la station n'était pas au mieux et n'avait pas un taux d'audience très important mais elle avait par contre des ambitions très importantes. Et je prends de toute façon ma part de ce "pas au mieux" puisque j'étais alors l'adjointe de Philippe Val, mon prédécesseur.
Plus généralement, quand j'ai pris les rênes de France Inter, j'ai considéré que l'un des dossiers les plus importants était celui de la diversité et en particulier de la parité. Je vous rassure, je ne suis pas encore au bout de mes peines. Mais enfin, ça progresse ! Notre 7/9 est à ce titre très représentatif : nous avons Nicolas Demorand et Léa Salamé qui pour moi incarnent ce qu'est cette radio, une radio joyeuse, curieuse de l'époque, pleine d'esprit et avec des gens qui ont beaucoup de respect pour leur métier et le pratique avec conviction et beaucoup de prudence.

La liberté d'expression, d'opinion et d'information vous semble-t-elle plus vivace aujourd'hui qu'hier ou, à l'inverse, plus moribonde et fragile ?

L B : La liberté d'expression est infiniment plus vivace aujourd'hui. Les journalistes font leur boulot en toute indépendance et leurs conditions de travail sont bien meilleures qu'il y a quarante ans. C'est un peu plus différent pour les reporters. Ce qui va peut-être moins bien, c'est notre rapport à la complexité du réel. Gérald Bronner soulignait récemment qu'il ne fallait pas confondre voyeurisme et droit de savoir et qu'il ne fallait pas se servir du second pour user du premier.

Quel est selon vous le rôle du journaliste au sein d'une société ?

L B : C'est d'être un médiateur, à la croisée des chemins entre le point de vue et le réel. Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux et l'information en continu, nous sommes obligés de réagir très vite. Les citoyens et nos auditeurs veulent être informés en temps réel. Mais ce qui m'importe plus que tout, c'est la fiabilité des informations. Il faut être très réactif mais absolument sûr de ce que l'on envoie à l'antenne.

Comment vivez-vous la prégnance des fake news et autres théories du complot ?

L B : Je ne parlerais pas de prégnance. Nous faisons face à un nombre de canaux bien plus importants qu'hier, à des informations, vraies ou fausses, qui se démultiplient et donc plus de gens qui sont touchés par ces informations. Moi, ce qui me semble très important, c'est de travailler avec les adolescents. C'est une population qui écoute peu la radio, qui regarde peu les grands médias, qui s'informe principalement sur les réseaux sociaux et je pense qu'au même titre qu'il faut travailler sur les enseignements des arts plastiques à l'école, il faudrait travailler sur l'éducation aux médias, dans toutes les classes de France. À France Inter et à notre échelle, nous avons lancé le dispositif Interclass', dans le cadre duquel des professionnels de notre chaîne initient des collégiens à cette question. Cela me paraît absolument essentiel. Ce n'est pas avec des kits ou des diapositives que l'on arrive à emmener et à sensibiliser les jeunes…

Si vous aviez un conseil à donner pour promouvoir la liberté d'expression, quel serait-il ?

L B : Être justement très respectueux de cette liberté d'expression et toujours peser ses mots. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre meilleur souvenir de journaliste ?
Un très long après-midi d'interviews et de reportages à Sarajevo en 1995. La ville venait d'être libérée. C'était un magnifique moment de radio.

Le pire ?
Je n'en ai pas. Il m'arrive encore de rêver que j'arrive devant le micro, au moment de l'émission et que j'ai perdu mes papiers… C'est un véritable cauchemar ! Heureusement, ce n'est qu'un rêve…

La personnalité qui, selon vous, fait le plus de bien à la liberté d'expression ?
François Sureau.

La personnalité qui, selon vous, fait le plus de mal à la liberté d'expression ?
Il y en a tellement qu'il nous serait trop long de tous les citer.

Votre livre de chevet ?
Beloved, de Toni Morrison.

Votre film préféré ?
So Long, My Son, de Wang Xiaoshuai. Un film chinois absolument magnifique.

Votre morceau préféré ?
"La Javanaise", de Serge Gainsbourg.

Votre mot préféré ?
Le printemps.

Votre expression ou citation favorite ?
Respire.

PATRICK CHAPPATTE

« Le *deggin* doit aussi pousser le **lecteur** dans ses **limites**, le *provoquer* »

INTERVIEW

Caricaturiste et reporter, **Patrick Chappatte** fait voyager ses crayons et ses idées de Genève à Los Angeles. On retrouve notamment ses coups de crayons dans *Le Temps*, *Le Canard Enchaîné* ou le *Boston Globe*.

Alors qu'il officiait pour le *New York Times* depuis plus de vingt ans, il a subi la capitulation du quotidien américain, qui a, à la stupeur générale, décidé de retirer le dessin de presse de ses colonnes...

AUDIENCE : **Commençons par le commencement... Pourquoi avoir décidé d'embrasser une carrière de dessinateur ?**

Patrick Chappatte : Je suis tombé dans la marmite quand j'étais petit. J'ai toujours dessiné autant que je me souvienne. La plupart du temps, en grandissant, on oublie... Moi, j'ai continué. Au lycée, j'ai eu l'opportunité de collaborer avec un grand quotidien local. J'ai été très vite intoxiqué par le plaisir des parutions. J'ai ensuite réalisé un stage et obtenu une carte de presse.

Comment définiriez-vous votre trait de crayon ?

P C : C'est un croisement entre deux univers, l'Amérique et la France. Quand j'ai commencé à dessiner, j'étais abonné à des magazines américains, avec des dessins graphiquement élaborés, alors qu'en France le dessin de presse est traditionnellement très verbal, un peu crobard, avec des bulles. Mon approche est un mix entre les deux. Mon graphisme est américain, mon état d'esprit européen.

Quelles sont vos sources d'inspiration ?

P C : Comme disait l'autre, pour que le génie te tombe dessus, il faut qu'il te trouve à ta table de travail. Je ne trouve pas mes idées sous la douche ou en me promenant au parc. C'est vraiment une fois que je suis assis et que je me mets au boulot que j'empoigne un sujet d'actualité. Le choix du sujet est finalement assez mystérieux. Soit l'inspiration me tombe dessus, intuitivement, soit je vais la chercher, en lisant et en me documentant.

Que souhaitez-vous apporter à l'actualité à travers vos dessins ?

P C : Le but est d'éclairer et de donner sens à l'actualité. Le dessin doit aussi pousser le lecteur dans ses limites, le provoquer. Je pense que ce que l'on demande au dessinateur de presse, c'est d'avoir un regard sur le monde. Je crois pour ma part qu'il a aussi un rôle de santé publique qui n'est pas remboursé par l'assurance maladie. Le dessin de presse permet de digérer les idioties et le chaos du monde à travers ce médicament universel qu'est l'humour. Dessiner me fait du bien et j'espère que cela fait du bien au lecteur. Et si en plus on peut faire réfléchir, on a vraiment accompli la quintessence du métier.

Quelle est votre définition de la liberté d'expression ?

P C : Je tiens d'abord à dire que la liberté d'expression n'exclut pas la capacité d'écoute. Les discussions autour de la liberté d'expression entraînent vite des positions absolues. Il faut avoir à l'esprit que le dessin de presse, l'humour et la satire se pratiquent par rapport à un public, dans un périmètre. Il y a une connivence et une intelligence entre ce qui est dit, les références utilisées, ce qui est implicitement suggéré par le dessinateur et son public. Quand on fait du dessin de presse, on le fait dans un média déterminé, avec un lectorat déterminé. Il y a toujours un processus sélectif, fait par le journal et le dessinateur. Le problème est que ce périmètre, avec la mondialisation des échanges, n'est plus clairement défini aujourd'hui. Des dessins qui sont fait dans un périmètre et pour un public peuvent circuler, être visionnés par d'autres qui ne les comprendront pas. Depuis l'affaire des caricatures de Mahomet et de *Charlie Hebdo*, nous sommes dans une époque de permanents malentendus. Or la liberté d'expression se pratique à plusieurs.

Comment vous évertuez-vous à faire vivre la liberté d'expression à travers vos dessins ?

P C : La liberté d'expression est consubstantielle au métier de dessinateur de presse. Ce métier n'est possible qu'avec la liberté d'expression, qui encore une fois n'est pas contradictoire avec la capacité d'écoute. La liberté d'expression est totalement compatible avec le dialogue et la tolérance.

La France, la Suisse et les États-Unis ont-ils le même rapport à la liberté d'expression ?

P C : Les différences sont réelles. Je vivais à Los Angeles lorsque les attentats contre *Charlie Hebdo* sont arrivés. J'ai été réveillé au son de cette nouvelle horrible. Le *New York Times* m'a d'ailleurs immédiatement demandé de faire un dessin sur l'événement pour le mettre à la Une de leur site ce jour-là. Durant les jours et les semaines qui ont suivi, il y a eu beaucoup de marches, de discours et de débats. J'ai moi-même participé à certains débats et j'ai été frappé de voir à quel point il fallait avant tout expliquer l'humour, la caricature, et le dessin selon *Charlie Hebdo*. Il fallait déblayer plein de malentendus autour de la notion de second degré, de l'humour "bête et méchant" né après mai 1968, cette manière totalement iconoclaste de s'en prendre à tous les pouvoirs. Expliquer que *Charlie Hebdo* n'était pas un journal raciste était essentiel, que leur but n'était pas d'insulter les musulmans ou toute autre minorité. Aux États-Unis, pays du premier amendement, la liberté d'expression est totale et absolue. Pourtant, dans l'espace collectif des médias et de la société, les contraintes sont plus grandes qu'en Europe, très liées au souci du vivre-ensemble. Il s'agit sans cesse de ne pas heurter ou rabaisser les autres.

En mai 2019, suite à une polémique liée à un dessin d'Antonio Moreira Antunes sur Trump et Netanyahou, le *New York Times* décide purement et simplement, au bout de plusieurs semaines de tergiversations, de retirer le dessin de presse de ses colonnes… Vous n'étiez pas mis en cause mais avez subi de plein fouet cette décision puisque vous dessiniez pour le quotidien depuis plus de vingt ans… Comment vous a-t-on annoncé la nouvelle ? Quel regard portez-vous sur ce choix ?

P C : Très discrètement. Assez lamentablement. Il faut quand même rappeler que publier dans le *New York Times*, c'était comme un rêve. J'y ai consacré vint ans de ma vie ! Alors j'ai réfléchi quelques jours et j'ai décidé de publier un essai sur mon site. À ma grande surprise, quand je me suis réveillé le lendemain, mon texte avait été repris partout. Pendant trois semaines, je n'ai fait que donner des interviews, dans le monde entier. Et lors de la conférence Ted que j'ai donnée à Édimbourg, une personne du *Boston Globe* est venue me chercher pour que je publie dans le journal. Il y a eu une réaction, c'est la bonne nouvelle…

Et la mauvaise ?

P C : *Le New York Times* a franchi une nouvelle étape dans cette décision. Il applique le principe de précaution à la satire, en postulant que c'est peut-être un peu compliqué de gérer cette liberté d'expression, un peu incontrôlable, et qu'il vaut mieux, par prudence et pour éviter les ennuis à l'avenir, renoncer au genre dans son ensemble. Cinq ans après les attentats de Charlie Hebdo et les belles paroles, c'est très dur… C'est de la censure préventive. Et c'est le *New York Times*, qui l'a fait ! Cela peut encourager d'autres journaux à le faire. La pression des réseaux sociaux et celle de la moralisation ambiante est terrifiante. Et à cela s'ajoute le nouveau politiquement correct…

> *L'humour et la satire sont* ***essentiels*** *pour le vivre-ensemble*

Cela vous attriste ?

P C : Évidemment. L'humour et la satire sont essentiels pour le vivre-ensemble. C'est là où nous nous fourvoyons. L'humour est à ma connaissance un des meilleurs outils de résolution des conflits. Rire de soi-même et des autres, c'est la meilleure manière de parler de nos différences d'une manière détendue. Or aujourd'hui, nous sommes dans une époque où les gens peinent à avoir de l'humour et manifestent une grande susceptibilité. On se sent offensé pour un rien. Et, surtout, on confond le fait d'être offensé, qui n'est pas mortel, loin de là, avec le fait d'être attaqué dans son identité, dans sa personne ou dans ses choix. Toute société vit de l'échange entre les différents individus. Et je ne vois franchement pas beaucoup de dessins qui insulteraient l'autre.

Que mettre en place pour restaurer et pérenniser la place de l'humour ?

P C : Être vigilant par rapport à ces tentations qui montent. Les politiques et les chefs d'entreprise ont un rôle à jouer : tout le monde est dans le principe de précaution. Tout le monde a peur que par effet domino toute déclaration lui retombe dessus. Cette posture donne énormément de pouvoir aux microgroupes qui s'offensent sans arrêt et qui montent des campagnes en permanence. Il faut arrêter d'être intimidé et arrêter de paniquer. Les réseaux sociaux ne sont qu'une caisse de résonnance. Twitter n'est pas le patron !
Il faut toujours veiller, particulièrement du côté des journalistes, à privilégier la curation, l'intelligence et la mise en perspective. Et il faut parallèlement communiquer et éduquer à l'humour. Il faut sortir nos jeunes de cette prison qu'est la culture de l'offense, des micro-identités et de la susceptibilité ambiante. C'est bien trop réducteur. Il faut *chiller* (ndlr : se détendre) un peu *(rires)* !

Quel rapport avez-vous avec les réseaux sociaux ?

P C : Disons que je n'y suis pas présent en tant que personne. Je n'ai pas "d'amis" et je n'ai pas d'échanges. Je les envisage comme un fil de diffusion de mon travail, c'est à peu près tout. Pourquoi ? J'ai remarqué qu'il était vain et nerveusement épuisant d'essayer de répondre à des gens qui m'attaquent. Je vois beaucoup de personnalités connues qui tentent de le faire mais elles s'épuisent rapidement… L'indifférence m'apparaît importante et pertinente. Le drame des réseaux sociaux et de nos smartphones, c'est que nous avons désormais à tout instant et à porter de doigt la capacité immédiate de réagir instantanément dès que la moindre émotion sommeille en nous. L'impulsion immédiate a remplacé la digestion.

C'était mieux avant ?

P C : Pas nécessairement. Je dois avouer que j'ai un côté geek. J'apprécie une bonne partie des évolutions technologiques, et notamment les capacités de contact avec le public. Là où je suis plus mélancolique, c'est quand je vois l'affaiblissement de la presse et sa perte de crédit. C'est un outil de médiation absolument indispensable. J'attends impatiemment le moment où nous allons enfin passer le stade de l'adolescence par rapport à la technologie. Nous sommes aujourd'hui dans un univers de fascination et de débordement permanent et les discours civiques et politiques se sont vraiment endommagés. La propagande, grâce à la technologie, est, elle, devenue extrêmement précise et ciblée, de l'ordre de la manipulation des esprits.

Si vous aviez un conseil à donner pour promouvoir la liberté d'expression, quel serait-il ?

P C : Il faut se battre pour les choses auxquelles on croit et qui nous sont chères. Par l'action et l'inaction. L'inaction : ne pas faire le clic instantané, ne pas rejoindre immédiatement la première campagne d'indignation venue, savoir détourner les yeux quand il le faut. Et l'action : allumer des contre-feux, s'impliquer pour défendre les valeurs de la tolérance, de la démocratie et de l'humour. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre meilleur souvenir de dessinateur ?
Mon premier dessin au lycée, qui est paru dans le journal local, qui s'appelait *La Suisse*. Mon père y était abonné et il a poussé un grand cri lorsqu'il l'a découvert en ouvrant le journal.
C'était un vrai moment de bonheur et une grande première pour moi.

Le pire ?
Le mois durant lequel j'ai dessiné au *New York Times* pendant que le journal gérait la crise liée au fameux dessin polémique. Comme j'ai pu le dire sur CNN, faire du dessin de presse était devenu du patinage artistique sur une glace très fine. Et je savais que la glace finirait par se casser…

La personnalité que vous préférez dessiner ?
Emmanuel Macron, avec ses favoris et son petit côté Bonaparte. J'essaye de ne pas être trop injuste avec lui et de ne pas tirer sur l'ambulance !

La personnalité que vous aimez détester dessiner ?
Donald Trump. Il absorbe tout l'oxygène dans les médias. On joue son jeu que l'on soit pour ou contre lui. C'est objectivement un personnage charnière et c'est très préoccupant pour la démocratie américaine.

Un moment d'actualité que vous n'oublierez jamais ?
Le 11 septembre. Cela s'est passé dans le quartier où j'ai habité.

Votre livre de chevet ?
En ce moment, je lis *21 leçons pour le XXIe siècle*, de Yuval Noah Harari. Autrement, l'auteur vers lequel je reviendrais toujours, c'est Rimbaud.

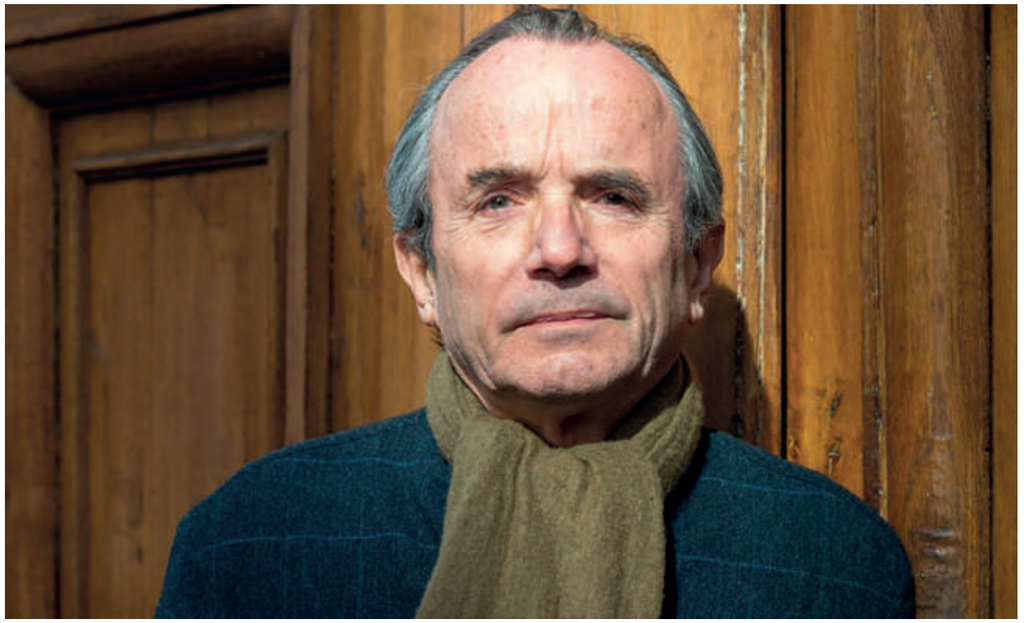
Votre film préféré ?
Brazil, de Terry Gilliam.

Votre mot préféré ?
Bordel.

Votre expression ou citation favorite ?
"C'est quoi s'bail ?" (ndlr : que se passe-t-il ?).
Je suis très inspiré par le langage ado en ce moment *(rires)* !
C'est assez inventif et improbable…

IVAN RIOUFOL

« Une *erreur* vingt fois **répétée** ne ~~fait pas~~ une *vérité* »



Ivan Rioufol est journaliste, éditorialiste et essayiste.
Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, il collabore pour *Le Figaro* depuis 1985.

AUDIENCE : **Quelle est votre définition de la liberté d'expression ?**

Ivan Rioufol : Elle consiste à se garder à distance des interdits moraux et politiques de la pensée dominante. La liberté d'expression, c'est appeler un chat un chat en restant indifférent aux intimidations multiples quand elles visent à détourner le regard.

Comment vous évertuez-vous, à travers votre plume, à faire vivre la liberté d'expression ?

I R : Je refuse les œillères de l'idéologie, qui empêchent de voir ce que l'on voit. Je décris ce que j'observe, avec pour seule préoccupation d'informer le plus honnêtement. Cette méthode va de pair, évidemment, avec la liberté de me critiquer.

Comment privilégiez-vous un sujet d'actualité plutôt qu'un autre dans vos écrits ?

I R : Je suis attiré par ce que le discours dominant cherche à édulcorer, à dissimuler, à nier. Derrière sa gêne, l y a souvent un mensonge. Je reconnais éprouver un certain plaisir à provoquer la bien-pensance quand celle-ci me parait défendre de mauvaises causes. Les questions sociétales sont mon terrain favori. Je cherche à approcher au plus près la vie des gens qui ne s'expriment pas ou qui n'arrivent pas à se faire entendre.

Vous sentez-vous totalement libre en tant que journaliste et chroniqueur pour *Le Figaro* ?

I R : Vous est-il arrivé de voir l'un de vos papiers refusé ou amputé d'un ou plusieurs passages ?
Je tiens le bloc-notes du Figaro depuis 2002, dans une totale indépendance vis-à-vis de la ligne éditoriale du journal. Je choisis mes sujets, mes angles et je vous l'assure : jamais je n'ai été censuré d'un seul propos, d'un seul mot. C'est je crois ce qui fait l'intérêt de cette chronique hebdomadaire (tous les vendredis) que je veux indomptable.

À l'inverse, l'autocensure vous guette-t-elle parfois ?

I R : Non. Je fais évidemment attention à ne pas mettre en cause méchamment des personnes et je ne pratique pas la chasse à l'homme. Pour le reste, je ne m'interdits rien. Certes, je n'irai pas critiquer mon employeur, le groupe Dassault, propriétaire du journal. Mais ce groupe est une très belle réussite industrielle. J'ai néanmoins déjà critiqué les relations qu'entretient la France avec l'Arabie Saoudite ou le Qatar, qui ont dû être des clients de Dassault j'imagine.

Vous êtes journaliste depuis 1976. Comment le monde de l'information et des médias a-t-il évolué ? Quel regard portez-vous sur cette évolution ?

I R : J'ai commencé comme journaliste localier, en province, du temps du plomb et des rotatives au sous-sol du journal. Cette époque est préhistorique. Depuis, quand je vois la crise de confiance qui atteint la presse, j'en conclus que celle-ci s'est éloignée des lecteurs. Le défi pour la presse est de retrouver la proximité avec le terrain et de reprendre son rôle de contre-pouvoir. La concurrence des réseaux sociaux l'y pousse.

Peut-on écrire et parler plus librement aujourd'hui qu'hier ou, à l'inverse, le débat d'idées vous semble-t-il plus sclérosé de nos jours ?

I R : Théoriquement la censure n'existe pas. J'ai la chance d'avoir un journal qui m'accueille comme je suis et, depuis peu, des télévisions m'invitent pour ce que je représente comme parole libre. Mais le politiquement correct, même s'il se fissure, reste encore dominant. Beaucoup de ceux qui ne se plient pas à ce conformisme restent exclus du cercle médiatique. Le débat d'idées est un peu moins sclérosé, mais il lui reste beaucoup à faire pour se libérer des carcans du confort intellectuel et de l'entre soi.

Quel est selon vous le rôle du journaliste au sein d'une société ?

I R : Celui d'un témoin. C'est un photographe de l'instant. Il est tenu à l'objectivité. L'éditorialiste, lui, est là pour poursuivre les lignes et ajouter son grain de sel. Sa subjectivité est permise, mais elle doit s'appuyer sur des faits.

Qu'est-ce qu'être journaliste au XXIe siècle, à l'heure de l'information en continu, des commentaires permanents, et de l'omnipotence des plateformes ?

I R : C'est avoir les pieds sur terre et garder l'esprit critique et curieux. Le journaliste est d'abord un professionnel. Il doit savoir hiérarchiser entre des informations préalablement vérifiées. Il doit se garder de suivre la meute. Une erreur vingt fois répétée ne fait pas une vérité.

Comment vivez-vous la prégnance des fake news et autres théories du complot ? Comment y faire face ?

I R : Le journaliste a là un nouveau rôle à tenir en s'imposant dans la fiabilité de son travail et sa quête d'une vérité, même si elle n'est jamais parfaite. C'est pour lui une opportunité à saisir, s'il veut redorer son blason.

Les rédactions et les journalistes sont de plus en plus régulièrement la cible d'attaques et d'invectives, prioritairement sur les réseaux sociaux mais parfois sur le théâtre même de reportage… Êtes-vous inquiet ?

I R : Les journalistes paient là leur trop grande proximité avec le monde officiel de la politique et des décideurs. Ils sont assimilés au pouvoir en place. C'est souvent injuste, mais il y a une part de réalité. Pour ma part, j'ai participé à des dizaines de manifestations de Gilets jaunes à Paris sans avoir été jamais inquiété, au contraire. Il faut que les journalistes entendent les critiques qui leur sont portées.

Recevez-vous parfois des courriers ou courriels de lecteurs mécontents ?

I R : Les courriers de soutien sont les plus nombreux. Mais j'ai un blog sur le Figaro.fr, que j'ai baptisé "Liberté d'expression", où tous les lecteurs ont librement accès. Ceux qui voudraient me critiquer peuvent le faire. Il y en a peu. Quand je peux répondre je le fais. Mais la critique est utile. Elle m'aide parfois, quand elle est bien argumentée.

Si vous aviez un conseil à donner pour promouvoir la liberté d'expression, quel serait-il ?

I R : Supprimer les censures. Revenir à la seule loi sur la presse de 1881, qui était parfaite. ■

CANCEL CULTURE

LE PLAISIR DE NUIRE ET D'INTERDIRE

Victor Mollet
Directeur de la Rédaction

Débarquée des États-Unis, la *cancel culture* n'est ni plus ni moins que la culture de l'effacement et de l'annulation. Elle se traduit par une attaque coordonnée et impitoyable, le plus souvent sur les réseaux sociaux, à l'endroit d'une personne dont les propos ou les actions ont été jugés offensants ou méprisants par un groupe ou une communauté.

La réputation, l'autorité et la condition sociale de cette personne *cancélée* sont alors mises à mal, voire mises à mort.

Lutte contre le racisme, égalité homme-femme, préservation de l'environnement, défense des droits… La *cancel culture* se pare des habits de nobles et justes causes pour se livrer à des pratiques obscurantistes et totalitaires, indépendamment de toute justice démocratique et en dépit de toute déontologie établie. Outre-Atlantique, un analyste de données d'une société de conseil, du nom de David Shor, a perdu son emploi pour avoir osé tweeter le résumé d'une étude publiée dans une prestigieuse revue de sciences humaines. La conclusion de cette enquête ? Lors du mouvement des droits civiques dans les années 1960, les manifestations non violentes avaient été politiquement plus efficaces que les rassemblements violents. De son côté, le conservateur du musée d'Art moderne de San Francisco Gary Garrels a lui été forcé de démissionner car il a estimé que le refus de collectionner les œuvres d'hommes blancs était de la « *discrimination inversée* ».

Le schéma est rigoureusement identique dans chaque cas : la *cancellation* est en premier lieu une punition, et en second lieu la réduction au silence d'une personne et plus largement d'une opinion ou d'une conviction. Nul débat n'est accepté. Nulle discussion n'est tolérée. Dans ce contexte, comme tétanisés, un tiers des Américains sont aujourd'hui inquiets de perdre leur travail s'ils étaient amenés à s'exprimer sur leurs opinions politiques. L'autocensure est alors le parfait remède poison. « *Sois sage et tais-toi !* », nous disent les admirateurs et supporteurs de la cancel culture. La liberté d'expression est répudiée.

En France, les deux exemples les plus populaires sont ceux d'Éric Brion et de la jeune Mila. Le premier a été réduit à la mort sociale et lynché par la toile après sa dénonciation par Sandra Muller, la créatrice du très distingué "#BalanceTonPorc", en pleine déferlante "#MeToo". Bien que la justice lui ait finalement donné raison et lavé son affront, le tribunal de l'opinion, déloyal et impitoyable, l'avait déjà crucifié. La seconde, après avoir osé critiquer l'Islam en des termes virulents, vit depuis une véritable fatwa numérique, s'est vue évincée de son lycée, a été forcée de déménager et a même dû être escortée par la maréchaussée plusieurs semaines durant. Ses idées comme sa personne sont littéralement menacées de suppression, au sens premier du terme. Dans une inversion des rôles misérable, la jeune fille vit depuis en liberté surveillée. Elle reçoit quotidiennement des menaces d'égorgement et doit séjourner et suivre sa scolarité dans des lieux tenus secrets. Tous ceux ou presque qui l'insultent joyeusement, tous les jours, cachés derrière leurs écrans, vivent, eux, perfides et lâches, comme si de rien n'était. Nous sommes en France. Au XXIe siècle…

> Le temps de la justice
> n'est pas adapté aux
> tourbillons de l'océan du web
> et à ses plateformes

Le temps de la justice n'est pas adapté aux tourbillons de l'océan du web et à ses plateformes. La présomption d'innocence s'éteint à mesure que les likes et les retweets s'avivent et calcinent l'image d'un individu, quand ce n'est pas sa vie.

Dans bien des campus universitaires, aux États-Unis comme en France, le maccarthysme, quand ce n'est pas tout bonnement l'autodafé, refait surface. Soixante-dix ans après l'épuration anticommuniste diligentée par le sénateur Joseph McCarthy, une nouvelle paranoïa refait surface. Tout livre, œuvre ou conférence émanant d'une personne jugée étrangère à la doxa de la bien-pensance sont menacés de boycott et exposés aux châtiments numériques.

Dans un passé récent, la philosophe Sylviane Agacinski, pourtant loin d'être excessive dans ses propos comme dans ses postures, et François Hollande, pour ne citer qu'eux, se sont tous deux vus refouler assez violement d'une université française, lieu du savoir, de la connaissance et de l'échange d'idées. À chaque fois, dans ces deux exemples comme dans bien d'autres cas, l'interdit n'émane pas de la direction de l'établissement mais d'un groupe d'étudiants bruyants et récalcitrants, quoique minoritaires. La défection et la capitulation n'en sont que plus flagrantes et affligeantes.

Pour les partisans et apôtres de la *cancel culture*, il s'agit, selon les cas, d'effacer ou de réécrire l'Histoire, de censurer, de blâmer, de convoquer l'émotion plutôt que la raison, de déchaîner la haine plutôt que d'encourager les argumentations. De véritables descentes punitives sont orchestrées dans les théâtres ou les universités, des statues sont déboulonnées ou dégradées, des titres d'œuvres sont débaptisés, des prises de parole sont entravées, des innocents sont harcelés sur les réseaux sociaux… La liste des conjurations n'en finit plus. Le droit et la justice sont balayés. Le discernement, la nuance, l'entendement ou la complexité sont répudiés.

Au cœur de cette doxa, les minorités, fortes de la caisse de raisonnance des réseaux sociaux et d'une organisation panurgienne méthodique, sont bruyantes et vociférantes ; les majorités, apeurées et inhibées, sont silencieuses et étouffées ; la classe politique, débordée et dépassée, est inerte et divisée ; les intellectuels, désuets et déconsidérés, désarmés et impuissants. 150 de ces derniers, au rang desquels Francis Fukuyama, Noam Chomsky, Margaret Atwood, Salman Rushdie ou Thomas Chatterton Williams, se sont émus des méandres et méfaits d'une telle *cancel culture*, au détour d'une tribune publiée, en juillet 2020, dans le *Harper's Magazine*. « *L'échange libre des informations et des idées, qui est le moteur même des sociétés libérales, devient chaque jour plus limité. La censure, que l'on s'attendait plutôt à voir surgir du côté de la droite radicale, se répand largement aussi dans notre culture* », s'émeuvent-ils de concert.

L'opprobre vécue par les personnes qui subissent la cancel culture, analogue à une déchéance, est similaire à la *damnatio memoriæ* ("damnation de la mémoire") que la Rome antique pratiquait envers les personnages politiques, au nom de laquelle le Sénat votait la suppression de leurs honneurs, l'effacement de leur nom des monuments publics, la déclaration de leur anniversaire comme jour funeste ou le renversement de leurs statues. À l'heure des GAFA et de leurs plateformes dopées aux algorithmes dévastateurs, la mort sociale peut se décréter à la vitesse de la lumière, dans l'inconscience et l'inconsistance de l'urgence, dans la lâcheté de l'anonymat, en quelques clics. On réclame des mises à mort. On tue caché derrière un écran. Un homicide numérique qui se traduit parfois concrètement dans la destinée physique. À la fin du mois de septembre 2020, le jeune chef des restaurants parisiens Dersou et Cheval d'or s'est donné la mort. Cette étoile montante de la gastronomie française, qui avait fait ses gammes auprès d'Alain Ducasse, a décidé de rejoindre le ciel prématurément et volontairement, après avoir été lynché plusieurs semaines durant sur les réseaux sociaux, accusé d'agression sexuelle. « *Taku Sekine a mis fin à ses jours, emporté par une grave dépression consécutive à sa mise en cause publique - sur les réseaux sociaux et sur un site spécialisé. […] Cette atteinte à son intégrité et son honneur était profonde* », s'est indignée sa compagne. Il n'était visé par aucune plainte. Les balances ont gagné. Les condamnations sont sans appel. La justice a perdu, avant même d'être interrogée.

C'est dans la libre acceptation des paroles et la confrontation des idées et des pensées que la liberté d'expression s'avère véritablement vivace et fertile

Les réseaux sociaux sont devenus les tribunaux du XXIe siècle. Problème ? Ils sont sans foi ni loi et ne respectent aucune règle ni aucun principe de droit. La justice, rarement sollicitée, est jugée défaillante, a priori. Réparer une éventuelle injustice par une autre injustice ne la rend pourtant pas plus juste. Dans un système démocratique et dans un régime civilisé, la culpabilité ne se décrète pas, elle se prouve. La calomnie, la rumeur ou le soupçon ne sauraient faire un coupable. La vengeance privée et l'hystérisation des foules ne sont pas signes de bonne santé citoyenne et politique.
Le tribunal judiciaire est indéniablement plus lent et ne saurait rivaliser dans sa temporalité avec le tribunal médiatique, soudain et immédiat. Mais, alors que le second s'apparente à un leurre en forme de défouloir, le premier protège et sauvegarde en accordant un contradictoire effectif, protecteur et intransigeant. Et s'il ne le fait pas, les avocats sont là pour combattre. Au vrai, la justice manque autant de moyens qu'elle souffre de l'idée que l'on peut aisément se passer d'elle.

Les tenants de la culture de l'annulation sont d'un manichéisme diabolique et terrifiant. Ils ne manifestent aucun doute quant à leur pensée, comme mystique, qui recélerait une vérité immarcescible et intangible, universelle et intemporelle. Pourtant, le véritable engagement intellectuel, c'est avoir conscience de l'imperfection de sa pensée et du caractère figé de ses idées. C'est admettre que l'on ne détient aucune vérité absolue et intégrale. Et avoir conscience des failles et des limites de sa pensée, c'est vouloir entendre les arguments d'adversaires, pour les objecter autant que pour faire fructifier sa propre dialectique.

Penser que l'on détient une vérité absolue et considérer par là même que les idées qui ne sauraient être totalement similaires sont mauvaises voire dangereuses, c'est nier et éliminer le principe même de liberté d'expression. Cette dernière n'est pas uniquement la capacité de chacun à s'exprimer. C'est aussi et surtout la reconnaissance de ce droit pour tous. C'est dans la libre acceptation des paroles et la confrontation des idées et des pensées que la liberté d'expression s'avère véritablement vivace et fertile. Avoir foi et confiance dans ce que l'on pense, dans les objets auxquels on croit, c'est ne pas avoir peur d'en débattre.

Dans certains cas, cette *cancel culture* ébouriffante et violente dégénère même en harcèlement ou en doxing. Il ne s'agit plus seulement d'annuler mais de nuire, de trousser et de chasser. La personne incriminée, présumée coupable, voit ses coordonnées et ses données privées jetées en pâture en mondovision. Une forme de délation nauséabonde et de justice privée primitive. Le plus dramatique en la matière est que dans la majorité des cas, les combats, tels que la lutte contre les discriminations et les injustices dont se réclament ces néo-censeurs, sont parfaitement nobles et mériteraient d'être menés avec soin et rigueur. Le fait d'être offensé ne signifie pas détenir une quelconque vérité.

Il ne suffit pas d'être du bon côté de la morale, au demeurant mouvante à travers les époques et les âges, pour avoir raison. La pensée du meilleur n'autorise pas le pire. Une société qui n'a pas peur de son futur et respecte son présent n'a pas honte de son passé, de ses ombres comme de ses lumières. Qu'ils défendent les couleurs, les idées ou les identités, les revendicateurs de tous bords et les manifestants de toute cause seraient inspirés de méditer une phrase de Maya Angelou, immense écrivaine et poétesse américaine et figure majeure des droits civiques aux États-Unis : « *L'histoire, malgré sa douleur déchirante, ne peut pas être effacée. Mais, si elle est confrontée avec courage, elle n'a pas besoin d'être vécue à nouveau* ». ■

KaK

« La **confrontation** des opinions crée de l'**intelligence** collective »

Président de l'association Cartooning for Peace fondée par Chappatte et Plantu, **KaK** croque l'actualité avec assiduité et crédulité depuis 2013, notamment pour le quotidien *l'Opinion*.
Passionné par la bande dessinée, les dessins animés et le cinéma, il grime nos hommes politiques et dirigeants avec rondeur et amusement.

AUDIENCE : **Commençons… par le commencement : pourquoi avoir décidé d'embrasser une carrière de dessinateur ?**

KaK : J'ai commencé à dessiner activement et à faire des caricatures au collège. J'ai hésité à en faire un métier après le bac, mais j'ai eu peur de la solitude des métiers du dessin. J'avais 18 ans et je voulais voir le monde. Je me suis plutôt lancé dans des études de commerce classiques, qui m'ont ultérieurement permis d'entrer dans le secteur du cinéma, d'abord en presse spécialisée puis dans l'associatif. Je dessinais quand même un peu, une fois par semaine, pour le magazine professionnel *Le Film français*. Et puis, au bout de 20 ans dans ce (très sympathique) secteur du cinéma, l'envie de dessiner à plein temps est revenue me démanger. Le déclencheur a été le lancement du quotidien *l'Opinion*. Son fondateur Nicolas Beytout a décidé de mettre un dessin en Une du journal et il a lancé un concours public pour recruter son dessinateur. J'ai remporté le concours et, du jour au lendemain, ma vie professionnelle a basculé.

Comment définiriez-vous votre trait de crayon ?

KaK : Pour du dessin de presse, je dirais atypique, car je suis sous influence de la bande dessinée, et en particulier des classiques comiques de la BD franco-belge (Uderzo, Franquin, Gotlib, Maester…). Donc non seulement j'ai un trait "BD" mais en plus je me prends la tête avec les couleurs, les détails… Ce qui n'est pas du tout commun (ni utile parfois) en dessin de presse. Je pourrais prétendre que c'est mon "style" mais la vérité c'est que je ne sais pas faire autrement pour l'instant.

Quelles sont vos sources d'inspiration ? Comment vos idées vous viennent-elles ?

KaK : Ma recherche d'idées se fait par un processus empirique qui est semblable à beaucoup de dessinateurs de presse. D'abord, si nécessaire, je me documente sur le sujet, histoire d'en comprendre les nuances et de ne pas dire n'importe quoi. Ensuite je parcours méthodiquement tous les chemins qui partent de ce sujet, en cherchant ce qui peut être drôle : y a-t-il un paradoxe dans la situation ? Les protagonistes du sujet portent-ils des contradictions ? Le sujet a-t-il évolué dans notre histoire récente ? Puis-je le mettre en parallèle avec un fait historique, culturel, avec un film ou une œuvre connue ? Puis-je croiser ce sujet avec une autre actualité qui lui répond de façon comique ? Y a-t-il un jeu de mots à faire ? Quand j'ai commencé en 2014, je me souviens avoir lu une interview du grand Chappatte dans laquelle il expliquait sa méthode pour trouver des idées et je me suis dit : « *Incroyable, c'est tout comme moi !* ». En fait ce n'est pas incroyable, nous sommes nombreux à faire comme ça. Les idées tombent rarement toutes cuites. Elles sont plutôt le fruit d'une longue cueillette imaginaire.

Que souhaitez-vous apporter à l'actualité à travers vos dessins ?

KaK : J'essaie d'abord de faire rire. Ce qui me fait le plus plaisir : quand je vois quelqu'un éclater de rire sur un de mes dessins. Quand le sujet s'y prête, j'aime bien y apporter de la nuance, créer un décalage, éviter l'analyse manichéenne qui est de plus en plus présente dans nos sociétés. Ce qui peut paraître étrange pour un caricaturiste… En fait j'aime bien remettre la balle au centre. Montrer que tout le monde peut être moqué. J'ai horreur des gens qui n'ont jamais de doutes et qui vous expliquent de façon péremptoire comment est le monde. J'aime bien cette phrase prêtée à Aristote : « *L'ignorant affirme, le savant doute, le sage réfléchit* ».

Quelle est votre définition de la liberté d'expression ?

KaK : Assez proche de celle des grandes déclarations universalistes : le fait de pouvoir s'exprimer, sous toute forme, sans être inquiété pour cela. Je regrette d'ailleurs que, dans un pays comme la France, on lui ait fixé autant de limites. Ça peut sembler paradoxal mais je ne pense pas qu'on apaise une société en bridant la parole agressive. Il vaut parfois mieux que ça sorte à l'oral (ou à l'écrit) que sous d'autres formes. Sinon un jour ça pète et on tombe des nues, sur le thème "personne ne l'avait vu venir".

Comment vous évertuez-vous à faire vivre la liberté d'expression à travers vos dessins ?

KaK : D'abord, comme je le disais, en essayant de me moquer d'absolument tout le monde. Y compris des gens que j'apprécie, bien entendu. Ensuite, quand je pense que la situation le mérite, en proposant des gags plus dérangeants que d'habitude (que le journal accepte ou pas).

L'autocensure vous guette-elle parfois ?

KaK : Selon la définition que vous donnez au mot "censure", tout le monde s'autocensure. Ça ne vous est jamais arrivé d'avoir envie d'insulter quelqu'un, ou de faire une vanne dans un moment de tension, et finalement de vous retenir ? C'est pareil en dessin. Quelquefois on a une idée impulsive mais on se dit : elle ne me ressemble pas. Dans ce cas je ne la dessine pas. Ou alors je la travaille pour qu'elle soit fidèle à ce que je pense. Mais j'évite de me demander si je risque de froisser tel ou tel, sinon autant faire de l'art abstrait.

À l'inverse, vos dessins sont-ils parfois refusés par les journaux (*L'Opinion, Le Film français, L'Activité immobilière…*) dans lesquels vous publiez ?

KaK : Avec *l'Opinion* la question ne se pose pas car

je dois leur faire au moins trois propositions chaque jour. Donc s'ils n'aiment pas l'une des idées, ils en prennent une autre. Avec les deux autres titres, c'est rarissime qu'on me demande de modifier un dessin et quand ça arrive c'est généralement pour en faciliter la compréhension. Bon… Il faut quand même dire que je n'ai pas un humour méchant, donc je suis assez passe-partout, avec ce que ça implique comme avantage et inconvénient.

Que vous inspire la prégnance des discours haineux et insultants à l'attention des médias et des journalistes ?

KaK : Ça m'inquiète énormément, pour deux raisons. D'abord, comme tout discours généralisant, ça témoigne d'une perte de nuance du public. Dire "les médias", c'est aussi stupide que "les chômeurs", "les politiques", "les Arabes", "les femmes". C'est une paresse de l'esprit qui évite d'admettre que la diversité implique la complexité, et qui prend comme prétexte des exemples épars pour mettre tout le monde dans le même sac. Ensuite c'est grave car cela témoigne d'une perte de confiance du public pour sa presse (en France en tout cas, où un sondage l'an dernier a révélé que 70% des Français ne font plus confiance à leurs médias). Donc soit ils ne s'informent plus, soit ils glanent des informations sur des réseaux sociaux ou des sites amateurs, et basent ensuite leur points de vue (et donc leurs décisions) sur des connaissances qui sont au mieux approximatives, au pire mensongères. Les médias ont sans doute mal géré cette évolution du ressenti de la population, mais, pour autant, l'écrasante majorité des journalistes bossent sérieusement et informent le public en toute honnêteté. Cette méfiance du public renforce considérablement le pouvoir des manipulateurs, qu'il s'agisse des lobbies ou des leaders populistes. Aux Etats-Unis par exemple, on en est arrivé à une situation où Trump enfile mensonge sur mensonge sans que sa base électorale ne bronche. Franchement c'est grave.
À titre personnel, je subis peu d'attaques. Quand elles restent polies, je réponds toujours, dans le calme. Et, en général, l'échange demeure civilisé.

En 2019, le *New York Times* a décidé de retirer le dessin de presse de ses colonnes… Quel regard portez-vous sur ce choix ?

KaK : Je ne sais pas si cette décision du *NYT* de retirer les dessins de son édition internationale a vraiment été prise à cause de la polémique sur le dessin d'Antonio, ou s'ils ont utilisé ce prétexte pour valider une décision déjà prise. Mais peu importe. C'est un signal catastrophique lancé au monde. Ce que les gens retiennent c'est : le *New York Times*, l'un des titres les plus prestigieux du pays qui symbolise la liberté d'expression et la rigueur journalistique (les USA), préfère censurer les dessinateurs plutôt que d'assumer les éventuelles polémiques. Conclusion : les journaux doivent éviter les polémiques ? On rêve. Du coup ils se sont débarrassés de leurs deux dessinateurs maison, Chappatte et Heng, qui sont pourtant deux pointures dans notre métier et dont les dessins nous rendent plus intelligents.

> *On discute plus facilement si on ne se prend pas trop au sérieux*

Vous êtes président de l'association "Cartooning for Peace" ("Dessins pour la Paix") : quel est l'objet de cette association et quelles sont ses ambitions ?

KaK : Cartooning for Peace est un réseau de 200 dessinateurs de presse professionnels issus de 70 pays, créé par Plantu en dialogue avec l'ONU en 2006, après les émeutes qui ont suivi la publication des caricatures du prophète au Danemark puis dans d'autre pays. L'association est basée à Paris et mène trois missions principales autour du dessin de presse : la promotion du dessin et des dessinateurs (travail éditorial en ligne, livres avec Gallimard, expositions…) ; la pédagogie sur la liberté d'expression et les droits de l'homme, par le dessin de presse (centaines d'ateliers dans les écoles et les prisons, formations pour dessinateurs…) ; et la défense des dessinateurs menacés (alertes, plaidoyers, soutien direct…). Notre ambition est de continuer à déployer nos activités dans le monde, en particulier sur des continents où la liberté de la presse souffre, comme en Afrique, en Asie, en Amérique latine… Cela dit, elle commence aussi à morfler dans certains pays d'Europe de l'Est…

Si vous aviez un conseil à donner pour promouvoir la liberté d'expression, quel serait-il ?

KaK : D'abord favoriser la diffusion la plus large possible de l'humour, sous toutes ses formes, car on discute plus facilement si on ne se prend pas trop au sérieux. Rire signifie être capable de prendre un peu de recul, même momentanément.
Ensuite travailler en scolaire, dès le plus jeune âge, sur la notion de débat contradictoire. Apprendre aux citoyens à écouter des points de vue différents et à exprimer le leur, dans le calme et le respect de la différence. Ça ne veut pas dire que tout le monde doit être d'accord à la fin. C'est impossible, et ça serait même flippant. Mais ça veut dire accepter qu'il existe d'autres points de vue, ne pas les diaboliser et trouver un moyen de les faire coexister. La confrontation des opinions crée de l'intelligence collective.
Enfin, il faut que la majorité silencieuse se mouille un peu, qu'elle prenne la parole. J'en appelle à mes concitoyens qui se taisent : exprimez-vous ! Même quand vous êtes d'accord. Sinon vous laissez le pouvoir aux extrémistes et vous finirez par perdre des libertés fondamentales. La liberté d'expression, c'est comme le droit de vote : elle s'use quand on ne s'en sert pas. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre meilleur souvenir de dessinateur ?

L'automne dernier, au Forum mondial de la démocratie à Strasbourg, au Conseil de l'Europe. Alors que Plantu et d'autres dessinateurs parlaient liberté d'expression sur scène, devant 300 personnes, nous étions une trentaine à faire du dessin en direct. Les gags fusaient, se répondaient, c'était comme un orchestre de jazz graphique. C'était jouissif.

Le pire ?

Quand j'ai sué chez moi pour trouver des idées sur un sujet chiant, que j'envoie mes idées au journal et qu'ils m'appellent pour me dire que c'est pas terrible et me demandent si j'ai "autre chose". À ce stade de la journée, il ne reste plus que deux heures avant le bouclage et je suis claqué. C'est la panique. Je déteste. Heureusement ça n'arrive même pas une fois par an.

La personnalité que vous préférez dessiner ?

Je me suis fait bien plaisir avec François Hollande, dont le côté bonhomme se prêtait à quasiment toutes les situations comiques.

La personnalité que vous détestez dessiner ?

Ça m'énerve parce que je ne suis pas content de mon Donald Trump. Il faut que je bosse le regard. En même temps j'espère ne plus avoir à le dessiner trop longtemps.

La personnalité qui fait selon vous le plus de bien à la liberté d'expression ?

Historiquement il y a évidemment les grands philosophes et quelques personnages clés des Lumières et de la Révolution française. Mais si je devais choisir un individu symbolique, je dirais… Coluche ? Il avait trouvé un positionnement dans la société où il pouvait faire absolument n'importe quelle vanne, imiter n'importe quel accent régional ou étranger, et où personne ne lui prêtait de mauvaise intention. Et c'est ça la clé : si on sait que vous cherchez uniquement à faire rire, si on ne vous prête pas d'autre intention, on écoute le gag au lieu de décortiquer votre texte pour y trouver un éventuel "message". En dehors du fait que Coluche était prodigieusement drôle.

La personnalité qui fait selon vous le plus de mal à la liberté d'expression ?

De nos jours, Donald Trump, haut la main. C'est le boss. Il a inventé le concept de "fait alternatif". Il officialise le fait qu'on puisse raconter n'importe quoi et coller une étiquette "vrai" dessus. Et ça passe. À partir de là, tous les débats sont faussés. La liberté d'expression ne sert plus à rien si les gens n'écoutent pas. Lorsque vous institutionnalisez le mensonge, vous décrédibilisez tous ceux qui parlent, en fait.

Un moment d'actualité que vous n'oublierez jamais ?

La chute du mur de Berlin. J'avais 20 ans, je me foutais un peu de l'actualité en général, mais je suis resté fasciné par les images de ces jeunes qui détruisaient leur bout de mur à coup de masse. Il y avait un sentiment de délivrance et d'espoir gigantesque.

Votre livre de chevet ?

Une petite colline de livres, BD, magazines qui ensevelit la table de nuit et dans laquelle je puise ma lecture suivante en fonction de l'humeur. Mon dernier coup de cœur : la BD *Les Indes fourbes* d'Ayrolles et Guarnido. À lire absolument si vous aimez la grande aventure et le beau dessin.

Votre film préféré ?

Ça fait 35 ans que je réponds *Barry Lyndon* de Kubrick. Faudrait peut-être que je le revoie, à force…

Votre mot préféré ?

Monsieur. C'est hyper français, ça ne se prononce pas comme ça devrait, ça s'emploie sérieusement ou au contraire pour rire. C'est aussi toute notre histoire avec le "mon Seigneur" de la noblesse qui est devenu le Monsieur tout le monde.

Votre expression ou citation favorite ?

J'ai travaillé avec un type qui mélangeait involontairement les expressions, c'était à s'étouffer de rire. Du genre : « *Je ne suis pas devin, je ne lis pas dans une mare de café* ». Ou « *Faites ce que vous voulez, je vous donne mon blanc-sec* ». Ou « *L'argent c'est le nerf de la lance* ».

Haroun est un humoriste atypique et clinique. Qu'importe les fermetures de scènes ou de salles obscures, son succès ne cesse de croître. Son style et son influence, portés et influencés par Desproges, Coluche ou Ricky Gervais, piquent et pincent avec talent et dépouillement.

HAROUN

« L'*humour* est pour moi une **cour** de *vérité* »

AUDIENCE : **Quelle est votre définition de la liberté d'expression ?**

Haroun : C'est le fait de considérer que le spectateur ou plus généralement ceux qui reçoivent votre message sont capables de faire la part des choses et sont capables de réflexion. Ceux qui vont contre la liberté d'expression sont des misanthropes qui pensent que les gens sont trop bêtes pour comprendre les nuances et pour démêler le vrai du faux.

Pourquoi avoir choisi l'humour ?

Haroun : À vrai dire ce n'est pas vraiment un choix. L'humour s'est imposé à moi par passion. La manipulation des formules m'a passionné très tôt. C'est un moyen d'expression à part entière pour moi. Ce n'est pas une fin en soi. J'ai compris très vite que l'humour permettait de s'exprimer.

Des humoristes ont-ils servi de référence pour vous ?

Haroun : Au départ, c'est Coluche. Quand j'étais petit, pour moi c'était un clown. Je rigolais à certaines choses, mes parents à d'autres. En grandissant, j'ai compris pourquoi ils rigolaient à certains moments parfois différents. J'ai ensuite découvert Desproges ou Les Inconnus avec, encore une fois, plusieurs niveaux de lecture. Je vois un point commun entre les trois : ils avaient des critiques à faire et des idées à défendre. Aujourd'hui, je regarde beaucoup moins d'humour parce que mes sources d'inspiration sont plutôt sérieuses, mais j'aime beaucoup ce que fais Ricky Gervais par exemple. C'est un acteur très prolifique et il est très inspirant.

Vous restez très discret sur votre parcours, pourquoi ?

Haroun : Parler de mon métier ne me dérange pas mais ma vie privée n'est pas très intéressante. À vrai dire, je n'ai pas une vie très palpitante. Je suis très passionné par ce que je fais et passe mon temps à faire ça. C'est aussi une volonté de ne pas tomber dans la révélation de ma vie privée.

Comment définiriez-vous votre style et votre Adn ?

Haroun : Je suis sarcastique mais pas méchant. Je retombe toujours sur quelque chose de plutôt positif.

Comment vous évertuez-vous à faire vivre la liberté d'expression dans vos spectacles ?

Haroun : Je ne sais pas vraiment si je m'évertue à la faire vivre. J'essaye de partager mes pensées, en essayant de démontrer que l'on n'est pas responsable de ses pensées. J'essaye de monter qu'il nous arrive tous d'avoir des mauvaises pensées, que personne n'est vraiment exemplaire et que personne ne peut vraiment donner des leçons à qui que ce soit. Je suis dans le partage. L'humour est pour moi une cour de vérité.

L'autocensure vous guette-t-elle parfois ?

Haroun : L'humour doit forcément passer par un filtre de recherche de l'efficacité du message. C'est ma conviction. Sur le fond, je ne m'autocensure pas. J'aborde absolument tous les sujets et je joue avec les pensées interdites. Sur la forme, peut-être, dans la mesure où j'adapte mon message pour que le public comprenne exactement là où je veux en venir et que mon propos ne soit pas confondu avec autre chose. Je veux attraper tout le monde. Si je parle de la Shoah, je veux que tous les gens dans la salle puissent en rire, même les personnes concernées par le problème. Je veux que les gens aient confiance en moi pour qu'ils puissent rigoler avec moi.

Quel message souhaitez-vous faire passer au travers de vos sketchs et spectacles ?

Haroun : Je n'ai pas d'autre message que celui que nous avons tous des travers et que nous sommes tous des humains, avec nos défauts. On n'a pas de leçons à donner à qui que ce soit.

L'humour est-elle une arme ?

Haroun : Peut-être dans certains pays, dans certains contextes dictatoriaux où la liberté d'expression est justement malmenée. Je n'ai pas l'impression, personnellement, de faire beaucoup bouger les choses. En France, nous ne prenons pas beaucoup de risques. Je permets simplement aux gens de s'intéresser à un problème ou à un sujet.

À l'heure où le politiquement correct tend à devenir omnipotent, peut-on selon vous encore rire de tout ?

Haroun : Oui. J'en ai juste assez que l'on confonde le rire et la moquerie. J'ai envie de rire et de faire rire, pas de rire de. C'est un défi pour l'humoriste de s'emparer de tous les sujets et de parvenir à faire rire quel que soit le thème abordé. Personnellement je n'ai jamais eu de limites. Et je n'ai jamais eu de problème quelconque.

> *Je conserve l'improvisation comme un moment de grâce*

Quels sont les orateurs qui vous impressionnent ?

Haroun : Gérard Depardieu et Fabrice Luchini m'ont toujours impressionné. Ils dégagent quelque chose de fort et, quel que soit leur texte, ils sont capables de nous capter. Et ce qui me plait en plus chez eux, c'est que ce sont des êtres libres, qui n'en ont que faire de la bien-pensance. Ils disent ce qu'ils veulent, quand ils veulent.

Avez-vous le trac avant de monter sur scène ?

Haroun : Pas beaucoup, pour être honnête. Je me remobilise toujours deux-trois minutes avant de monter sur scène. J'ai un peu plus le trac quand je démarre un nouveau spectacle mais ce n'est pas du tout quelque chose de paralysant ou de désagréable. Je respire profondément, effectue quelques exercices d'articulation et c'est parti !

Laissez-vous une place importante à l'improvisation ?

Haroun : Plus ou moins, en fonction de l'écriture des spectacles. Une fois qu'un texte est fini et bien ficelé, je conserve l'improvisation comme un moment de grâce. Je ne me repose pas dessus. Je reste conscient de ce qu'il se passe sur scène et dans la salle mais je ne me sers pas de l'improvisation comme d'une béquille.

Si vous aviez un conseil à donner pour promouvoir la liberté d'expression, quel serait-il ?

Haroun : Instaurer des cours de rhétorique dès le plus jeune âge pour que chacun puisse découvrir les pièges que l'on peut apercevoir dans un discours et ne pas se faire avoir par une argumentation. Quand j'ai lu L'art d'avoir toujours raison de Schopenhauer, j'ai été particulièrement perturbé de voir que les choses s'appliquaient directement dans les débats politiques par exemple. Réussir à réfléchir sur un discours et savoir détacher son émotion de sa raison est quelque chose de très important. La liberté d'expression souffre aujourd'hui d'un trop plein d'émotion, sur tous les sujets. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre meilleur souvenir d'humoriste ?

Ma première scène, dans le cadre d'un festival de café-théâtre au Palais des glaces en 2006.

Le pire ?

Un festival d'humour à Lourdes, devant un public très âgé. Ça n'a pas du tout marché.

La personnalité qui fait le plus de bien à la liberté d'expression ?

Je serais tenté de dire Ricky Gervais en ce moment. Mais je pense aussi beaucoup à Romain Gary.

La personnalité qui, selon vous, fait le plus de mal à la liberté d'expression ?

Les interviewers des chaînes d'information en continu, et plus généralement Mark Zuckerberg et les GAFA.

Votre livre de chevet ?

Sur la route, de Jack Kerouac.

Votre film préféré ?

Les Évadés, de Frank Darabont et *Un air de famille* de Cédric Klapisch.

Votre mot préféré ?

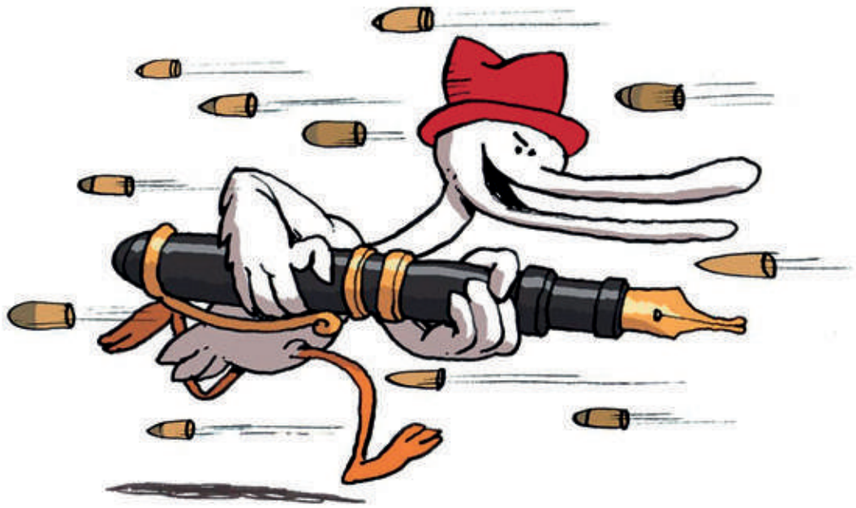
Féroce. Un mot qui évoque la violence noble.

Votre expression ou citation favorite ?

« *On a bouleversé la terre avec des mots* », d'Alfred de Musset.

NICOLAS BRIMO

« Les **journalistes** sont des *éveilleurs* »



Journaliste, **Nicolas Brimo** est directeur du *Canard Enchaîné* depuis 2017.
Jamais avare de malices et d'anecdotes, il sait combien, derrière le rire et la satire, l'information éclairée et travaillée est aussi sérieuse que menacée.

AUDIENCE : **Quelle est votre définition de la liberté d'expression ?**

Nicolas Brimo : C'est publier des articles librement et en toute indépendance.

Comment vous évertuez-vous à faire vivre la liberté d'expression au sein du *Canard Enchaîné* ?

N B : Nous sommes le seul journal de France et même d'Europe à être totalement indépendant et à vivre sans publicité. Nous n'avons par exemple jamais emprunté un centime dans une banque. Et c'est avant tout cette indépendance économique et la fidélité de nos lecteurs qui font notre richesse et nous permet de nous exprimer comme nous le voulons. Il y a ensuite un certain nombre de règles qu'il faut respecter, à commencer par la législation sur la presse. Nous avons ensuite le respect de principes presque aussi vieux que le journalisme lui-même, et que l'on trouve résumé dans la charte de Munich sur les droits et devoirs des journalistes. Nous sommes aussi très attachés au respect de la vie privée.

Quel rôle jouez-vous en tant que directeur du journal ?

N B : Je vais de temps en temps devant le tribunal *(rires)* ! C'est moi qui suis mis en examen en tant que directeur de la publication quand des procès surviennent. Ce qui arrive heureusement très rarement.
Plus globalement, notre président Michel Gaillard et moi-même veillons au sérieux de l'information et au respect d'une certaine ligne éditoriale.

Justement, comment définiriez-vous votre ligne éditoriale ?

N B : *Le Canard Enchaîné* est un journal satirique (c'est d'ailleurs écrit sur notre Une), qui publie des informations, qui a le cœur plutôt à gauche mais qui n'est pas militant, et qui a toujours mené des combats de sociétés, contre la peine de mort et pour l'avortement à un tel ou un tel par exemple. Toute information est bonne à donner, qu'elle fasse plaisir ou pas à un tel ou un tel. Robert Hersant, patron de presse qui a commencé sa carrière sous l'occupation, avait une phrase que mes chers confrères n'aiment pas beaucoup : « *Dans une démocratie, la liberté de la presse commence et s'arrête au tiroir-caisse* ». C'est assez vulgaire mais c'est vrai.

Comment privilégiez-vous un sujet d'actualité plutôt qu'un autre ?

N B : D'abord, il faut qu'on ait quelque chose à dire. Si nous n'avons rien à dire ou alors que des banalités, ce n'est plus le *Canard Enchaîné* ! Face à un événement, il faut tenter d'être original dans l'information, dans le ton, dans la satire et dans l'écriture. Ce n'est pas beaucoup plus compliqué que ça. Alors après, pourquoi tel ou tel sujet s'impose ou pas, c'est justement le rôle des journalistes de s'emparer de ce qui fait sens.

Vous avez rejoint le *Canard Enchaîné* en 1971. Comment le journal a-t-il évolué jusqu'à nos jours ?

N B : *Le Canard Enchaîné* a évolué dans les années 1970. Jusqu'au départ du général de Gaulle, c'était essentiellement un journal satirique, qui faisait peu d'information. À l'époque, toutes les radios, toutes les télévisions et une bonne partie de la presse écrite étaient contrôlées par le pouvoir politique, directement ou indirectement. Commence alors une libéralisation de l'information. Au Canard, la direction de l'époque, menée par Roger Fressoz, décide de renforcer l'information, qui prend de plus en plus d'importance. Des journalistes, qui étaient plus des chiens de chasse que des chroniqueurs, ont été embauchés.

Et le monde des médias en général ?

N B : Les médias vont très mal économiquement. Avant 1914, la France était le pays qui comptait le plus de journaux par habitant. Aujourd'hui, nous sommes le 34e pays au plan mondial. Cela rend modeste et amène à se poser des questions. Les quotidiens, sans les subventions qu'ils touchent, ne sont pas rentables. Le montant des aides à la presse, que le *Canard* s'est toujours appliqué à ne pas toucher, s'élève à plus de 270 millions d'euros par an mais cela ne semble pas suffisant… Je ne suis pas très optimiste sur l'avenir de la presse écrite.

Votre journal a bientôt 105 ans… Quelle est l'affaire révélée par votre journal la plus importante à vos yeux ?

N B : C'est un choix compliqué. Disons que nous avons mené certains combats, comme ceux contre les fonds secrets, qui ont fait évoluer la législation. On peut dire que nous avons été utiles démocratiquement, à jouer les fous du roi. Aujourd'hui, c'est en passe de devenir un peu pareil avec le pantouflage. Hier, les gens s'en accommodaient très bien. De nos jours, c'est devenu intolérable. Les journalistes sont des éveilleurs.

Quel est selon vous le rôle du journaliste au sein d'une société ?

N B : Raconter aux gens comment fonctionnent les pouvoirs. Le pouvoir économique, le pouvoir médiatique, le pouvoir judiciaire et le pouvoir politique. Tous les pouvoirs. Les bonnes vieilles recettes du métier se vérifient à chaque fois : il faut expliquer aux gens comment ils sont gouvernés.

Comment vivez-vous la prégnance des fake news et autres théories du complot ?

N B : Le complotisme fait partie du raisonnement primaire de beaucoup de Français quand une information sort. Quand nous avons publié le nom du haut fonctionnaire qui nous avait donné le premier document sur les diamants de Bokassa, tout le monde était convaincu que c'était Chirac ! À un moment, l'irrationnel emporte le rationnel. Le complotisme permet de rassurer les imbéciles.

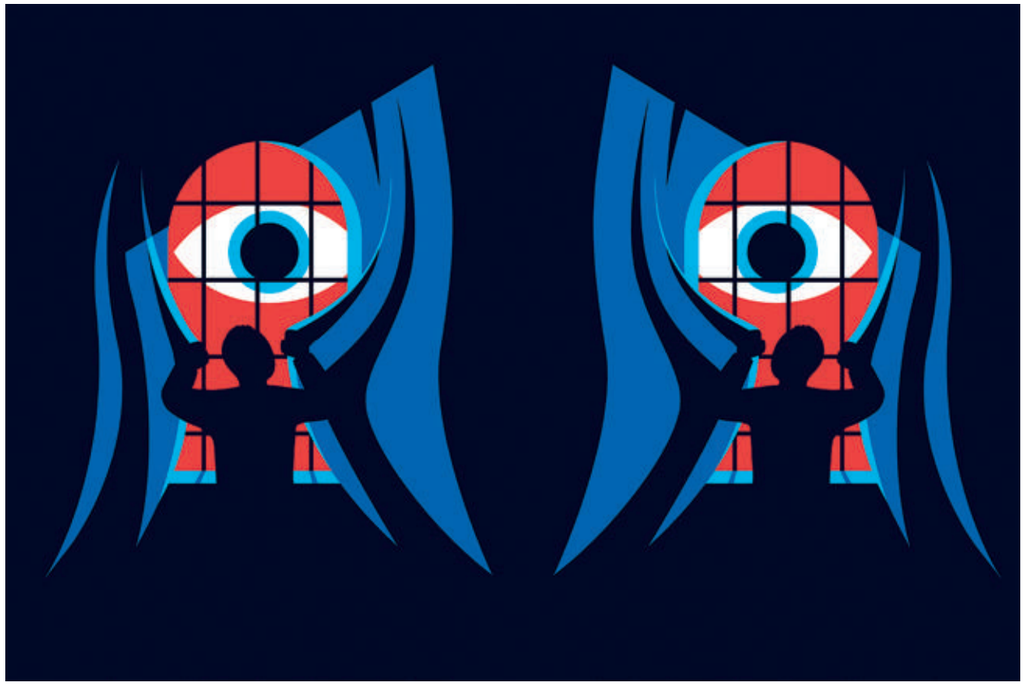
Dans la même veine, les rédactions et les journalistes sont de plus en plus régulièrement la cible d'attaques et d'invectives, prioritairement sur les réseaux sociaux mais parfois sur le théâtre même de reportage… Êtes-vous inquiet ? Que cela vous inspire-t-il ?

N B : Ce phénomène n'est pas tout à faire récent. Ce qui est récent, c'est que jusqu'à présent les journalistes ne se faisaient pas tuer à coup de kalachnikov par des abrutis islamistes. Aujourd'hui, pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons malheureusement plus recevoir les lecteurs au sein de la rédaction pour nous confronter à eux. Avant, ils venaient, et s'ils étaient dans un bon jour et nous aussi, on leur offrait un coup à boire… C'est triste. Sans parler du fait que nous avons perdu quelques amis très proches dans le massacre de *Charlie*, à commencer par Cabu.

Si vous aviez un conseil à donner pour promouvoir la liberté d'expression, quel serait-il ?

N B : Le moins de lois possibles et surtout des lois simples ! ■

LIBERTÉ - SÉCURITÉ



L'IMPOSSIBLE CONCILIATION ?

Philippe Simoneau
Associé Adekwa Avocats

&

Victor Mollet
Directeur de la Rédaction

Débat impérissable au sein d'une démocratie, la conciliation entre liberté et sécurité a trouvé un nouvel écho notable avec la crise sanitaire liée au Covid-19.

L'instauration de mesures d'urgence exceptionnelles, à commencer par le confinement généralisé de la population, a soulevé de nombreuses questions.

Sommes-nous encore libres ?
Devons-nous nécessairement rogner nos libertés pour vivre dans un monde plus sûr ?
Y a-t-il matière à s'inquiéter pour nos droits à brève échéance ?

Éclairages et perspectives.

LES LIBERTÉS SUSPENDUES

Depuis 2015, la France a vécu plus de la moitié du temps au cœur d'un état d'urgence ou de restrictions sévères des libertés fondamentales, individuelles et collectives. À compter du mois de mars 2020, certains affirment même que l'ordre militaire a été préféré à l'ordre démocratique.
Il n'est pas ici question de sombrer dans la critique aveugle d'un choix politique, non plus de se saborder dans des théories farfelues, mais bien d'interroger sérieusement la prévalence de l'absolutisme sanitaire au détriment de la démocratie, et de discuter des innombrables atteintes à notre état de droit. Sans que ce soit le seul, il est incontestable que la crise du coronavirus est un danger qui menace la vie d'un nombre significatif de nos concitoyens. Et même si les débats autour de ces questions sont légitimes, il n'est pas question ici de discuter de l'opportunité, sur le plan sanitaire, des mesures adoptées, mais de s'interroger sur le fait qu'un nombre significatif de citoyens de tous horizons se soient élevés contre des mesures jugées liberticides et coercitives. Notre République n'aurait jamais connu une telle restriction des libertés en temps de paix. Au rang des plus symboliques, l'on peut citer notamment la liberté d'aller et venir, la liberté de réunion, la liberté d'entreprendre, le droit à l'instruction, ou les droits de la défense.

Comme dans un monde à l'envers digne de *Stranger things*, l'exception semble être devenue, au cœur de ce temps suspendu digne d'un jour sans fin, la règle, et la règle l'exception. Au pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, la santé et la sécurité ont été privilégiée. Sans se montrer définitivement sceptique et perplexe face aux mesures drastiques décidées, attentatoires aux libertés, qui n'ont que très rarement suscité un consensus scientifique, et n'ont pas non plus fait preuve d'une efficacité qui aurait permis une extinction de l'épidémie dans des délais raisonnables, il apparaît légitime de s'attarder sur le principe de proportionnalité. En septembre 2020, plus d'une trentaine de juristes (professeurs de droit, avocats, magistrats) ont pris la plume pour tenter de répondre à cette question démocratique majeure : les mesures restrictives de liberté résistent-elles au test de proportionnalité ? « *Des mesures aussi restrictives des libertés individuelles que celles qui restreignent la circulation ou imposent la dissimulation du visage ne sauraient non plus être fondées sur des peurs de ce qui pourrait se passer dans l'avenir ou sur des prévisions plus ou moins fiables* », ont écrit les signataires de cette tribune. Les trois exigences de prévisibilité, de nécessité et de proportionnalité, indispensables aux restrictions de liberté dans un contexte de crise sanitaire, apparaissent loin d'avoir toujours été respectées selon eux, voire considérées.

Dans ce contexte qui n'a jamais su faire l'unanimité, le juge administratif lui-même s'est montré particulièrement diligent pour rejeter les différents référés-libertés quant aux mesures réglementaires de l'état d'urgence sanitaire, justifiant désormais ses décisions, non plus par le principe pourtant nécessaire de proportionnalité mais à l'aune de la « *simplicité* » et de la « *lisibilité* ». Dans tout notre pays, mesures barrières obligent, nous avons vu fleurir les maques sur les visages de nos juges, transformés en dentiste, maçon ou canard selon les cas, entravant largement l'expression orale que l'on est en droit d'attendre de celui-ci pour présider mais, surtout, pour rechercher la vérité et dire le droit. La bouche du juge est au centre du débat judiciaire. Sur le plan symbolique, l'image n'est pas neutre : ce visage muselé trouble sans nul doute l'image de sérénité que l'on espère pour qu'il puisse laisser entendre une voix imperméable aux pressions et aux passions.

Le XXI[e] siècle marque plus que jamais dans l'histoire démocratique notre entrée dans une société où le risque et l'aléa ne sont plus tolérés et où la protection et la sûreté sont désirées. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que la sécurité prenne le pas sur la liberté. D'année en année, le Défenseur des droits pointe d'ailleurs la régression continue de nos droits fondamentaux. Les perquisitions administratives sans contrôle du juge et les interdictions de manifester à titre préventif, initialement instaurées dans le cadre d'un état d'urgence relatif aux attentats perpétrés dans notre pays en 2015, sont entrées dans le droit commun en 2017, sans que beaucoup ne s'en émeuvent. Dans le même registre, depuis 2015 et le vote de la loi renseignement, le dispositif de surveillance Internet est étendu à l'ensemble des métadonnées, sans que cela ne crispe particulièrement l'opinion. L'amour de la liberté s'est lentement transformé en haine de l'incertitude et en affection pour la sécurité.

Sans occulter la complexité de la situation et des multiples facteurs qui la composent, nombreuses sont les voix aujourd'hui qui affirment que l'arsenal de mesures contraignantes usées depuis le mois de mars 2020 est la conséquence, au moins partielle, de l'impréparation et de l'inadaptation de l'État dans la lutte contre l'épidémie. De semaine en semaine, le fossé de l'incompréhension n'a d'ailleurs cessé de s'accroître. L'implacable constat du réel et du terrain d'un côté, et les mots et les déclarations de l'autre, se sont sans cesse éloignés. La spirale de la peur a poussé nos dirigeants à proposer et appliquer des mesures de contraintes exceptionnelles que l'on pensait à tort réservées à jamais aux régimes totalitaires. Soyons clairs : la tâche de nos autorités dans pareilles circonstances n'est pas une mince affaire et s'avère parfaitement périlleuse, d'autant que nos lacunes

d'aujourd'hui sont parfois à trouver dans nos déficiences d'hier. Mais la difficulté de la situation ne saurait justifier inlassablement cette escalade liberticide particulièrement abrupte, rétorquent les plus intraitables. Face aux peurs et aux ignorances, seuls les principes de liberté, de responsabilité et de solidarité nous permettront à terme de nous en sortir dignement, raisonnablement et sûrement, selon eux.

LA FIN DE LA DÉMOCRATIE ?

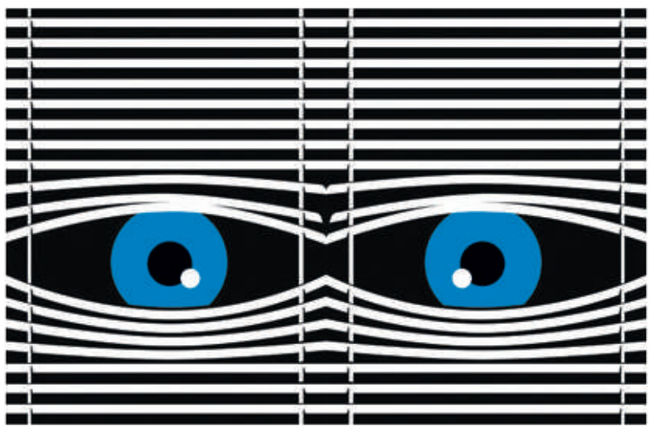
La peur de certains, parfaitement compréhensible, est toujours mauvaise conseillère. Il est dangereux d'en faire l'épicentre de toute décision collective ou de tout comportement individuel. Depuis le mois de mars 2020, chacun agit comme si une unité de médecins et un groupe de politiques, d'un nombre très restreint, pouvaient disposer, au motif de préserver la santé, des comportements et des décisions de la population, jusque dans les sphères les plus intimes et privées de leur vie.

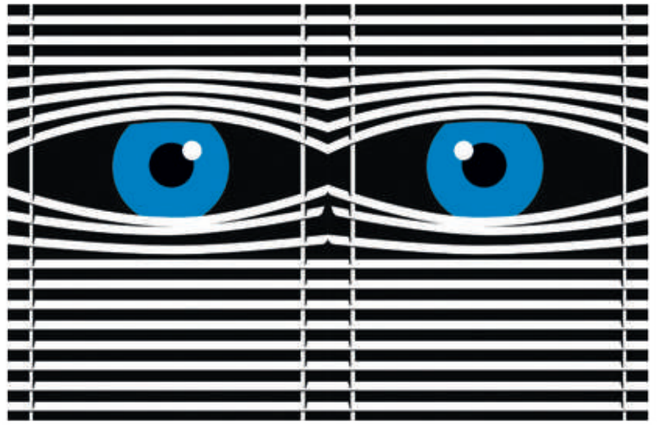
Il est rarement de bon augure de s'en remettre aveuglément au pouvoir, quel qu'il soit. Et ce, d'autant plus qu'il est rare qu'un État renonce de lui-même aux attributs qu'il a cru bon s'octroyer au nom d'un intérêt général évasif et spéculatif. L'État omnipotent, devenu "nounou", s'est intronisé tuteur de la population, régulant les comportements des individus, au nom du bien. À en croire les enquêtes d'opinion indiquant qu'une majorité de Français comprenait ou même encourageait les nombreuses prescriptions et interdictions décrétées, la servitude volontaire, si bien analysée en son temps par Etienne de la Boétie et qui dispense chacun de se prendre en main, ne semble plus très loin, si tant est qu'elle n'ait pas déjà été incluse. La liberté et la volonté d'être materné ne sauraient aller de pair.

Il ne faut guère s'y tromper : l'état d'urgence dans lequel nous nous embourbons distille une forme de poison lent et insidieux dont le seul vaccin, intemporel et universel, est l'attachement à la démocratie et l'amour des libertés.

Plus globalement, il n'est guère rassurant de voir les dirigeants politiques échafauder un état d'exception devant chaque situation extraordinaire ou perçue comme telle. L'émotion ne peut faire la loi. Au gré des faits divers et des tragédies, ce credo est pourtant presque devenu la norme depuis le début du XXIe siècle, dans une rhétorique de lutte contre l'ennemi, intérieur comme extérieur, parfois visible (terrorisme), quelquefois imperceptible (pandémie), comme c'est présentement le cas.
La restriction des libertés et la répression au nom de la sécurité sont devenues ordinaires. L'exception, forte de très nombreuses banalisations, a été vidée de sa substance et de son caractère extraordinaire. Le respect des libertés publiques est une condition *sine qua non* de l'équilibre démocratique et, à terme, de son maintien. Ne pas y prêter garde, c'est entrouvrir la porte de la dystopie. Ce qui était impensable hier est devenu réalité aujourd'hui. Il convient de dire et répéter que rien ne saurait justifier les restrictions permanentes et sévères de nos libertés, face aux tragédies sanitaires ou terroristes. Comme l'avançait brillamment Benjamin Franklin, l'un des pères fondateurs des États-Unis, *« un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux »*.

L'idéologie du risque zéro anéantit toute vitalité démocratique. Covid-19 ou non, notre époque n'est pas plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. Notre vie est même beaucoup moins périlleuse et redoutable que dans les siècles derniers.





QU'EST-CE QUE VIVRE ?

Loin d'apporter une réponse claire et définitive, l'immuable débat entre sécurité et liberté nous amène à nous réconcilier avec une question : qu'est-ce qui fait le sel de la vie et la valeur de l'existence ?

À ce titre, il est dommageable que le conseil scientifique, chargé d'éclairer la décision publique, n'ait pas été composé et renforcé notamment de juristes et historiens connaisseurs des libertés publiques, de psychiatres et philosophes en mesure d'avertir sur l'impact des mesures restrictives sur la santé mentale. Dans cette droite ligne, il aurait été plus que légitime, à l'heure de l'open data, de rendre public l'ensemble des données à partir desquelles les décisions furent prises. Cette transparence aurait sans nul doute permis à un maximum de citoyens de s'approprier cette crise et de comprendre plus avant ses péripéties, tout en leur permettant de s'ériger en individus soucieux de la collectivité et de la cohésion sociale.

Il semble pertinent et relativement urgent de s'interroger sur notre rapport au risque, sur notre relation à la mort et sur notre vision de la prise de décisions bien souvent basée sur l'immédiateté et les émotions qui en découlent. Dans une autre perspective, il convient d'avoir à l'esprit que les dispositions déployées tout au long de cette épidémie influenceront nécessairement le quotidien de celles et ceux qui habiteront encore la société demain et qui auront à en appréhender les conséquences. En effet, de toutes les entorses aux libertés qu'entraîne cette crise sanitaire majeure, il n'est pas imprudent de se demander si les conséquences économiques et psychologiques ne seront pas plus graves que la pandémie elle-même. La mort prématurée est devenue intolérable. La vie est ainsi protégée comme jamais. Mais protège-t-on réellement la vie en l'entravant ? Que protège-t-on vraiment : l'intérêt de la vie ou sa durée ? Dans un mélange de sagesse et de malice, le philosophe André Comte-Sponville tranche dans le vif : « *Je préfère attraper le Covid-19 dans une démocratie que ne pas l'attraper dans une dictature* ».

> le second degré n'est plus toléré
> ou pas même détecté,
> l'humour n'est plus accepté
> ou pas même décelé

Face aux aléas et aux incertitudes, il apparaît urgent de prendre conscience de notre fin et de nos limites. Dans le cas contraire, sans une vision globale et durable des menaces qui nous guettent, les états d'exception et la disparition progressive de la démocratie, que content si bien les dystopiques *1984* ou *Le Meilleur des mondes* ne sont pas à écarter. On ne peut regretter ce que l'on n'a jamais eu. Et il n'est pas naturel de vouloir vivre dans un monde fait de libertés quand on ne les a jamais véritablement connues ni goûtées. ■

Philippe Simoneau
Associé Adekwa Avocats

L'ARBRE DE LA LIBERTÉ

Dans notre démocratie, l'arbre de la liberté est un symbole de la liberté et symbolise aussi en tant qu'arbre de la vie, la continuité, la croissance, la force et la puissance.

J'ai juré « *comme avocat, d'exercer avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité* ».

Je crois, avec sincérité et passion, que les avocats sont et doivent rester libres pour veiller à toutes nos valeurs, notamment à la liberté d'expression. C'est à ce titre que je m'exprime en paroles et dessins aujourd'hui.

ÉTHIQUE ET COMPLIANCE

Chef d'entreprise poursuivi pour abus de biens sociaux : les costumes ne sont jamais déductibles dans les entreprises. Point final. Alors, Éthique, compliance, loi Sapin, prévention des risques et lutte contre la corruption, devoir de vigilance, devoir d'exemplarité, prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux, vertu, lanceur d'alerte, niveau d'exigence élevé, déontologie, raison d'être, charte, risque pénal…

« *Insuffler une culture éthique dans l'entreprise* », nous disent-ils !

En politique, c'est une soufflerie qu'il faut mettre en place, parce qu'en plus, ils n'ont pas l'air de comprendre.

QUE S'EST'IL PASSÉ PENDANT 40 ANS ?

Gabriel Matzneff, désormais l'objet d'une enquête, s'expliquera. Il bénéficie de la présomption d'innocence et des droits de la défense.

Oui, même si ses écrits et ses déclarations semblent démontrer que depuis plus de 40 ans, personne n'a écouté ces enfants et qu'il aurait pu (présomption d'innocence) ou aurait dû être poursuivi.

Mais qu'ont fait ceux dont c'était la mission ?

Monsieur le Procureur, qu'a fait le Ministère Public tout ce temps ?

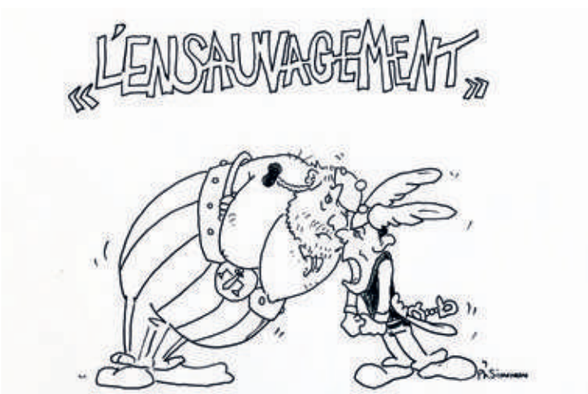
DARMANIX ET MORETTIX

Darmanix souhaite mettre fin à "l'ensauvagement" d'une partie de la société.

Morettix regrette ce vocable qui a pour effet d'attiser le sentiment d'insécurité.

Le Chef EMacronix leur est tombé dessus à bras raccourcix leur demandant de n'avoir qu'une idée fixe : « *régler les problèmes* » !

Car pendant ce temps…



CONSÉCRATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DE L'AVOCAT

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), dans un arrêt du 8 octobre 2019 a consacré la liberté d'expression de l'avocat, c'est-à-dire d'une part la libre parole de l'avocat et d'autre part le droit d'engager toutes actions qu'il estime utiles à la défense des intérêts de ses clients.

UN AVOCAT PEUT-IL TOUT DIRE QUAND IL DÉFEND ?

Un avocat a été poursuivi pour avoir tenu des propos qualifiés « *d'insultants* » vis-à-vis de magistrats.

« *Je tape, je cogne avec les mots ; c'est mon devoir* » a-t-il dit pour sa défense. Il a été, à juste titre, relaxé.

Certains n'ont toujours pas compris que la parole de l'avocat est libre, totalement libre et doit être protégée, comme son cabinet, son ordinateur et son téléphone, dans l'exercice de sa profession, car il agit au nom et pour le compte de son client, dans sa mission de représentation et de défense.

La défense de tous (victimes et mis en cause), dans tous les domaines du droit, doit être respectée.

La liberté de parole des avocats doit être absolue. Nous ne sommes pas là pour flatter…

En 2021, nous en sommes encore à devoir protéger des évidences !

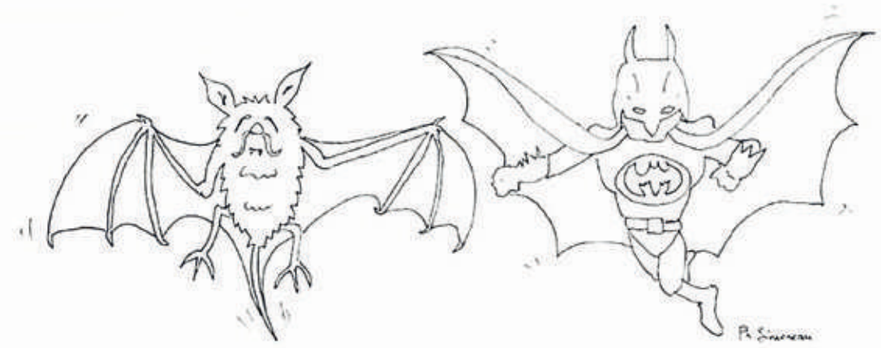
QUAND LA PARITÉ TOMBE SUR UN OS !

Bien évidemment, il faut veiller à l'absence de discrimination et au respect de la parité.
Mais des fois…

« *Sur-représentation des spécimens mâles dans les collections des muséums d'histoire naturelle* », nous dit-on !

Éthique, compliance et environnement sociétal mis à mâle…

WUHAN VS BATMAN



Bataille diplomatique à cause des chauves-souris entre Washington et Pékin à propos du laboratoire "P4", c'est-à-dire de haute sécurité, de Wuhan. L'Europe et les États Unis réclament des explications à la Chine, désormais soutenue par la Russie… On croit être revenu aux heures sombres des guerres froides !

Résumé : On nous dit que l'origine d'une création synthétique est écartée et que tous les indices convergent vers une origine naturelle. Donc pas de fabrication de la main de l'homme. On nous dit encore que l'ambassade des USA à Pékin aurait alerté il y a deux ans sur les mesures de sécurité insuffisantes dans ce laboratoire créé d'ailleurs semble-t-il avec l'aide de la France. On nous dit enfin que ce laboratoire étudiait les différentes formes de coronavirus chez la chauve-souris qui transporte des virus dangereux mais n'est pas affectée par ces pathogènes du fait de son système immunitaire. Ce virus "naturel" s'est-il alors naturellement échappé d'un laboratoire ?

Ce sont désormais les questions posées par les pays libres aux pays, comment dire, où l'information a beaucoup plus de mal à circuler… À défaut des virus, diraient certains "mal pensants"…

Docteure en science, chroniqueuse, entrepreneuse spécialiste du numérique et du monde algorithmique, **Aurélie Jean** s'engage dans le développement d'un monde digital plus inclusif et diversifié. Elle figure parmi les 40 Françaises les plus influentes de l'année 2019 selon le magazine *Forbes*.

AURÉLIE JEAN

« Nous vivons dans une instantanéité permanente »

AUDIENCE : **La France est régulièrement tancée et moquée pour son retard en matière d'intelligence artificielle. Ces critiques sont-elles fondées ?**

Aurélie Jean : Il faut parler d'Europe et non de la France uniquement. Réfléchir à l'échelle de la France est un mauvais départ. Force est de reconnaître que les budgets alloués en Europe pour la recherche en IA ne sont pas assez élevés. Concernant la France tout de même, nous avons d'excellentes formations qui se traduisent par une présence forte de scientifiques et d'ingénieurs français à travers le monde, ce qui peut être une belle carte de visite pour attirer des talents étrangers vers l'Europe. Il faut entre autres créer de grands budgets de recherche européens, rassembler les efforts des laboratoires et des équipes, et construire des plateformes de données partagées entre tous les pays de l'Union pour permettre de mettre à l'échelle plus facilement et plus rapidement les modèles d'IA et les rendre plus efficaces. Le Canada a brillamment réussi à construire une réputation et un hub d'IA à Montréal reconnu mondialement, grâce à des investissements conséquents mais aussi à une souplesse dans le fonctionnement de la recherche publique, ce qui lui a permis de faire revenir ses talents mais aussi d'attirer des talents étrangers.

La pandémie aux conséquences multiples et terribles que nous connaissons ne risque-t-elle pas de freiner les évolutions et développements en matière d'IA. Nous dirigeons-nous vers un nouvel hiver de l'IA ?

A J : Non, je ne pense pas. Cela étant dit on a vu apparaître pendant le premier confinement et les semaines qui ont suivi une sorte d'IA bashing en simple réponse selon moi à un amour aveugle dans l'IA. On a pu lire dans les médias que l'IA était « *incapable de prédire cette pandémie* », « *inefficace* » voire « *menteuse* ». Mais c'est ne pas comprendre les mécanismes des modèles de prédiction. Ajouté aux aventures médicales sur les différents remèdes contre au virus, on a assisté à une perte de confiance des Français envers les sciences et les scientifiques. J'espère que cette crise de confiance ne sera que temporaire. Comme je l'écris dans mon essai *L'apprentissage fait la force*, nous devons tous individuellement et collectivement, construire une confiance raisonnée dans les sciences et les scientifiques, et pour cela nous devons construire une certaine culture scientifique. De leurs côtés, les scientifiques doivent expliquer et démocratiser leurs disciplines, encore et toujours...

Nous rêvons de transhumanisme et d'immortalité mais avons été incapables de livrer un masque à notre population dans un laps de temps décent. N'avons-nous pas perdu le sens des priorités dans notre course effrénée au progrès ?

A J : Je pense que c'est prendre le problème à l'envers. Il ne faut pas chercher à corréler des phénomènes qui n'ont rien à voir entre eux. La vraie responsabilité est ailleurs. Ce n'est pas à cause d'innovations, même exploratoires, que nous avons eu du mal à nous fournir en masques.

Vous militez pour l'apprentissage du code à l'école. Pourquoi et en quoi cela consiste-t-il concrètement ?

A J : Je pense important que tout le monde comprenne les outils numériques qu'il utilise au quotidien. S'initier au code, même l'instant de quelques heures est le meilleur moyen pour apprendre des concepts tels que la data, les algorithmes, les bugs, les API, les requêtes web, les fuites de mémoire...ou tout simplement démystifier la discipline.

Vous êtes naturellement technophile mais ne prônez pas pour autant un usage massif des écrans, notamment chez les plus jeunes. Quelle est votre position, alors que cette question ne manque pas de faire régulièrement polémique ?

A J : Je suis techno-réaliste pas technophile *(rires)* ! Je ne me permettrais jamais de donner une recommandation sur le sujet des écrans mais je suis les recommandations issues de consensus scientifiques. C'est pour cela que j'encourage les méthodes d'apprentissage des sciences informatiques sans écran d'ordinateur comme la méthode proposée par COLORI fondée par mon

amie Amélia Matar, et destinée au 3-6 ans. Cela étant dit je n'aime pas non plus les avis tranchés et binaires sur ces sujets car on a tous regardé à la télévision de belles animations ou de beaux documentaires animaliers à 6 ans sans que cela nous affecte. Il faut toujours penser à équilibrer ses choix et ses décisions.

Les réseaux sociaux jouent un rôle ambivalent durant les périodes d'assignation à résidence : ils nous permettent de maintenir un lien social évident et rassurant mais sapent toujours plus notre attention d'une part, et notre vie privée d'autre part…

A J : Nous vivons dans une instantanéité permanente et renforcée par un usage abusif des réseaux sociaux, qui peut fragiliser notre esprit critique en nous faisant rester dans nos bulles d'observation et d'opinion. De manière générale nous devons tous (et je l'applique à moi-même) mesurer nos temps de navigation et avoir des gestes pour se protéger d'une surconsommation. Par exemple j'évite d'avoir mon téléphone portable dans ma chambre, je m'endors toujours en lisant un roman, une BD ou un essai en format papier, ou encore j'ai désactivé toutes les notifications sur mon téléphone. Cela étant dit les plateformes ont elles aussi des responsabilités vis-à-vis des contenus suggérés, pour classifier les comportements des utilisateurs et donc les mettre dans des "bulles". Je suis encore plus sensible aux utilisateurs adolescents qui sont plus fragiles et qui n'ont pas la maturité pour pouvoir agir en conséquence. Il faut absolument les protéger, et les plateformes ont également des responsabilités sur ce sujet.

Plus largement, quel regard portez-vous sur la place qu'ont prise les GAFA et l'ensemble des plateformes dans notre vie ? Notre souveraineté est-elle en jeu selon vous ?

A J : Les GAFA ont assurément beaucoup de pouvoir aujourd'hui à travers la collecte massive de nos données qui alimentent leur modèle économique. Leur chiffre d'affaires est de l'ordre de budget étatique ce qui symbolise également leur pouvoir ou au moins leur influence. Cela étant dit, ils ont un risque réputationnel fort avec les scandales à répétition tant dans les abus d'usage des données de leur part, que dans les dérives de comportement de leurs utilisateurs. La relation entre eux et nous utilisateurs sera équilibrée si nous comprenons les outils que nous utilisons afin de choisir d'abandonner certains outils ou au moins de les utiliser différemment. Comme je le dis souvent, les GAFA devraient nous (utilisateurs) percevoir comme leurs meilleurs ennemis, car par une meilleure compréhension du fonctionnement de leurs outils, nous pouvons les challenger.

> *nous avons (re)découvert chez nous de formidables qualités, individuellement et collectivement*

Serons-nous toujours en mesure de comprendre et d'expliquer les décisions prises par les algorithmes ?

A J : On peut distinguer deux classes d'algorithmes. Les algorithmes explicites dont la logique et le contenu, éventuellement mathématique, sont décrits explicitement par les humains. Et les algorithmes implicites dont la logique est construite implicitement à la suite d'un apprentissage. Contrairement aux algorithmes explicites, il est quasiment impossible de définir l'ensemble du raisonnement logique au sein des algorithmes implicites. On entend souvent parler de "boîte noire" pour exprimer ces algorithmes. Cela étant dit, on peut expliquer certaines choses comme la manière dont l'algorithme a appris, sur quel type de données, ainsi que fournir l'ensemble des tests réalisés sur ces données d'apprentissage et sur l'algorithme implicite, afin de souligner l'absence de biais ou d'erreurs de logique de l'algorithme. On parle d'explicabilité. C'est un véritable challenge, et c'est en cela que certains algorithmes au niveau d'explicabilité faible auront du mal à être déployés dans certains domaines qui exigent, par la régulation, une transparence complète, comme dans certains domaines de la finance ou du milieu médical. Il sera important dans le futur d'utiliser les algorithmes en ayant conscience de leurs limites et leurs points faibles.

L'Asie, et particulièrement la Chine, ont parfois été érigées en exemple dans la gestion de l'épidémie, avec le recours à l'IA à des fins de contrôle et de surveillance des individus. Notre appétence occidentale pour les systèmes panoptiques paraît galopante… Êtes-vous inquiète ?

A J : Je suis surtout inquiète d'entendre qu'on érige la Chine comme exemple dans la gestion de l'épidémie. Les dirigeants de ce pays n'ont en aucun cas été responsables vis-à-vis du reste du monde, sinon ils auraient été transparents sur les réelles menaces de ce virus bien plus tôt. Il faut bien analyser les objectifs des outils utilisés et, surtout, que leur utilisation en cas de crise ne fasse pas jurisprudence dans des temps ordinaires. Cela étant dit, la fin ne justifie aucunement les moyens et encore moins dans le cas des outils numériques quand on connaît le caractère pervasif tant dans les usages que dans les données pouvant être collectées. Il faut également s'assurer d'une protection à haut niveau contre les piratages individuels ou étatiques. Pour garantir un usage éthique, je crois à la combinaison intelligente des individus et des États. Pour cela il faut que les citoyens comprennent le fonctionnement et les tenants et les aboutissants des outils, et que les États construisent des lois pertinentes et cohérentes.

Au cœur de cette période pandémique, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

A J : Comme je l'écris dans mon petit essai *L'apprentissage fait la force*, nous avons (re)découvert chez nous de formidables qualités, individuellement et collectivement, dont nous avons appris et sur lesquelles nous devons absolument capitaliser pour le monde d'après. Allons-nous entrer dans un nouveau monde ? Je ne suis pas certaine. Mais allons-nous vivre en continuant l'apprentissage démarré pendant le premier confinement et durant toute cette crise ? Je pense que oui.

Que diriez-vous à un dirigeant d'entreprise aujourd'hui?

A J : Qu'il cultive sa culture scientifique pour renforcer son esprit critique et apprendre sur la méthode scientifique.

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

A J : Très naïvement j'ai réappris à téléphoner aux gens et sortir des longs messages textuels sans saveur. J'ai également appris encore davantage à vivre dans l'instant présent étant dans l'impossibilité de me projeter personnellement et professionnellement dans un futur même proche. Dans mon essai, je parle juste de l'épicurisme que nous apprenons individuellement par la force des choses.

Pour conclure, une bonne nouvelle dans ce marasme étourdissant ?

A J : Nous avons appris à comprendre les rôles de chacun encore davantage, et donc à les valoriser. Dans mon essai je parle de mise en exergue des relations d'interdépendance : "*Nous venons en remplacement des professeurs de nos enfants, de notre jardinier, de notre femme de ménage, ou encore de la nourrice de nos bambins. Par ce changement de rôles, même s'il est exigeant et difficile, on comprend et valorise davantage les fonctions de l'autre et notre besoin de le savoir à nos côtés*". Et comme je l'écris un peu plus loin : "*l'échiquier social sera redistribué pour une nouvelle partie dont on souhaite a posteriori conserver quelques coups judicieux en faveur d'une nouvelle justice sociale et économique*". ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?

Mes amis.

Votre plus grand regret ?

De ne plus avoir mes grands-parents à mes côtés…

Le livre que vous conseilleriez ?

Semmelweis, la thèse de médecine de Céline.

Le film que vous aimeriez partager ?

2001, L'Odyssée de l'espace, de Stanley Kubrick.

Le mot que vous préférez ?

Féminisme. Un mot trop souvent stigmatisé en France alors que c'est un joli mot de l'autre côté de l'Atlantique.

Le mets qui vous fait saliver ?

La cuisine de Mamy.

Le héros que vous admirez ?

Richard Feynman, professeur et prix Nobel de physique.

La qualité que vous préférez chez autrui ?

La générosité.

La faute que vous pardonnez ?

L'oubli.

Votre expression ou citation favorite ?

« *Fuck them all* ». Une citation de ma mère Américaine Jane Krantz.

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?

Qu'on prenne le temps…

Gilles Babinet est entrepreneur, spécialiste du monde numérique, vice-président du Conseil national du numérique (CNNum) et digital champion de la France auprès de la Commission européenne.

GILLES BABINET

« Les Français se sous-estiment, collectivement et individuellement »

AUDIENCE : **La France est régulièrement tancée et moquée pour son retard en matière d'intelligence artificielle. Ces critiques sont-elles fondées ?**

Gilles Babinet : La réponse est complexe : sur certains plans la France a fait des efforts remarquables. Ainsi, de la fiscalité du capital qui a été adaptée et des ajustements ont été faits de sorte que le financement des entreprises numériques soit le plus important possible ; si ce n'est pas parfait, ça n'en reste pas moins considérable. Un certain nombre de mesures à l'égard de l'attractivité des talents par exemple ont été prises et sont parmi les plus volontaristes de celles des grandes nations.
Il reste à mon sens quatre sujets très douloureux : la transformation de l'Etat qui n'est qu'à peine engagée ; la fracture numérique, qui est considérable ; les enjeux d'enseignements supérieurs et de recherche, pour lesquelles la dernière grande réforme date de 2007 ; et la transformation des PME TPE, très en retard dans les barèmes internationaux.

Quel regard portez-vous sur la place qu'ont prise les GAFA et l'ensemble des plateformes dans notre vie ? Notre souveraineté est-elle en jeu selon vous ?

G B : D'abord il existe des sujets strictement économiques. Ainsi un économiste a calculé que les GAFAM collectivement sont 20 à 25 fois plus importants que ne l'était la Standard Oil lorsqu'elle fut démantelée en 1922 ; or jusqu'à l'ouverture d'une enquête du Congrès, il n'en était que marginalement question ; désormais les parlementaires ne peuvent que constater qu'existe aux États-Unis une forme d'attrition de l'innovation, conséquence de la domination de ces acteurs. Il y a environ deux fois moins de startups financées en premier tour (série A) aux USA aujourd'hui qu'en 2007. Ce n'est que l'un des problèmes que soulèvent ces entreprises.
L'enjeu va par ailleurs probablement au-delà de la souveraineté : la question est, entre autres, de savoir quelle est la forme de société que nous souhaitons avoir. Le débat sur StopCovid m'a laissé pantois à maints égards. Il existe une forme de schizophrénie intellectuelle à ne pas voir que si l'Etat ne devient pas une plateforme numérique, capable de nous rendre des services très intégrés à partir de la donnée, ce seront ces entreprises qui s'en chargeront. Or, faut-il rappeler que ce ne sont pas des associations caritatives ? Qu'elles ne répondent pas en premier lieux à des citoyens ou même à leurs usagers mais à des actionnaires ?
A chaque fois que j'ai le temps d'avoir ce débat, apparaissent rapidement les contradictions d'acteurs qui ne voient souvent qu'une ou deux facettes d'un caléidoscope complexe, dont la data est au cœur. Cela me renforce dans l'idée que le sujet de la montée en compétence à l'égard de la culture digitale est un sujet d'importance dans ce pays.

Très concrètement, que mettre en œuvre dans notre pays pour devenir une place forte du numérique et de l'IA ?

G B : Il y a là également matière à saluer les initiatives qui ont été prises ; si je pouvais les résumer en termes simples, cela consiste surtout à faire en sorte que les instituts de recherches travaillent de façon plus concentrée sur ces sujets. Je regrette un peu que le gouvernement n'ait pas cherché à faire de ce sujet de l'IA un enjeu populaire. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons lancé, à l'Institut Montaigne, un Mooc d'initiation à l'Intelligence artificielle. Notre objectif est qu'1% de la société française puisse le parcourir. Peu de choses me semblent plus importantes que le fait que « les masses populaires » s'emparent de ces enjeux. Cela peut avoir des vertus politiques, sociales, psychologiques et économiques, rien que ça !

L'Asie, et particulièrement la Chine, ont parfois été érigées en exemple dans la gestion de l'épidémie, avec le recours à l'IA à des fins de contrôle et de surveillance des individus. Notre appétence occidentale pour les systèmes panoptiques paraît galopante…

G B : L'occident vit une crise démocratique dont • • •

les origines me semblent avoir trois sources : un vieillissement de la population dont les aspirations sont en contradiction avec celle de la génération montante ; un modèle économique cassé, moins inclusif, du fait d'une difficulté de redistribution, d'une mondialisation pas toujours réussie, etc. et évidemment les réseaux sociaux dont les conséquences sont généralement heureuses mais pas toujours à même de renforcer la qualité du débat démocratique.
Or, il y a confusion sur l'origine du problème : ce n'est pas la technologie ; c'est la démocratie ; on la pense si défaillante qu'on n'envisage plus qu'elle puisse être mise en œuvre de sorte à contrôler ces technologies afin qu'elles aillent dans le sens du bien commun. Pourtant, la démocratie, alliée à la technologie représente une forme de puissance collective ultime : cela nous a procuré la plus grande ère de paix et de prospérité de l'ère moderne. Étonnamment, ce n'est pas ainsi que les débats à ce propos sont initiés ; ce devrait l'être.

Nous rêvons de transhumanisme et d'immortalité mais avons été incapables de livrer un masque à notre population dans un laps de temps décent. N'avons-nous pas perdu le sens des priorités dans notre course effrénée au progrès ?

G B : Je ne le dirais pas ainsi. Je pense que si nous avions eu un État moderne ; nombres des problèmes que nous avons rencontrés ne se seraient tout simplement pas manifestés. Taiwan est ma référence du genre. Ce qui doit être dénoncé, c'est une forme d'incompétence dans la gouvernance d'institutions publiques qui laissé se développer une forme d'obésité bureaucratique et ont soigneusement évité le sujet du numérique pour éviter que leur incompétence à l'égard de ces sujets ne soit étalée au grand jour. Ce que l'on ne cesse de me rapporter à l'égard des institutions de santé publique est effarant.
Le transhumanisme est pour moins une lubie d'enfants gâtés ; une transposition du starupisme dans le monde du vivant. Ça n'est pas de la science, ni de la technologie, c'est de la futurologie de bas étage.

Qu'apporte le numérique à nos sociétés ?

G B : Si l'on observe les pays les plus avancés à cet égard (Estonie, Taiwan…), une disparition de la bureaucratie, plus d'inclusion (l'Estonie est premier dans le classement PISA et le numérique n'y est pas étranger), plus de latitude dans le choix des politiques publiques et plus de compétitivité économique, enfin plus de souveraineté pour les nations qui le maitrisent. Ce n'est pas rien.

> *La démocratie, alliée à la technologie représente une forme de puissance collective ultime*

Parallèlement, la question de l'usage des écrans, notamment chez les enfants, revient souvent à la Une. D'aucuns estiment qu'ils sapent toujours plus notre attention et nos capacités cognitives, sans parler des enjeux de vie privée ou de dépossession du libre arbitre…

G B : C'est un enjeu de santé publique majeur. Comme l'est d'ailleurs la télévision, l'alcool ou la cigarette. Je ne peux que vous renvoyer au rapport que nous venons de sortir sur ce sujet « Internet, le Péril Jeune » dont le titre résume bien le propos.

Quelle est votre position sur le télétravail, qui a indéniablement connu une seconde jeunesse depuis l'apparition du Covid…

G B : Il me semble que le vrai sujet est le modèle de management en vigueur dans les entreprises et le contexte réglementaire qui accompagne cela. L'intérêt de cette crise est de forcer des évolutions sur l'un et sur l'autre. La France n'est pas saluée dans les études internationales à l'aune de ces deux sujets. Micro-management et présentéisme étaient jusqu'à présent pour ainsi dire des invariants. À mon sens tout cela évolue et c'est une bonne chose ; si nous avions un peu plus de confiance des deux côtés de la table dans le dialogue social, on pourrait vraiment faire des choses intéressantes.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

G B : Faire évoluer l'ensemble d'un modèle social et économique brutalement est une mission impossible. Nous sommes tous responsables et le « y a qu'à faut qu'on » est très vite dépassé. Dans le plan de relance, doit-on abandonner Air France et Renault, tous deux liés facteurs d'émissions massives de carbone ? Pourquoi pas Accor, emblématique de l'industrie du tourisme, des voyages d'affaires ? On voit bien que l'utopie ne tient pas très longtemps lorsque l'on considère les conséquences sociales qui auraient tôt fait de bloquer toute possibilité d'avancer tant l'étape intermédiaire serait morose.
Je ne comprends pas bien en revanche pourquoi nous ne profitons pas de ce prix extrêmement bas des énergies carbonées pour introduire un principe de crédit débit de carbone généralisé à l'échelle de l'Europe. Avec l'économiste Eric Chanay, nous avons décrit cette hypothèse dans un long papier publié dans la revue de l'ENA (mai 2020).
Ce qui me frappe c'est cette dichotomie entre le potentiel des technologies et ce que l'on en fait. C'est d'ailleurs le constat qu'a fait Elon Musk, et lui est passé à l'action.

Que diriez-vous à un dirigeant d'entreprise aujourd'hui ?

G B : Si vous évoquez les grandes entreprises françaises, qu'il doit transformer son entreprise en plateforme sinon elle disparaitra tôt ou tard. Plutôt tôt que tard d'ailleurs. Certains l'ont compris, d'autres prétendent l'avoir compris.

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

G B : J'en ai profité pour accroitre fortement le temps que je consacre désormais à la méditation ; au moins deux heures par jour. La méditation vous transforme de façon radicale ; il est probable que, largement pratiquer, elle puisse changer également le monde plus et mieux que beaucoup d'autres forces. Durant une dizaine d'années, il y a de cela plus de vingt ans, je me suis rendu une ou deux fois par semaine chez un psychanalyste, par curiosité, pour mieux me connaître. La méditation est sans comparaison en matière d'introspection, tout au moins en ce qui me concerne.
J'ai également décidé que je ne prendrais plus l'avion pour des réunions que je peux faire par Zoom ; il y deux ans (j'avais déjà largement commencé à réduire cela) je faisais environ 5/7 aller-retours par mois en avion. Depuis le début de l'année 2020, j'ai dû faire une trentaine d'heure d'avion. Probablement plus de dix fois moins qu'avant.

Pour conclure, un message à vos concitoyens ?

G B : Je pense que les Français se sous-estiment, collectivement et individuellement. Or, s'estimer est une grande source de bien-être. Pour cela il faut avoir de la gratitude envers les autres et soi-même. Ça m'est apparu comme une évidence durant le confinement. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?
Ma femme.

Votre plus grand regret ?
Être nul en maths.

Le livre que vous conseilleriez ?
Généralement le dernier que j'ai lu ; là c'est *L'hyperpuissance de l'informatique*, de Gerard Berry.

Le film que vous aimeriez partager ?
Invictus.

Le mot que vous préférez ?
Om.

Le mets qui vous fait saliver ?
Les plats indiens en général.

Le héros que vous admirez ?
Oskar Schindler.

La qualité que vous préférez chez autrui ?
La bienveillance.

La faute que vous pardonnez ?
La désinvolture (je ne devrais pas).

Votre expression ou citation favorite ?
Yalla !

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?
Ça va le faire.

PIQÛRE DE RAPPEL

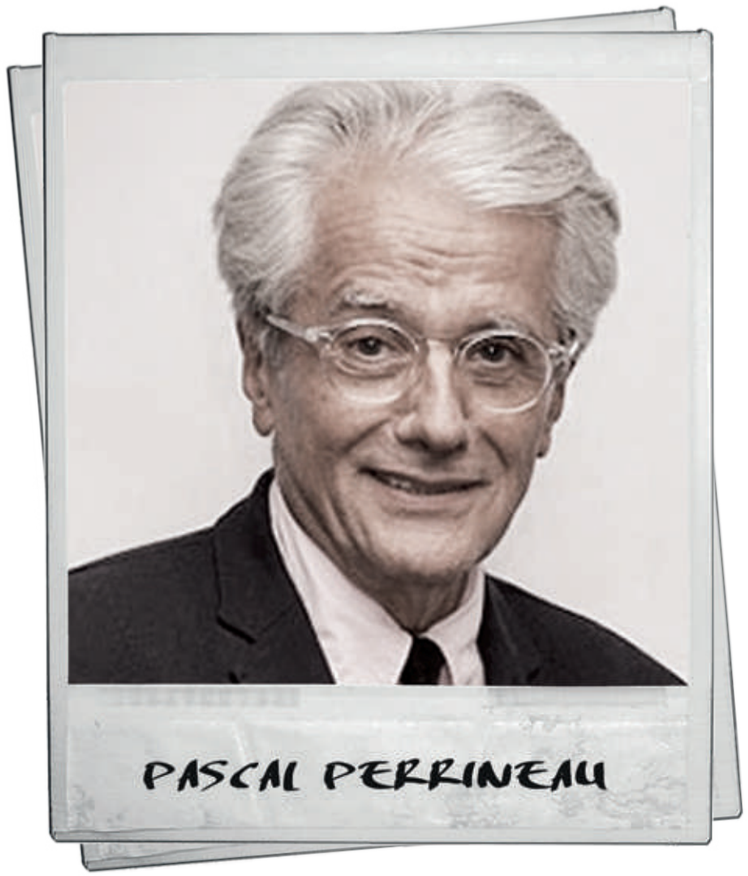
En mars 2020, un confinement historique était décrété à l'échelon national. Le ciel tombait sur la tête de nombreux Français, hébétés et stupéfaits, et d'une part significative de toute l'humanité. Alors que personne ou presque n'osait l'imaginer, un an après, le virus malmenait encore quantité de pans de nos vies et le "monde d'après" tant espéré peinait à s'esquisser.

Deux ans plus tard, le brouillard et les éclaircies s'entremêlent et se font face sans que l'on ne sache clairement de quoi demain sera fait.

Retour sur cette période improbable et incroyable, et sur ce que nous pouvions penser ou envisager au printemps 2020, à travers la parole éclairée de nos différents témoins…

Propos recueillis par
Victor Mollet
Directeur de la Rédaction

TÉMOINS



Politologue et professeur des Universités à Sciences Po, ancien directeur du CEVIPOF, **Pascal Perrineau** est spécialiste de l'analyse des comportements et des attitudes politiques.

PASCAL PERRINEAU

« Nous n'avons pas quitté les rives de la *démocratie* »

AUDIENCE : **Nombre d'acteurs nationaux, à commencer par le chef de l'État, ont employé un ton martial pour décrire cette période et n'ont eu de cesse de filer la métaphore guerrière tout au long du confinement… Approuvez-vous cette rhétorique ?**

Pascal Perrineau : La guerre a un ennemi en chair et en os et un moyen, la violence mise en œuvre pour vaincre ce dernier. De manière évidente, il y a aujourd'hui un ennemi mais invisible et une riposte qui n'utilise pas la violence mais plutôt le soin. En dépit de ces différences, le président de la République a préféré utiliser la métaphore guerrière car elle aurait des vertus mobilisatrices. Le Président dramatise, joue sur les mécanismes d'union nationale qu'est censée activer la guerre et, peut-être, se moule dans le masque avantageux du « chef de guerre » d'autant plus fascinant que la génération actuelle de responsables politiques n'a pas connu directement, dans sa chair, la guerre. Il faut savoir pourtant que la France est le pays le plus friand de cette rhétorique guerrière alors que nombre de nos voisins ont un vocabulaire beaucoup moins belliqueux.

L'adage nous dit que « *gouverner, c'est prévoir* ». L'État, et plus généralement les différents gouvernements qui se sont succédé depuis le début du XXIe ont-ils failli et rendu possible l'ampleur de l'épidémie ?

P P : La France du début des années 2000 avait su, sur ce terrain des menaces sanitaires graves, prévoir. Mais elle a été incapable de maintenir cet effort de prévision et de préparation dans la durée. Au moment de l'épidémie de grippe aviaire (H5N1) de 2006 et à l'initiative du sénateur François Giraud, le gouvernement fait adopter une loi relative « *à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur* ». Ce dispositif prévoyait entre autres la création d'un corps de réserve sanitaire et un établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus). C'est dans le cadre de ce dernier que furent acquis et stockés toute une série de produits et de services nécessaires à la protection de la population face aux menaces sanitaires graves. Vaccins, masques chirurgicaux, blouses de protection, traitements antibiotiques et viraux, respirateurs, bouteilles d'oxygène, équipements de laboratoire… tout cela fut acquis en masse afin, comme le notait le ministre de la santé de l'époque (2007), Xavier Bertrand, d'être prêts à répondre « *à la survenue d'une éventuelle pandémie* » et il poursuivait en disant « *Nous serions, d'après certains observateurs, parmi les pays les mieux préparés au monde* ».
Cette préoccupation fut maintenue sous le gouvernement Fillon avec Roselyne Bachelot comme ministre de la santé. Jusqu'à la crise de la grippe H1N1 de 2008-2009 où les dépenses d'achat de vaccins engagées par le gouvernement furent considérées, dans une approche purement comptable, comme excessives par la Cour des comptes. L'Etat estima ainsi qu'il fallait réduire drastiquement la voilure dans les années à venir. Sous les présidences Hollande et Macron, les moyens furent très sévèrement réduits et l'Etat « le mieux préparé du monde » accepta de se dégarnir et de créer les conditions de son impréparation. En 2016, l'Eprus fut fermé et noyé dans la nébuleuse de Santé publique France et peu à peu la réflexion sur les menaces virales, pourtant prospères dans le monde, fut abandonné. Ce désarmement volontaire a beaucoup contribué à l'impression de flottement que le pouvoir en place a donné en février et mars 2020.

Plus globalement, cette crise sanitaire mondiale invite-t-elle les politiques à se réinventer ?

P P : Bien sûr, la conception étroitement gestionnaire et comptable, marquée par la seule préoccupation du présent le plus immédiat, a montré ses limites. La politique doit retrouver le sens du projet, des objectifs définis à l'horizon d'une ou deux décennies à partir desquels on dégage des moyens plus ou moins importants et prioritaires. La vie de nos concitoyens perçus comme des personnes « totales » et non pas seulement comme des producteurs ou des consommateurs, des unités économiques, doit revenir au premier plan des conceptions et des actions de celles et ceux qui prétendent au noble exercice du pouvoir politique.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle ambivalent durant ce confinement : ils nous ont permis de maintenir un lien social évident et rassurant mais sapent toujours plus notre attention d'une part, et notre vie privée d'autre part… Quel est votre point de vue ?

P P : Une fois de plus, les réseaux sociaux ont montré leur aspect bifide. D'un côté, dans une société de confinement et de « distanciation sociale » ils ont été un moyen d'ouverture, de dialogue et de réduction des distances affectives, sociales, culturelles qui se sont imposées. WhatsApp, Zoom, FaceTime… au-delà de leur capacité à développer le télétravail, ont permis de maintenir de multiples lieux et moments de rencontres et d'échanges (conférences, apéritifs, échanges amoureux, conversations familiales…). D'un autre côté, le virtuel n'est pas le réel et il est sain de ne pas mélanger les deux registres au risque de développer des personnalités problématiques. Les réseaux s'infiltrent également dans nos vies privés et sont en train de redéfinir les limites entre le privé et le public. L'intimité, le privé peuvent en être menacés. L'intrusion de multiples opérateurs vient peu à peu scruter nos envies, nos habitudes et nos comportements à la manière d'un Big Brother. Enfin, les réseaux sont aussi le lieu de diffusion des informations les plus fantaisistes et des rumeurs déstabilisatrices des vérités les plus fondamentales. Ils donnent à ces rumeurs, ragots et délires une force de frappe qu'aucun libelle ou rumeur du passé ne pouvait avoir.

Plus largement, quel regard portez-vous sur la place qu'ont prise les GAFA et l'ensemble des plateformes dans notre vie ?

P P : Ces GAFA et plateformes échappent la plupart du temps à toute forme de contrôle démocratique. Le temps moyen passé aux activités numériques a été évalué, en 2018, à plus de quatre heures (et cela indépendamment des 3h50 de télévision). Cette exposition extrêmement forte, en particulier dans les jeunes générations, pose un problème d'aliénation pas seulement à un instrument technique mais à un mode particulier de rapport au monde et à des valeurs consuméristes que véhicule particulièrement cet espace numérique. Or, le défi humain majeur est plus d'être au monde que de devenir voyeur ou consommateur du monde.

> *La pulsion panoptique de certaines de nos élites peut être un vrai danger pour notre avenir démocratique*

L'Asie, et particulièrement la Chine, ont été érigées en exemple dans la gestion de l'épidémie, avec le recours aux moyens technologiques de contrôle et de surveillance des individus. Notre appétence pour les systèmes panoptiques paraît galopante…

P P : La pulsion panoptique de certaines de nos élites peut être un vrai danger pour notre avenir démocratique surtout que les contrepoids démocratiques de notre système politique présidentiel centralisé ne sont pas suffisamment puissants. En Asie, il est rassurant de voir que les démocraties (Corée du sud, Taiwan, Japon) ont été tout autant sinon plus efficaces que l'autoritarisme chinois. Le recours à des moyens exceptionnels de surveillance peut être compris s'il est justifié par le bien public et qu'il est de courte durée. Au fond, en 1961 nous avons connu, en pleine crise algérienne et contexte putschiste, la mise en œuvre de l'article 16 et ensuite, rapidement, les choses sont rentrées dans l'ordre démocratique. En revanche, la pérennisation des états d'exception, d'urgence ou de tracking pose un grave problème démocratique

Nos libertés ont d'ailleurs été largement réduites pour tenter d'endiguer le plus rapidement et efficacement l'épidémie. Craignez-vous que notre état de droit ne s'amenuise durablement malgré le retour à la normale ?

P P : Le risque est réel mais nous n'avons pas quitté les rives de la démocratie. Les assemblées se réunissent, les partis et les syndicats délibèrent, les Français votent (même si cela peut poser problème !) et la presse est libre… La démocratie est le meilleur moyen de défense de la démocratie. C'est pour cela que le débat, même en pleine lutte contre la pandémie, doit continuer. Même en pleine guerre mondiale, à partir de janvier 1915, le Parlement reprit ses sessions et un « parlementarisme de guerre » s'installa et devint le centre de la pérennité démocratique en période exceptionnelle.

Avec cette pandémie, nous semblons redécouvrir notre vulnérabilité et nos limites… Nous ne sommes maîtres ni du temps, ni de la nature…

P P : On est là au cœur d'une question essentielle. Le politique avait pu faire croire que le tragique n'était plus à l'ordre du jour. Dans les guerres on parlait de zéro mort. On croyait que le principe de précaution était un rempart contre les menaces. Dans les épidémies, la science pouvait donner l'impression qu'elle était en pleine maîtrise. Les hommes et les femmes politiques ne parlaient plus de « sueurs et de larmes ». La mort restait cachée, éloignée des lieux publics si ce n'est sous la forme du spectacle édifiant de la commémoration plus ou moins exemplaire. L'épisode que nous traversons avec sa litanie quotidienne de morts plus ou moins anonymes, le désarroi relatif de certains de nos dirigeants, la mort venant à la rencontre de l'éternelle jeunesse, la grande faucheuse attaquant nos aînés porteurs d'une mémoire et d'une transmission qui élèvent… tous ces éléments ont ramené le tragique au premier plan de nos préoccupations. Le tragique fait retour et avec lui une certaine naïveté et un certain progressisme naïf sont entamés. La peur qui assaille nos contemporains a quelque chose à voir avec cette évanescence du tragique. Comme le dit si bien le philosophe André Comte Sponville : « Le sens du tragique est un antidote contre la peur ».

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

P P : J'ai appris que le « bougisme » n'était pas une raison de vivre et que le voyage autour de ma chambre avait ses vertus… pour moi et pour ceux qui me sont chers.

Pour conclure, un message à transmettre à vos concitoyens ?

P P : « *N'ayez pas peur* » mais je crois qu'un homme de foi et quel homme de foi avait déjà rappelé il y a quelques années cet impératif à son peuple de croyants. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?

Être un bon pédagogue.

Votre plus grand regret ?

De ne pas avoir été chanteur d'opéra.

Le livre que vous conseilleriez ?

Mémoires d'Hadrien, de Marguerite Yourcenar.

Le film que vous aimeriez partager ?

"Elvira Madigan", de Bo Wideberg.

Le mot que vous préférez ?

C'est une expression : « *Les matins du monde…* ».

Le mets qui vous fait saliver ?

Pecorino, noix et miel.

Le héros que vous admirez ?

Winston Churchill.

La qualité que vous préférez chez autrui ?

L'intelligence du cœur.

La faute que vous pardonnez ?

La susceptibilité.

Votre expression ou citation favorite ?

« *La théorie c'est bien mais cela n'empêche pas les faits d'exister* », Charcot.

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?

Écouter et entendre l'autre.

Jean Viard est sociologue et directeur de recherche associé au CNRS. Ses études et recherches portent notamment sur les aménagements du territoire, la mobilité et la politique.

JEAN VIARD

« Nous avons **appris** à **vivre** avec peu, à se **contenter** de moins »

AUDIENCE : **Que nous dit la sociologie sur ce que nous avons vécu, à la fois collectivement et individuellement ?**

Jean Viard : Sur le plan sociologique, cette période va renforcer les signaux faibles que nous connaissions jusque-là, et va également faire émerger de nouveaux signaux faibles qui vont se développer dans les années à venir. Quels sont ces signaux faibles ? Le local dans nos échanges et actes d'achat, la place du numérique, le rejet de l'avion, le départ des métropoles (Paris par exemple a perdu 59 000 habitants depuis 2011)… La famille a sans doute repris du galon, l'entreprise sort renforcée et l'État s'affaiblit même si le citoyen a repris le pas sur le consommateur.

Plus globalement, l'âge de 70 ans est devenue la nouvelle barrière des « vieux ». Hier c'était 60 ans. Je crois qu'une nouvelle lecture du social a émergé. Trois groupes sont clairement apparus – les producteurs de biens, de culture et de tourisme massivement au chômage technique et demain en risque de chômage tout court. Les encadrants privés ou publics en télétravail, et les « petits métiers » de la cité et du social qui ont continué à travailler dans des conditions dangereuses. L'écart entre leur utilité sociale et leur fiche de paie est apparu dans toute son indignité. Demain il y aura donc trois lignes de tension, le chômage pour les uns, le droit au télétravail pour les autres, la fiche de paye pour les derniers. La contestation des inégalités de revenus risque d'être très forte car durant le confinement, nous avons pu compter sur des professions absolument essentielles et qui sont, pour une bonne partie d'entre elles, les moins bien payées.

Plus largement, à l'échelle de l'histoire de l'humanité, nous venons de vivre une rupture majeure. Cinq milliards d'hommes ont appliqué à peu près les mêmes règles. Nous avons construit un commun planétaire fascinant, préfigurant un nouveau rapport entre l'homme, l'animal et la nature. Nos sociétés hyper-techniques et hyper-scientifiques ont été béquillées par un petit virus ! C'est le début d'un processus de tension extrême entre l'homme et la nature. Et ce ne sont pas tant les faits que nous avons chacun individuellement vécus qui vont compter que la mise en récit que nous allons en faire pour donner à cet événement une dimension mémorielle et historique. L'humanité a arrêté son économie pour sauver des vies – sans doute plus de 50 millions. Un mouvement de coopération et de co-information planétaire inouï lié à une remontée des frontières et des gestes barrières. Un couple explosif.

Qu'en est-il du lien social, très largement restreint et malmené durant cette période d'assignation à résidence ?

J V : Nous avons vécu, dans nos vies, une rupture profonde. C'est très difficile d'en apprécier toute la puissance. Notre amour envers les proches que nous n'avons pas vu durant le confinement sera durablement plus fort. Au niveau du lien social, il y aura une grande soif de rapprochement, physique comme symbolique. Il va y avoir une longue période d'amour-haine. On va avoir envie de s'aimer mais on va en avoir peur. Nous allons assister à une période de transition, avec des hauts et des bas.

La question de la mort, largement occultée dans nos sociétés, est redevenue centrale. Nous n'avons jamais eu une pandémie aussi importante qui tue aussi peu. C'est un indéniable progrès. Dans nos sociétés hyper-médiatiques, 400 000 / 800 000 morts, c'est insupportable, alors que c'est historiquement et objectivement très faible. Nous nous sommes focalisés quotidiennement sur le nombre de personnes décédées. Nous aurions dû insister sur ceux qui n'étaient pas morts, qui constituent une incroyable victoire. Nous avons peut-être mené une guerre, mais une guerre ô combien paradoxale car menée pour la vie.

Et sur le plan citoyen ?

J V : Nous avons assisté - par nécessité - au retour du citoyen face au consommateur. Et le citoyen a été parfait. Une période de débats politiques s'ouvre devant nous, entre ceux qui vont vouloir des frontières et ceux qui vont vouloir des souverainetés redéfinies sur la santé, l'alimentation et l'éducation. Tous les champs sont en mouvement. Le politique sera-t-il à la hauteur de ces profondes mutations ? C'est la question. N'est pas Churchill qui veut.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle ambivalent durant le confinement : ils nous ont permis de maintenir un lien social évident et rassurant mais semblent nous angoisser encore davantage en nous bombardant d'informations et de stimuli…

J V : Le système de communication de l'humanité a changé. Aujourd'hui, le lien numérique prime. Les GAFA remplacent les majors du pétrole de 1945. Et plus la pression écologique sera forte, plus les outils numériques seront privilégiés, les liens virtuels encouragés face aux liens réels. C'est une nouvelle époque historique. Cela dit, pour faire corps, il ne suffit pas de communiquer : il faut se voir, se sentir, se toucher. Le numérique ne marche donc que si l'on connaît déjà les gens avec lesquels on communique et que l'on continue à les voir de temps en temps. Les plateformes ne sont pas une substitution mais une alliance entre mobilité physique et mobilité numérique. Le problème est alors le ratio : le taux de mobilité numérique risque d'augmenter de manière durable par rapport au taux de mobilité physique.

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres ?

Je ne croyais pas que le manque des autres allait être aussi fort – d'une part le manque de mes petits-enfants, et d'autre part le manque de toutes les personnes que je pouvais croiser en temps normal et avec lesquelles j'entretiens des liens dit faibles. C'est extrêmement traumatisant. Pour le chercheur que je suis, être privé de lien est à la fois très frustrant, mais c'est aussi un laboratoire

> *Nous savons que les humains peuvent modifier profondément leurs habitudes*

extraordinaire et passionnant. Je pense aussi que nous avons appris durant cette période à vivre avec peu, à se contenter de moins. La pression de la consommation s'est faite moins présente et pressante. C'est plutôt positif.

Vous avez aussi écrit sur le temps libre, notamment Le Sacre du temps libre, la société des 35 heures, livre publié en 2002… Quid de ce temps libre dans notre société post-covid, où nous serons peut-être amenés à travailler davantage ?

J V : Oui, il y a des entreprises où nous seront amenés à travailler plus pendant quelques mois. Il va falloir cravacher dans plus d'un domaine d'activité. Je pense que cela doit toutefois se faire au sein des entreprises, au cas par cas, et ne pas devenir une idéologie générale. Ce n'est pas le moment de discuter du temps de travail ou de l'âge de départ à la retraite. Chaque chose en son temps.

Que conseilleriez-vous à un dirigeant d'entreprise ?

J V : La première chose à faire, c'est de se relooker en solidarité. C'est absolument essentiel. Il ne faut pas être « un planqué de l'arrière ». Après, il faut protéger ses salariés et les compétences de son entreprise. Il ne faut pas non plus se mettre à rêver et vouloir tout révolutionner. Partir de l'idée que rien ne va changer et que tout sera pareil. Ce n'est pas vrai, mais le même dominera. Seulement il faut être ouvert aux différences, au nouveau qui va naître. La question est d'appuyer sur les petits changements qui feront sens et de prendre garde aux signaux faibles. Mais il faut traverser cette crise en pensant déjà aux prochaines années et toutes les envies qu'on pourra réaliser.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant…* » Allons-nous vraiment vivre dans un autre monde, que d'aucuns semblent appeler de leurs vœux, sans toutefois en esquisser les contours ? Sommes-nous en train d'assister à un véritable changement d'ère ?

J V : Comme après chaque grande pandémie, ou chaque guerre, des choses fondamentales vont bouger –place du numérique, mise en cause des très grandes métropoles, sens de l'essentiel pour chacun, progrès possible de l'Europe, divorces, bébés nombreux, vagues néorurales, place de la voiture en ville… Mais oui, c'est un changement d'ère : on dira « avant la grande pandémie » ou « après la grande pandémie » comme on dit avant ou après « la grande dépression ». Un marqueur historique est né.

Et vous, si vous aviez à construire et définir un autre monde, quel serait-il ?

J V : Nous avons déjà le programme, c'est celui de la COP 21. Nous savons aussi que les humains peuvent modifier profondément leurs habitudes. Et nous savons le faire tous ensemble. Le plus logique serait de déplacer les budgets militaires vers la nouvelle protection utile, la santé et la lutte contre le réchauffement climatique. Là est la nouvelle guerre à gagner. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?

M'être fait élire à Marseille pour transformer le Vieux-Port en agora de la cité et l'avoir fait. Le peuple de la ville se retrouve sous l'immense ombrière que nous avons installée au bord de l'eau.

Votre plus grand regret ?

J'engagerais volontiers une carrière politique nationale, mais il est un peu tard.

Le livre que vous conseilleriez ?

Lisez *Le Hussard sur le toit* de Jean Giono sur le choléra de 1884. Superbe.

Le film que vous aimeriez partager ?

Je reste un fanatique du "Guépard" de Visconti.

Le mot que vous préférez ?

Difficile. Faire, peut-être.

Le mets qui vous fait saliver ?

Des pieds-paquets marseillais ou des rognons à la mode de Dijon.

Le héros que vous admirez ?

J'aime ceux qui ont laissé des œuvres, Victor Hugo par exemple. François Mitterrand aussi.

La qualité que vous préférez chez autrui ?

L'empathie.

La faute que vous pardonnez ?

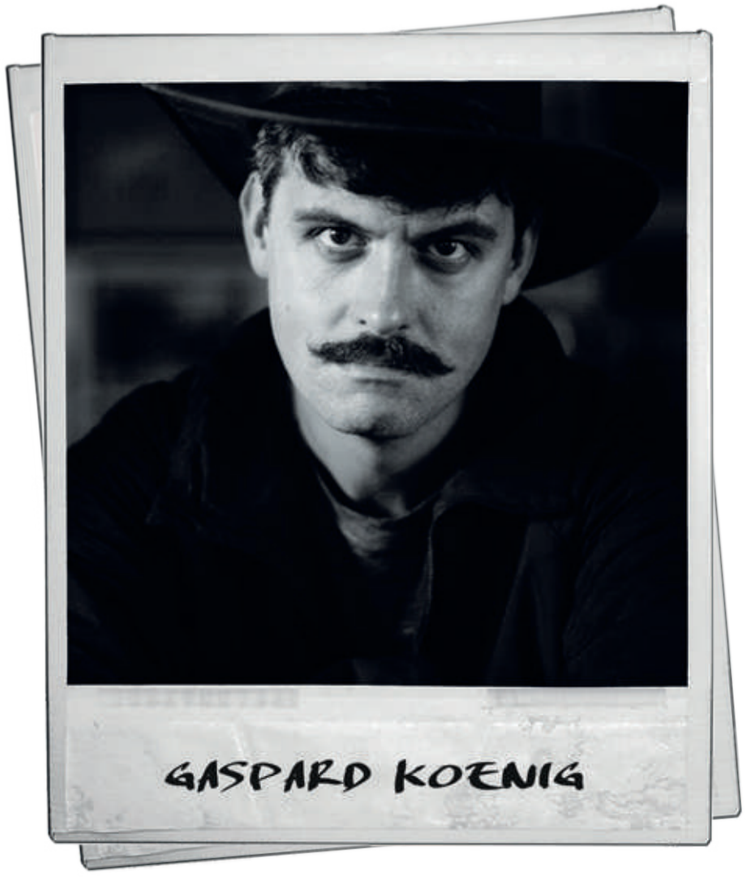
En fait je pardonne presque tout !

Votre expression ou citation favorite ?

J'utilise des phrases cultes qui changent souvent. Elles ne sont pas toujours politiquement correctes.

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?

Que nous redécouvrions la créativité du débat démocratique.



Gaspard Koenig est philosophe, essayiste et romancier, fervent défenseur du libéralisme. Il est fondateur du laboratoire d'idées Génération libre (2013) et du mouvement politique Simple (2021).

GASPARD KOENIG

En temps de cris

« Nous avons appris à vivre avec peu, à se contenter de moins »

AUDIENCE : **Nombre d'acteurs, à commencer par le chef de l'État, ont employé un ton martial pour décrire la période que nous venons de vivre et n'ont eu de cesse de filer la métaphore guerrière… Approuvez-vous cette rhétorique ?**

Gaspard Koenig : Nous pouvons considérer que nous sommes dans une sorte de mini-guerre permanente. Le mot guerre perd toutefois de sa substance. Clausewitz nous disait que « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* » : on ne voit pas très bien ici quelle politique est continuée par le moyen de la guerre contre le virus. On peut appeler toute situation de crise « guerre » : guerre écologique, guerre sanitaire… C'est questionnable sur le plan de la définition mais au-delà de la sémantique, je m'inquiète beaucoup des conséquences pratiques de cette rhétorique. Pourquoi ? Parce que la guerre permet de mettre toute la société en état d'hystérie et d'instaurer un état d'exception, avec un régime totalement dérogatoire. Il faut garder à l'esprit qu'il est toujours difficile de revenir en arrière une fois que l'État a pris l'habitude de priver les citoyens de leurs libertés fondamentales. Quand la mairie de Paris a interdit le jogging durant certaines heures de la journée, on a quand même eu l'impression que c'était la jouissance de l'autorité retrouvée, une espèce de complaisance à exercer le pouvoir, ce qui est assez malsain.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle ambivalent durant le confinement : ils nous ont permis de maintenir un lien social évident et rassurant mais semblent nous angoisser encore davantage en nous bombardant d'informations et de stimuli…

G K : Personnellement, ça fait bien longtemps que j'ai quitté les réseaux sociaux. Je les utilise de manière extrêmement parcimonieuse, une fois par semaine. Nous n'y sommes pas maîtres de nous-mêmes. Nous sommes incités, par des mécanismes établis par des neuroscientifiques qui savent très bien ce qu'ils font, à réagir et à nous complaire dans nos propres préjugés. Loin de nous connecter les uns aux autres, les réseaux sociaux nous isolent dans nos bulles cognitives respectives. S'agissant du confinement, ce fut évidemment angoissant de voir défiler quotidiennement et inlassablement des mauvaises nouvelles toujours commentées de manière sardonique ou idiote. Sans parler du fait que tout le monde s'est pris pour un épidémiologiste.

Qu'avez-vous ressenti après avoir décidé de couper les ponts avec les réseaux sociaux ?

G K : Ce fut pour moi une grande libération. Cela permet de mieux se concentrer, de véritablement s'intéresser à autrui et de partager, et pas seulement en 280 caractères. Il y a au demeurant tout un tas d'outils numériques privés qui permettent de maintenir un lien sincère et régulier.

Plus globalement, quel regard portez-vous sur la place qu'ont pris les GAFA et l'ensemble des plateformes dans notre vie ?

G K : Je ne tombe pas dans la technophobie. Je ne renie pas le progrès. Je suis simplement inquiet de la manière dont sont gérées nos données personnelles, qui nous plongent dans une époque de féodalisme. Sous couvert de gratuité, nous livrons nos données, qui ont une valeur commerciale très forte, en échange de services extrêmement pauvres. C'est d'ailleurs parfois assez incroyable : pour télécharger une application de lampe torche sur votre téléphone, toutes vos données sont raflées, de vos contacts à vos historiques de recherches. C'est complétement disproportionné. Et ce n'est pas du tout une relation contractuelle équitable. Au-delà même de la question du monopole des GAFA, la question qui se pose est celle de la propriété des données. Aujourd'hui, nous n'avons pas la possibilité de négocier. Or, le droit de propriété est très important à mes yeux. Nous devrions tous pouvoir nous promener librement sur la toile et sentir que nous sommes maîtres à bord et qu'internet répond aux conditions que nous avons fixées en amont. Personnellement, mon sentiment de dépossession est très fort lorsque je suis sur le web ou que je télécharge une application.

Vous parlez même, pour paraphraser votre dernier ouvrage, de la fin de l'individu et du libre arbitre… Qu'est-ce que cela signifie ?

G K : Plus nous sommes éparpillés sur les plateformes, plus nous donnons la capacité à l'industrie numérique d'orienter nos comportements à travers nos données, plus nous déléguons la capacité de décision, moins nous avons la possibilité de nous construire en tant qu'individu singulier. Nous faisons beaucoup de choix qui sapent notre singularité sur l'autel de l'utilité. Exemple : pourquoi cesser d'utiliser cette application puisque elle m'indique toujours la bonne route et me permet d'éviter les embouteillages ? D'abord, en raisonnant de la sorte, on s'interdit de faire des erreurs, ce qui est cognitivement très mauvais. Ensuite, on se laisse déterminer dans des voies qui sont pré-tracées par des algorithmes qui ne sont pas neutres, ont des orientations politiques et sociales et nous influencent sans cesse. Je milite pour une réhabilitation du soi. Il faut que nous ne perdions pas notre capacité à prendre des décisions sous-optimales, pour nous et pour le groupe. De manière purement utilitaristes, oui, livrer toutes ses données sera efficace pour la communauté, pour l'utilité collective, en termes de somme des plaisirs sur les peines. Mais ce présupposé qui nous dit qu'il faut absolument viser l'efficacité, je ne le partage pas du tout : je dois avoir la possibilité en société de faire des actions qui sont nuisibles pour moi ou pour le reste du groupe. C'est le droit à l'errance, c'est le droit à l'erreur, c'est le droit à la marginalité, sans quoi il n'y a pas de société possible, ou du moins de société libre. À ce sujet, la Chine, y compris durant la crise sanitaire, nous montre les pires travers.

Encore plus qu'à l'accoutumé, les fake news et théories du complot n'ont pas manqué de fleurir durant l'épidémie…

G K : Les rumeurs et théories du complot ne constituent pas un phénomène nouveau pour l'humanité. J'ai relu Les Essais de Montaigne durant le confinement, on y trouve déjà à peu près tout sur le sujet. En relisant les classiques, on se rend d'ailleurs compte que la modernité est toute relative. Nous n'avons pas vraiment changé en deux mille ans… La réflexion des Grecs et des Romains est encore très appropriée à nos temps contemporains. Pour revenir aux théories du complot, j'ai bon espoir que le caractère grave de la crise ait poussé les gens à aller chercher des informations correctes, et à ne pas se satisfaire de choses qui semblent farfelues. Sur le web, les audiences des médias traditionnels ont été excellentes durant le premier confinement. C'est encourageant. Quand le sujet est sans importance, les gens sont ravis de sombrer dans les théories les plus débiles, mais ils ont quelque chose en eux qui fait que, lorsque ça les concerne vraiment, ils vont aller consulter des sources sérieuses et validées.

> *En relisant les classiques, on se rend d'ailleurs compte que la modernité est toute relative. Nous n'avons pas vraiment changé en deux mille ans.*

L'Asie, et particulièrement la Chine, ont été érigées en exemple dans la gestion de l'épidémie, avec le recours aux moyens technologiques de contrôle et de surveillance des individus. Notre appétence pour les systèmes panoptiques paraît galopante…

G K : Je vois très bien la tentation de nos politiques qui, estimant qu'ils ont un train de retard, veulent toujours en faire plus, avec l'idée que la vidéosurveillance et les caméras sont la quintessence de la modernité et du progrès et qu'elles vont tout résoudre. C'est là le danger, celui de ne pas être fidèle à nos valeurs. Il faut voir la technologie par le prisme de nos valeurs, et pas l'inverse. D'ailleurs, au-delà des moyens technologiques, nous avons vu avec la Chine que la dictature est le plus mauvais des systèmes pour traiter l'information. Et ne l'oublions pas : c'est bien parce que la liberté d'expression est réprimée en Chine que l'alerte a été donnée avec beaucoup de retard, ce qui a permis au virus de circuler très largement. Pour ce qui est de la gestion de l'épidémie une fois que celle-ci s'est généralisée, je reviens à mon raisonnement sur les applications « GPS » : il est peut-être efficace de géolocaliser toute la population, avec un tracking de tous les symptômes de chacun au quotidien, mais doit-on pour autant le faire absolument ? Dans une démocratie, le fait d'épargner des vies ne peut pas être le seul critère à prendre en compte. Ce critère doit être contrebalancé par la préservation des libertés fondamentales ou par la soutenabilité économique. C'est dur à dire mais jamais dans une démocratie sauver des vies n'a pu être un objectif impératif. Nous faisons toujours des arbitrages entre sauver des vies et autre chose. Quand on instaure des limitations de vitesse, on sait pertinemment qu'il y aura des morts sur les routes mais on n'interdit pas la voiture pour autant. Si nous devons retenir une leçon, c'est qu'il ne faut pas donner le pouvoir aux médecins, qui ont prêté le serment d'Hippocrate et qui veulent absolument sauver des vies, ce qui est normal car c'est leur métier. La décision politique doit comprendre beaucoup d'autres facteurs. Dans une société libre, et c'est heureux, il y a toujours des personnes ou des comportements déviants qui sont des vecteurs de progrès. Et ça on ne peut pas le savoir à l'avance. Une société totalement efficace est finalement une société immobile, qui tend à l'entropie. C'est la dissonance, la divergence, parfois agaçantes, qui permettent in fine les grand progrès ou les grandes ruptures. Notre tolérance envers l'erreur ou la stupidité est absolument vitale.

Nos libertés ont d'ailleurs été largement réduites pour tenter d'endiguer le plus rapidement et efficacement l'épidémie. Craignez-vous que notre état de droit ne s'amenuise durablement malgré le retour à la normale ?

G K : La privation des libertés que nous avons connue est extravagante et il ne faut jamais l'oublier. Nous avons mis fin à la liberté de circulation, qui est l'une de nos premières libertés. La situation que nous avons vécu et que nous vivons encore n'est pas normal. Les gens se sont habitués à ce qu'il faille une autorisation pour pouvoir sortir de chez eux et les forces de l'ordre se sont habituées à demander aux gens quels étaient leur motif de déplacement. C'est en tout point exceptionnel. Etait-ce proportionnel ? C'est la question qu'il faut toujours se poser. Nous n'avons jamais eu la réponse durant cet état d'urgence sanitaire. Il aurait été pertinent de nous exposer rationnellement le calcul coûts-bénéfices des mesures extraordinaires décidées. La balance avantages-inconvénients de ce dispositif de privation de liberté ne nous a pas clairement été avancée. Et comme toujours, lorsque vous donnez du pouvoir à des gens, ils ont du mal à l'abandonner ensuite. Nous l'avons vu parfaitement avec l'état d'urgence au sortir des attentats. Nombre de dispositions, telles que les perquisitions administratives ou les interdictions de manifester a priori, ont été reconduites dans le droit commun. Foucault nous donne un très bel exemple dans son *Histoire de la folie* avec les léproseries, où l'on enfermait les lépreux. Ces dernières n'ont pas disparu malgré la fin de la lèpre et on a commencé à y enfermer les fous et les déviants. Il faut le garder en tête. Les structures de pouvoir qui sont mises en place dans les moments exceptionnels sont historiquement très susceptibles de perdurer. Je ne veux pas prêter de mauvaises intentions au gouvernement mais il est absolument vital de vérifier que l'ensemble de nos libertés, y compris économiques, soient recouvrées.

> *Notre bougeotte perpétuelle et effrénée nous prive de quelque chose de nous-même…*

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres ?

G K : En temps de crise, le meilleur et le pire de l'humanité ressortent. Il y a quelque chose qui m'a fait beaucoup de bien personnellement, c'est ce sentiment de vouloir ralentir, qui occupe mes pensées depuis un certain temps et sur lequel je vais continuer de travailler. Notre bougeotte perpétuelle et effrénée nous prive de quelque chose de nous-même. Je n'ai pas l'impression que cette course ininterrompue puisse être une vitesse de croisière pérenne. Nous ne pouvons pas toujours accélérer. Cette expérience forcée du ralentissement et cette nécessité de prendre son temps me plaisent. Parallèlement, nous avons aussi pu prendre note de nos besoins de base, ce qui peut vraiment nous éclairer pour mettre en œuvre des politiques intelligentes. Nous avons tous perçu ce qu'était le minimum vital. Dans cette optique, je suis personnellement favorable à l'instauration d'un revenu universel, pour que chacun puisse retrouver son autonomie et ne se perde pas dans l'infinité des possibles que nous offre notre monde. Cette infinité des possibles n'est qu'une liberté existentialiste.

Avant la crise sanitaire historique, le monde semblait en colère, les mouvements sociaux (de la France au Chili, en passant par l'Algérie, l'Irak ou Hong-Kong, pour ne citer qu'eux…) traversant les pays et les continents. Les peuples ressortiront-ils plus apaisés de cette crise sanitaire ?

G K : Je pense que le mécontentement va exploser. Les difficultés économiques seront extrêmement fortes. Les tensions risquent de s'exacerber au sein de sociétés à deux vitesses. D'un autre côté, ce pourrait être également une bonne occasion de remettre les compteurs à zéro et mettre en place des politiques publiques innovantes, comme le revenu universel.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* »… Allons-nous vraiment vivre dans un autre monde, que d'aucuns semblent appeler de leurs vœux, sans toutefois en esquisser les contours ?

G K : Je me méfie toujours des utopies. Je serais très réticent à vivre dans un monde entièrement différent dont les critères auraient été définis par un tiers. Je crois à l'ordre spontané, à l'évolution progressive. Je ne veux pas d'une nouvelle planification intégrale de notre vie en société. ■

Chantal Delsol est philosophe, romancière, éditorialiste et professeure émérite de philosophie politique. Elle est également membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis 2007.

CHANTAL DELSOL

« Nous aimons la liberté. Il ne faut **pas** s'endormir dessus »

AUDIENCE : **Que nous dit la philosophie sur cette crise sanitaire qui bouleverse quantité de pans ce notre vie ?**

Chantal Delsol : Cette crise nous apprend que nous sommes faibles et mortels, qu'il y a des limites à notre savoir technique et scientifique. Il y a de la grandeur à s'avouer petit, disait Pascal. On a parfois l'impression aujourd'hui que les humains se comportent de façon prétentieuse et arrogante, comme si rien ne devait leur résister. Le plus étonnant au cours de cette crise, c'est de voir des politiques et des scientifiques qui disent constamment « je ne sais pas ». Les gouvernants du monde entier s'avouent désemparés devant un danger qui dépasse leurs savoirs et menace leurs positions économiques, sociales, politiques. Il ne s'agit pas d'un péril humain, d'un ennemi contre lequel on peut fourbir des armes, et qui parlerait une langue humaine comme nous. Il s'agit d'un péril naturel : la nature elle-même nargue notre prétention et la rabaisse. Cela devrait nous inciter à penser les limites de nos pouvoirs, car c'est la mondialisation qui est en cause : nous sommes obligés de constater ici, contrairement à toutes nos certitudes antérieures, que la mondialisation n'est pas toujours fructueuse, et qu'il faudrait peut-être la limiter.

L'adage nous dit que « *gouverner, c'est prévoir* ». L'État, et plus généralement les différents gouvernements qui se sont succédé depuis le début du XXIe ont-ils failli et rendu possible l'ampleur de l'épidémie ?

C D : Un gouvernement ne peut guère prévoir ce type de situation exceptionnelle. Cependant l'ampleur de la crise économique qui va s'ensuivre peut nous amener à réviser de manière générale certains de nos comportements. Par exemple, l'orthodoxie libérale post-moderne qui consiste à honnir les stocks et à toujours privilégier les flux, n'est pas forcement porteuse d'avenir. De même que la délocalisation des matériels sanitairement indispensables, surtout dans des pays pas forcément bienveillants à notre égard.
Le propre de la politique est justement de savoir décider dans la situation inattendue. On ne peut pas demander à un gouvernement de tout prévoir, parce que le monde est vaste et la liberté vagabonde, mais on peut exiger de lui la capacité à décider, en engageant sa responsabilité, en situation exceptionnelle. C'est là tout ce qui distingue la politique de la science et de la technique, et nous oublions trop souvent cette distinction. Je vous avoue que dans cette crise, j'ai souvent l'impression que nous nous trouvons devant un gouvernement affolé, parce qu'il a été éduqué pour la techno-politique et pas pour la véritable politique. On a dû dire à nos gouvernants, quand ils étaient à l'ENA, qu'ils allaient tout savoir et tout prévoir. Alors qu'il aurait mieux valu leur apprendre à décider, les yeux bandés, avec l'audace de la sagesse.

Plus globalement, cette crise sanitaire mondiale invite-t-elle les politiques à se réinventer ?

C D : On se rend compte que les gouvernements européens ont plutôt bien réussi à répondre à la crise, si l'on s'en tient pour l'instant aux opinions publiques largement confiantes dans leurs gouvernements, sauf en France. Il est vrai que la défiance est caractéristique des Français, pas seulement vis-à-vis des gouvernements mais vis-à-vis de toutes les institutions, instances, autorités. Les Français ont eu le sentiment que leur gouvernement était à la fois affolé et incompétent. Il se contredit sans cesse. Il profère des mensonges avérés qu'il maintient mordicus avec un cynisme ahurissant. Il change d'avis en permanence. Pendant ce temps, les collectivités intermédiaires se conduisent bien. Elles font face et on voit bien que leur connaissance du terrain change tout. Cette crise aura fait comprendre aux Français que remonter au président de la République pour réparer la toiture de la mairie de Triffouilly, ce n'est pas une bonne affaire. Les citoyens de Triffouilly, emmenés par leur maire, savent beaucoup mieux faire, et beaucoup plus vite. La centralisation, on le sait, engendre la bureaucratie. Et si nous n'avons pas pu nous procurer pendant si longtemps des objets aussi simples que des masques (j'ai fabriqué moi-même ceux de la famille avec ma machine à coudre), c'est parce qu'il fallait sans doute remplir

cinquante bordereaux différents pour en obtenir un paquet, comme pour les crayons à l'université. Dans la situation d'urgence et de gravité où nous sommes, nous voyons face à face à quel point l'éloignement du pouvoir et la bureaucratie qui en résulte, sont des facteurs d'impéritie et de désastres. Cette compréhension des choses aura-t-elle des conséquences en termes de réorganisation sociale et politique ? Ce serait en tout cas une première : jusqu'à présent, les désastres objectifs de ce type sont étouffés par la pesanteur idéologique.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle ambivalent durant ce confinement : ils nous ont permis de maintenir un lien social évident et rassurant mais sapent toujours plus notre attention d'une part, et notre vie privée d'autre part…

C D : Éviter que les réseaux ne sapent notre vie privée, c'est une affaire d'éducation. C'est comme la télévision pour la génération précédente. Il faut reconnaitre que les parents d'aujourd'hui ont fort à faire, parce que l'attrait est puissant. Il est probable que la société des réseaux va voir se développer, pour cette raison, de très grandes inégalités. Nous le voyons déjà chez nos étudiants. La différence se creuse, abyssale, entre celui qui à vingt ans a lu des livres, a appris à écouter les conversations des adultes, et celui qui ne quitte jamais les jeux vidéo. C'est le premier qui va réussir les examens, trouver du travail, et aura plus de chance de réussir sa vie personnelle. Et cette différence tient à l'éducation familiale beaucoup plus qu'à l'instruction scolaire, qui n'y peut pas grand-chose.
Quant au contenu des réseaux, c'est simplement le Café du Commerce à l'échelle nationale – c'est-à-dire beaucoup de bon sens, mais aussi des affirmations souvent fausses et assénées péremptoirement par des gens qui, ignorant tout, se croient naturellement savants (il n'y a que les savants qui ne se croient pas savants). Cela dit, le bénéfice que nous pouvons tirer des réseaux est énorme, pour la sauvegarde des liens familiaux et sociaux, et comme tout le monde je tiens énormément aux WhatsApp familiaux et autres FaceTime.

Plus largement, quel regard portez-vous sur la place qu'ont prise les GAFA et l'ensemble des plateformes dans notre vie ?

C D : On se demande aujourd'hui comment nous faisions pour travailler il y a encore 25 ans, sans le mail et internet (wikipédia…). Je ne vois pas cependant que cela ait entrainé des effets très fâcheux. Les mails ont en général remplacé les coups de téléphone, et à ce titre, réhabilité l'écrit. Pour les universitaires, toujours inscrits dans des réseaux internationaux, les avantages sont énormes. Quant à la recherche, n'en parlons pas. Nous avons tous passé des jours et des jours sous

> *Nous savons bien que nous sommes mortels, limités, finis et ignorants… Mais nous l'avions oublié,*

les lampes vertes des bibliothèques pour préparer nos livres, et maintenant il est pratiquement possible de tout faire chez soi…

L'Asie, et particulièrement la Chine, ont été érigées en exemple dans la gestion de l'épidémie, avec le recours aux moyens technologiques de contrôle et de surveillance des individus. Notre appétence pour les systèmes panoptiques paraît galopante… Notre démocratie vacille-t-elle ?

C D : Le système de contrôle social en Chine, mis au point depuis peu, est effarant : là nous sommes tout à fait dans le panoptique de Bentham. Il faut rappeler que la Chine a toujours vécu ainsi, sur le modèle de tous les anciens despotismes. Sous l'ancienne Perse, les espions appointés par le pouvoir qui parcouraient les campagnes pour tout surveiller, s'appelaient « les yeux et les oreilles du roi », et il en allait ainsi chez les Incas, et en Chine. C'est là un tropisme courant de tout pouvoir despotique. Les Chinois ont toujours vécu de cette manière, et les décennies de Mao n'ont fait que conforté une habitude bien ancrée. Allons-nous aussi succomber à cette tentation, par la facilité des instruments technologiques ? Franchement je ne crois pas. Nous sommes bien conscients du danger, et d'autant plus que nous voyons ces millions de Chinois rangés au garde à vous comme des caramels en boite. Nous aimons la liberté. Il ne faut pas s'endormir dessus, c'est tout.

Nos libertés ont d'ailleurs été largement réduites pour tenter d'endiguer le plus rapidement et efficacement l'épidémie. Craignez-vous que notre état de droit ne s'amenuise durablement malgré le retour à la normale ?

C D : C'est toujours le problème de l'état d'exception : il est fait pour répondre à une situation d'exception, et doit normalement cesser une fois cette situation dépassée – mais bien souvent il perdure quand même. Comment expliquer cela ? Le pouvoir par définition est avide de toujours plus de pouvoir. Si les citoyens organisés ne

s'occupent pas de tempérer, voire de discréditer, cette gourmandise insatiable du pouvoir, alors celui-ci entre dans une carrière sans limite. Les Français sont frondeurs mais ce sont de bons sujets de l'Etat jacobin. Ils narguent dans le dos du Pouvoir, comme des enfants à la récré. Mais ils ne savent guère s'organiser pour faire reculer les ambitions boulimiques de leur bureaucratie, par exemple. On peut espérer que les incroyables blocages dus à la bureaucratie hospitalière pendant ces mois de crise sanitaire, fassent réfléchir sur des réformes à mener.

Avec cette pandémie, nous semblons redécouvrir notre vulnérabilité et nos limites… Nous ne sommes maîtres ni du temps, ni de la nature…

C D : Oui, on se trouve peut-être pour la première fois en face d'un gouvernement qui dit « je ne sais pas », et qui en effet avance au jugé. Nous nous rendons compte que nous sommes vraiment sortis de la modernité glorieuse, qui croyait que le progrès allait tout résoudre. Je me rappelle un article paru dans les années 60 où l'on disait qu'au début du XXI[e] siècle, « les hôpitaux seraient d'immenses cathédrales vides »… Redécouvrir ainsi que nous sommes mortels (il est bien question de la « mort de la mort » !), qu'un virus grippal peut mettre par terre l'économie de la planète sans qu'on trouve pour l'instant remèdes et vaccins : c'est la découverte de l'eau chaude ! Nous savons bien que nous sommes mortels, limités, finis et ignorants. Mais nous l'avions oublié, ce qui a occasionné beaucoup de dégâts.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

C D : Personnellement je suis fédéraliste, adepte du principe de subsidiarité. Autrement dit, le gouvernement jacobin français est exactement le contraire de ce que je souhaite. Ce que je peux espérer : que les tares de la centralisation outrancière aient été suffisamment voyantes pour que les Français aient envie de récupérer un peu d'autonomie. Mais je n'y crois pas trop : l'autonomie crée forcément de l'inégalité, et nous sommes une nation tellement égalitaire…

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

C D : Vous savez, les intellectuels dans mon genre sont déjà en temps normal un peu comme des rats, penchés toute la journée sur leurs manuscrits. Alors pour moi le confinement n'a pas fondamentalement changé les choses, sauf que plusieurs voyages intéressants ont été repoussés, dont une tournée de conférences aux États-Unis. Cela dit, le confinement en couple est une expérience inédite pour des gens voyageurs comme nous. En cinquante ans de mariage cela ne nous était jamais arrivé. Belle expérience. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?
Mes enfants et mes livres.

Votre plus grand regret ?
N'avoir pas réussi à apprendre le piano.

Le livre que vous conseilleriez ?
Fragments d'un paradis, de Jean Giono.

Le film que vous aimeriez partager ?
Tous les films d'Almodovar.

Le mot que vous préférez ?
L'amitié ?

Le mets qui vous fait saliver ?
Un gâteau au chocolat.

Le héros que vous admirez ?
Churchill.

La qualité que vous préférez chez autrui ?
L'attention aux autres.

La faute que vous pardonnez ?
La bêtise.

Votre expression ou citation favorite ?
Malgré tout.

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?
L'accroissement de la responsabilité à tous les niveaux.

Paléoanthropologue référence, Maître de conférences au Collège de France, **Pascal Picq** a publié de nombreux ouvrages sur l'origine de l'Homme et son évolution, les grands singes, les entreprises et les sociétés.

PASCAL PICQ

« Il ne faut **pas** se priver mais **penser** à la ***conséquence*** de nos actes »

AUDIENCE : **Que nous dit la crise que nous traversons sur l'espèce humaine ?**

Pascal Picq : Je suis un baby-boomer, j'ai la soixantaine, et fait partie d'une génération qui n'a connu ni guerre, ni catastrophe naturelle, ni épidémie majeure avant la survenue du Covid. Ma génération aura donc fini par connaître un problème majeur qui menace notre société, son économie et son mode de vie. Cela nous entraîne dans une attitude psychologique tout à fait étonnante, alors que nous avions pris pour habitude de ne vivre avec de moins en moins de contrainte. C'est un choc énorme.

Quelles conclusions tirer de cette pandémie eu égard à notre mode de développement et à nos modes de vie ?

P P : Après la première guerre mondiale, nous avions dit « *plus jamais ça !* ». Nous connaissons la suite. Le raisonnement est le même avec l'économie et la finance. Que retenons-nous de nos errements ? C'est une véritable interrogation. Le virus est venu frapper au cœur de nos failles de manière ahurissante, en appuyant partout où ça va mal dans nos sociétés. Se pose la question des comportements humains et des représentations collectives. Les espèces s'adaptent parce qu'elles ont beaucoup plus que nécessaire par rapport à l'environnement dans lequel elles sont. La variabilité, les différences, les excès sont des potentialités pour s'adapter à un monde qui change. Et nous, nous faisons exactement l'inverse. En optimisant et en rendant le plus efficace possible ce que nous faisons dans un monde connu, nous sommes totalement dépassés lorsque celui-ci change. Comprendre l'évolution, c'est prendre conscience de l'importance des variations.

Avec cette pandémie, nous semblons redécouvrir notre vulnérabilité et nos limites. Nous ne sommes maîtres ni du temps, ni de la nature…

P P : Nous avions totalement éludé la question de la mort dans nos sociétés. Oui, nous étions les maîtres de la nature, des maladies, et, d'un seul coup, tout s'est écroulé. L'humanisme voulait que l'homme, par la connaissance, le savoir, l'éducation, la culture puisse améliorer sa condition sur la terre. Problème : la nature a été mise de côté et méprisée. Notre civilisation en paye le prix aujourd'hui.

Nous rêvons de transhumanisme et d'immortalité mais avons été incapables de livrer un masque à chacun en plus de deux mois… Nos rêves de grandeur sont-ils définitivement à oublier ?

P P : Je ne parlerais pas de grandeur mais de délire démiurgique. Nous ne sommes ni les maîtres ni les possesseurs de notre destinée. Nous avons connu une formidable avancée de nos modes de vie, il ne faut pas le nier. Est-ce que c'était mieux avant ? Évidemment non. Il faut simplement s'interroger sur nos excès et nos maladies civilisationnelles. Une effroyable comptabilité se solde par ce résultat : les morts du covid sont moins nombreux que toutes les morts dues à nos activités habituelles évitées par le confinement.

Quid du développement et de l'évènement de l'IA ?
P P : C'est un débat. Les Chinois l'ont utilisée pour tracer sans ménagement leur population et gagner en efficacité dans l'éradication du virus, ce qui pose au demeurant un enjeu majeur sur le plan de nos libertés. Pour aller de l'avant et progresser face aux géants américains et chinois, il nous faut dépasser les clivages stériles et stupides qui voudraient d'un côté que l'IA sauve l'humanité, voire domine le monde, et de l'autre qu'elle n'existe même pas. Plus largement, nous avons aujourd'hui beaucoup de mal à comprendre les différentes formes d'intelligences, ce qui est très problématique. Je plaide pour une anthropologie des intelligences humaines, animales et artificielles.

Et le monde de l'entreprise dans tout ça ?
P P : La première question à aborder est celle des modes de management. Je suis assez stupéfait, notamment dans le secteur des ressources humaines, d'entendre des dirigeants parler d'humain sans le définir. L'entreprise libérée est assez à la mode depuis quelques années dans le débat public. Je pense que nous venons de vivre une illustration parfaite de ce que peut être une entreprise libérée. Il faut regarder du côté des hôpitaux. Est-ce qu'il y a eu des managers ou des cadres administratifs pour aider les soignants ? Non ! Le personnel soignant s'est démené pour trouver des solutions, inventer de nouveaux systèmes, recueillir la solidarité… Voilà le cas d'école qui doit servir d'exemple à suivre : comment des infirmières, des médecins, des aides-soignants, des chercheurs, des biologistes ont, indépendamment de tout cadre managérial, trouver des solutions pour sauver des gens. C'est une grande leçon. Je suis effaré de voir que bien souvent, dans les grandes entreprises, on va chercher des consultants externes, qui ont des compétences tout à fait honnêtes c'est certain, mais qui vont tenter d'appliquer des modèles figés sans tenir compte des propres compétences des individus au sein de l'entreprise elle-même. C'est exactement l'inverse de l'entreprise libérée. L'encadrement et le management doivent profondément être repensés dans notre pays. Le télétravail ? Il peut faire partie de cette entreprise libérée mais il doit être parfaitement encadré car il pose de très sérieuses questions en matière de droit du travail, de harcèlement, de déconnexion… Il y a une réelle réflexion à mener. Manager, c'est augmenter, ce n'est pas demander aux gens de faire une chose bêtement sans comprendre. Aujourd'hui, Il nous faut raisonner en termes de tâches bien plus qu'en termes de métiers. Cette évolution était amorcée avec l'impact de la révolution numérique, mais globalement, le travail à distance restait une adaptation périphérique par rapport l'héritage de l'organisation du travail de la révolution industrielle. Aujourd'hui, la très grande majorité des personnes travaille devant un écran. Même les moyens de production, comme les usines, se font de plus en plus en ligne. Cette mutation va s'amplifier.

> *Nous, scientifiques, avons un vrai problème : nous sommes confrontés à des gens qui nous contestent et sommes incapables d'y répondre vraiment.*

Que conseilleriez-vous à un dirigeant d'entreprise dès lors ?
P P : Passée la tempête, il faut se réunir pour faire en sorte que tous les acteurs de l'entreprise participent activement aux modes de travail et aux projets de l'entreprise, à travers une approche écosystémique. L'holacratie est un modèle intéressant à suivre, bien que complexe. Les talents doivent être libérés. Il faut aussi s'engager pleinement. À titre d'exemple, les entreprises qui s'engagent dans de réelles politiques RSE ont des résultats substantiellement meilleurs que celles qui ne le font pas.

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres ?
P P : Je n'ai vraiment pas eu à me plaindre sur le plan matériel mais je me senti terriblement impuissant. Nos modes de vie ont été complétement bloqués. J'avais envisagé une telle crise mais pas de cette ampleur. Nous, scientifiques, avons un vrai problème : nous sommes confrontés à des gens qui nous contestent et sommes incapables d'y répondre vraiment. C'est tragique.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* »… Allons-nous vraiment vivre dans un autre monde, que d'aucuns semblent appeler de leurs vœux, sans toutefois en esquisser les contours ?
P P : Nos sociétés, qui se sont dirigées vers des formes d'individualismes exacerbés, sont-elles prêtes à évoluer ? Je n'en suis pas certain. L'assouvissement des désirs personnels et consuméristes me paraît très prégnant. J'aimerais que cela change. Par exemple, on redécouvre les circuits courts, quitte à payer un peu plus cher pour la qualité tout en faisant vivre les producteurs. Pendant ce temps, comme on l'a vu, des personnes faisaient la queue pendant des heures pour engloutir un hamburger.

Justement, si vous aviez à construire et définir un autre monde, quel serait-il ?
P P : Je pense à l'essence même du libéralisme, peu connue et liée à l'esprit des Lumières, c'est-à-dire la liberté individuelle des hommes et des femmes, libres d'entreprendre et, si elles/ils réussissent, redistribue à la société. La réussite est due à la fois à un talent personnel mais aussi à une société qui lui a permis de l'exprimer. Le sujet n'est pas récent, comme dans les différentes approches pour un revenu universel. D'autre part, le covid apporte une preuve violente de ce qu'on sait en anthropologie, en sociologie et en économie : plus une société est inégalitaire et basée sur l'iniquité, plus cette société est malade, ce qui vaut pour tous. Les USA et le Brésil l'illustrent dramatiquement. J'aimerais revenir à une forme plus modérée et surtout plus rationnelle de la mondialisation. Mais tout n'allait aussi mal. Par exemple, nous sommes effrayés par le terrorisme et les quelques conflits qu'il y a dans le monde mais nous n'avons jamais vécu dans un monde avec si peu de violences et si peu de conflits. Il faut le reconnaître. Mais notre monde est-il viable pour demain ? Il nous faut retrouver des équilibres plus intelligents, au niveau des pays comme des régions, retrouver des approches écosystémiques qui s'emboitent. Il ne faut pas se priver mais penser à la conséquence de nos actes. Une citoyenneté écosystémique nous rendant plus conscient que ce que nous faisons impacte les autres, la société et l'environnement. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?
De n'avoir jamais renié mes origines sociales très modestes.

Votre plus grand regret ?
J'aurais bien voulu quand même que ce soit un peu plus facile.

Le livre que vous conseilleriez ?
Pourquoi j'ai mangé mon père ?, de Roy Lewis : le meilleur livre sur comment les sociétés décident d'évoluer ou pas.

Le film que vous aimeriez partager ?
Man to Man de Régis Wargnier : un superbe film sur la diversité et l'unité du genre humain.

Le mot que vous préférez ?
Coévolution.

Le mets qui vous fait saliver ?
La tête de veau sauce gribiche. C'est gras, c'est goûteux, c'est un orage physiologique.

Le héros que vous admirez ?
Erasmus Darwin. Le grand-père de Charles Darwin, libertin, premier médecin moderne, ami de Benjamin Franklin et des grands esprits de son temps, poète, admirateur des révolutions américaine et française et premier manageur de la première manufacture mécanisée au monde.
« *A man for all seasons!* ».

La qualité que vous préférez chez autrui ?
Admettre qu'on s'est trompé. C'est l'essence même de la démarche scientifique.

La faute que vous pardonnez ?
De s'être trompé avec raison sur les bases d'expériences et de connaissances admises.

Votre expression ou citation favorite ?
C'est chouette !

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?
Sortir de l'individualisme du gène, de l'hypertrophie du moi et de la tyrannie consumériste.
Fonder une société de l'empathie.

Anthropologue et historienne de formation, passée par les États-Unis et le Proche-Orient, **Emmanuelle Joseph-Dailly** est consultante, chargée d'enseignement, auteur et chroniqueuse. Ses sujets de prédilection sont le collectif, les impacts de l'IA, le rapport aux émotions et le leadership.

EMMANUELLE JOSEPH-DAILLY

« Le leader a un pouvoir d'exemplarité fort »

AUDIENCE : **Quelle définition donneriez-vous au mot « travail » ?**

Emmanuelle Joseph-Dailly : Pour moi, le travail est une manière de produire des produits, des services ou des bienfaits, de façon rémunérée, mais pas toujours. Cette action doit surtout permettre à chacun de satisfaire une partie de ses besoins, qu'ils soient financiers, sociaux, intellectuels, éthiques ou même affectifs et de contribuer, par son action, à construire la société dans laquelle nous vivons. Et si le travail peut avoir une odeur d'utilité sociétale, de sens, de plaisir personnel et d'équilibre entre nos différents piliers de vie, alors il prend une senteur précieuse.

La crise sanitaire que nous avons vécue et le confinement contraint et forcé de l'immense majorité des salariés ont bouleversé le monde du travail. Quels changements pérennes esquissez-vous pour le futur des entreprises ?

E J-D : Cette crise nous montre, si nous en doutions, que nous vivions dans un monde incertain, dans lequel les projections long-terme sont hasardeuses. Aujourd'hui, même les prédictions à court-terme sont vaines. Si j'essaye néanmoins de guetter les lignes qui se dessinent à l'horizon, je vois une conception de ce que représente le travail, le lien, la confiance, qui tend à évoluer.

La confiance, cette croyance optimiste dans l'intention d'autrui, a été mise à rude épreuve ces derniers mois. Il y a l'idée d'abandon de soi dans la confiance, l'idée de se fier à l'autre. Il y a une notion d'acceptation forte, mais aussi de risque. Or, le mot « risque » a peuplé tous les discours politiques, sanitaires et économiques et notre cerveau l'a intégré comme un danger. Et pourtant, paradoxalement, les salariés, mais également leurs managers et leurs organisations, ont été placés du jour au lendemain devant cette opportunité, non dénuée de risque, qu'est la confiance. La confiance que chacun a dû placer en l'avenir, en la fidélité de ses clients, mais également la confiance en l'éthique dont les organisations et leurs salariés allaient faire preuve dans cette situation complexe. C'est lorsque les vies privées et professionnelles se mélangent que l'entreprise a l'opportunité de devenir un soutien pour ses salariés. C'est sur une mer agitée que l'élégance prend son sens et qu'elle gagne en valeur, contribuant à répandre une culture de la confiance réciproque. Une confiance dont on aura besoin demain puisque les formes d'engagement sont, elles aussi, amenées à évoluer. Quand notre esprit est plus libre de vagabonder comme il l'a été parfois ces dernières semaines, il génère plus de créativité et développe en même temps des envies multiples. Si l'entreprise sait exploiter cette fécondité d'idées, les salariés pourront demain muter périodiquement vers des activités qui sortent de leur périmètre de référence, tout en s'épanouissant dans leur poste. Mais si l'entreprise ne parvient pas à faire une place à ces nouvelles envies, alors les collaborateurs prendront des chemins différents. Leur engagement deviendra protéiforme : ils ne seront plus attachés à une structure unique, mais développeront des attaches variées, sans pour autant avoir envie de se sentir attachés.

Imposé par les règles sanitaires, le télétravail, dicté dans l'urgence, a connu un essor historique. Quels impératifs l'entreprise doit-elle mettre en œuvre pour offrir les meilleures conditions de télétravail à son collaborateur dans notre monde post-confinement ?

E J-D : Ce que l'on a appelé télétravail était une nouvelle forme de travail adaptative. Cette réalité ne ressemblait en rien aux journées de télétravail que les salariés avaient, pour certains, l'habitude de vivre avant le confinement. Le mot télétravail est resté le même, mais les réalités sur un espace-temps d'une journée n'avaient plus rien à voir. D'une part, parce que les employeurs n'avaient pas le choix. D'autre part, parce que nous vivions une synchronicité de ce travail à distance -tous les salariés en même temps- ce qui sera potentiellement différent dans le futur. Et surtout, parce que pour tous les parents de jeunes enfants, l'école à la maison, ou la garde de leurs bébés, a constitué un travail en soi. Une activité qui a pris place en sus de leurs activités professionnelles et domestiques.

Mais malgré ce contexte, les entreprises ont été placées devant un constat clair : les salariés peuvent être performants en dehors de leur lieu habituel de travail et le sont même souvent plus que sur leur lieu de travail.

Dans quelles mesures ?

E J-D : Ce travail à distance a permis d'accélérer la digitalisation des échanges, des apprentissages et de réaliser des travaux de fond. Néanmoins, les premiers constats indiquent souvent une perte de créativité, du fait de l'absence d'échanges fortuits au détour d'un couloir ou à la machine à café. L'un des défis de la distance sera de favoriser la sérendipité, qui consiste en un hasard heureux qui permet de faire une découverte inattendue, sans l'avoir recherchée.

Des questions intéressantes émergent également sur l'importance de nos capacités attentionnelles, de notre concentration, mais également de la gestion de notre énergie. Et une des raisons du succès du télétravail est qu'il permet d'optimiser ces trois éléments.

Dans le monde post-confinement, il serait formidable que travail puisse se faire du lieu le plus adapté, à la fois pour l'optimisation de la production du bien ou du service vendu, mais également en accord avec le bien-être et la qualité de vie de celui qui produit. Le lieu de travail devra se trouver à mi-chemin entre ces deux besoins.

> *Plutôt que de parler de management par objectifs, je préfère parler de management par intentions positives*

Pour beaucoup d'activités, travailler de son bureau, de son domicile ou d'un espace nomade n'a pas d'incidence sur la qualité de la production, à condition de respecter un socle de règles de travail communes. Certes, certaines activités sont largement moins efficaces à distance, mais elles trouvent potentiellement une compensation dans la productivité et la concentration accrues. Revenir à la pratique couramment admise d'un jour de télétravail par semaine serait selon moi un pas en arrière qui alimenterait l'impression des entreprises ou des clients, que le travail à distance est moins valorisable que le travail en présentiel, qu'il a moins d'impact, mais qu'on l'admet très ponctuellement pour améliorer la qualité de vie des salariés. Pour éviter de tomber dans ce travers de la perception d'un travail au rabais, il faudra acculturer à cette pratique de la distance et savoir revenir au face-à-face selon les besoins, lorsque cela apporte une valeur ajoutée pour l'entreprise ou pour le salarié.

Quid du long terme ?

E J-D : Pour que la pratique fonctionne dans le temps, l'employeur devra prendre le temps d'accompagner les télétravailleurs : aide à l'aménagement d'un environnement de travail, réflexion autour de la création ou du maintien du lien social, durée du travail et échelle de mesure de cette durée (à la journée, au mois, ou à l'année ?), déconnexion (sur quelles plages horaires, communes à tous, ou adaptées aux rythmes de chacun ?).

Mais ce qui serait plus intéressant encore, c'est l'idée de changer d'approche sur l'idée du travail et de son impact : dans un premier temps, et selon la maturité des organisations, il pourra être pertinent de travailler par rapport à un objectif à atteindre plus qu'à une temporalité. Mais cela est

beaucoup plus complexe qu'il n'y parait pour les organisations. Avec une approche par objectifs, l'employeur n'évaluera plus la durée passée mais le résultat accompli. Mais l'entreprise peut aussi estimer qu'à travers la rémunération, elle achète à la fois un temps et une puissance de travail, une rapidité d'action. Dans les entreprises apprenantes qui devraient devenir les nôtres, le travail, pour un cadre au forfait, n'a pas d'horaire de fin. Il y a toujours quelque chose à faire, à apprendre, à partager, à imaginer. Peut-on alors penser qu'en travaillant à distance, les salariés efficients œuvreraient deux heures par jour quand les autres, moins rapides, passeraient leur journée devant leurs dossiers ? Plutôt que de parler de management par objectifs, je préfère parler de management par intentions positives. Il faudrait alors ouvrir avec chaque leader le sujet du rapport à l'atteinte de l'objectif et à l'impact du travail au sens large. Échanger avec les lignes managériales autour de ce qu'elles placent derrière le mot travail, confiance et impact semble sine qua non pour faire évoluer la pratique du travail à distance.

Parallèlement, que doit faire le salarié pour maximiser ses chances de télétravailler à la fois sereinement et efficacement ?

E J-D : Les recommandations ne seront pas les mêmes selon les configurations. Prenons la configuration hors confinement, avec des enfants à l'école ou gardés par une tierce personne jusqu'à la fin de la journée de travail. Voici quelques conseils pratiques qui peuvent permettre de bien s'organiser…

- En ce qui concerne le lieu et le matériel :

o Aménagez-vous un espace confortable, qui pourra changer chaque jour si besoin, mais qui sera adapté à la concentration.

o Installez-vous un siège dédié pour protéger votre dos. Souvent, durant le confinement, nous avons adopté des postures complètement inadaptées, du fait de l'absence de chaise adéquate ou tout simplement parce que nous n'y pensions pas. Si la situation venait à se prolonger, il faudrait que chaque salarié soit équipé par son entreprise en conséquence.

o De manière générale, l'équipement est essentiel : des écouteurs ou un casque confortable pour les appels, une connexion wifi stable et des répéteurs si besoin.

- En ce qui concerne le rythme :

o Le fonctionnement de notre cerveau est tel que des pauses régulières sont nécessaires. Cinq minutes toutes les 45 minutes sont suffisantes pour maintenir une efficacité. Cela est plus optimal que 15 minutes toutes les 3 heures. Durant ces 5 minutes, fermez les yeux, rêvez…

o Décidez à l'avance de l'heure de votre déjeuner. Cela permet d'organiser votre agenda professionnel partagé. Cela permet également un déjeuner extérieur, en famille ou une activité annexe sur ce temps de pause.

o Si vous enchainez les conférences téléphoniques, essayez de garder au moins 15 minutes entre chaque appel, pour rassembler vos idées, regarder vos mails (pour éviter de le faire pendant les calls, le multitâche n'est pas un ami !) et préserver vos capacités attentionnelles.

- En ce qui concerne la dynamique personnelle :

o Pyjama ou tenue de travail, à chacun de trouver ce qui le rendra le plus efficace. Les caméras allumées par erreur pendant le confinement ont parfois révélé bien des surprises !

Bien sûr, ces recommandations doivent être adaptées si le télétravail s'organise avec des enfants à la maison, en fonction de leur âge et de leurs besoins d'accompagnement.

> *Rester connecté n'est pas un problème si cela vous rend heureux et ne rend pas malheureux votre entourage*

Les frontières entre vie privée et vie professionnelle ne risquent-elles pas de s'étioler encore davantage si le télétravail poursuit son ascension ?

E J-D : Lorsque nous sommes assis à notre bureau sur notre lieu de travail, nous sommes exposés en permanence. L'organisation en open-space a créé une transparence généralisée et admise. Nous sommes visibles tout au long de la journée et parfois, même les salles de réunion ont des vitres

non-teintées. C'est une surexposition qui peut être vécue comme très intrusive et nous pousse à placer de l'énergie dans l'image que nous renvoyons. Notre posture, nos habits, nos gestes, notre écran, sont visibles de tous, en permanence, ce qui peut nous placer en insécurité psychologique.

Or, le travail à distance permet ce regain d'énergie placé auparavant dans notre gestion du paraitre, dans de la politique interne ou des codes sociaux. Mais la contrepartie est qu'il nécessite une transparence d'activité. Les frontières privée / professionnelle se brouillent effectivement, mais les outils dont nous disposons permettent de garder un agenda privé tout en le partageant avec ses équipes et ses collègues. Et cela correspond également à l'évolution des pratiques.

Que faire pour déconnecter vraiment ?

E J-D : La déconnexion est systémique. Les conseils ne peuvent avoir de l'écho que si la culture d'entreprise va dans le même sens. Le leader a un pouvoir d'exemplarité fort. Le cerveau a cela de magique qu'il fonctionne en mimétisme.
Rester connecté n'est pas un problème si cela vous rend heureux et ne rend pas malheureux votre entourage. Tout est dans la gestion de l'engagement. Dans mes séances de coachings, je remarque que lorsque les gens se surengagent dans un domaine, ils se désengagent dans un autre. Ce simple constat est souvent éclairant.

Encouragées par la loi Pacte, certaines entreprises s'étaient évertuées à définir leur raison d'être avant la survenue du Covid. Cela change-t-il quelque chose ?

E J-D : Les lignes doivent bouger pour que chacun se sente acteur d'un monde qui se transforme, habitant d'une planète à préserver pour les générations futures et témoin d'une biodiversité inspirante, dans la conception de produits comme dans les pratiques organisationnelles. La recherche de sens est de plus en plus présente dans les aspirations des salariés. L'entreprise doit être actrice de cette transformation. Les dirigeants ont un rôle sociétal déterminant et la RSE devient un facteur d'engagement fort.

> *Exerçons-nous à cultiver notre agilité, nos capacités d'improvisation, à concevoir l'inhabituel lorsqu'il ne s'est pas encore présenté*

IA, omnipotence des plateformes, sollicitations permanentes, changements incessants, tensions… Notre monde est devenu terriblement complexe et la crise que nous avons subie risque même d'instaurer encore plus de problématiques. Comment prendre des décisions éclairées au XXIe siècle ?

E J-D : William M. Marston, psychologue, inventeur et écrivain américain disait qu'une décision parfaite était une décision qui ne se prenait jamais. Et il rajoutait : « *Au lieu de chercher à faire le choix parfait, faites un choix basé sur vos meilleurs informations et instincts et allez de l'avant* ».
Pour prendre une décision, notre cerveau possède des ressources sous-estimées. Mais il peut aussi nous tendre des pièges. Au XXIe siècle, nous disposons d'une mine d'informations sur nos fonctionnements cérébraux. Observons nos mécanismes décisionnels, travaillons sur nos biais cognitifs, comprenons quand l'instinct nous guide, puis efforçons-nous d'appliquer les connaissances des sciences cognitives dans nos décisions quotidiennes comme dans nos choix stratégiques. Exerçons-nous à cultiver notre agilité, nos capacités d'improvisation, à concevoir l'inhabituel lorsqu'il ne s'est pas encore présenté.

Les enfants qui apprennent bien à gérer leur frustration feront probablement des adultes plus résilients, plus aptes à la prise de décision éclairée. André Gide disait que choisir, c'était se priver du reste. Chaque choix est un potentiel renoncement. Un deuil à faire ! Et cet apprentissage commence tôt.

Quelles qualités indispensables doit posséder un dirigeant du XXIe siècle selon vous ?

E J-D : • Incarner un leadership élégant.
• Faire preuve d'une intelligence de ses émotions et de celles des autres.
• Percevoir l'échec comme apprenant et l'erreur comme source de progrès : se l'autoriser et diffuser cette culture dans son entreprise.
• Savoir se remettre en cause et travailler sur soi, une sorte d'hygiène relationnelle.
• Développer une volonté d'inclusion, de diversité et de mixité à tous les étages.
• Concevoir une raison d'être pour son entreprise, qui dépasse le simple objectif de profit.
• Être congruent entre la communication, le marketing et les actes !

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période de confinement ?

E J-D : Je travaille depuis plusieurs années sur la manière dont les neurosciences nous apportent des outils qui nous permettent d'améliorer nos fonctionnements professionnels. Ces derniers mois ont été une occasion parfaite de mettre en place des techniques émotionnelles : réévaluation cognitive, distraction active, mise en perspective, imagerie mentale positive, acceptation… J'ai par ailleurs vécu le confinement dans un immeuble très solidaire, intergénérationnel, avec de l'intelligence collective et de l'entraide. Une leçon d'optimisme !

Que diriez-vous à un chef d'entreprise aujourd'hui ?

E J-D : Je lui dirais de prendre soin de lui, pour pouvoir prendre soin des autres. Je lui dirais merci d'avoir tout fait dans cette crise pour préserver l'emploi et les salaires de chacun. Je lui dirais que l'après-crise gardera les traces positives de la délicatesse dans le rapport à l'autre, car l'élégance est en leadership une opportunité de partager ses principes moraux, de manière assumée et visible. Et enfin, je lui dirais que malgré les difficultés à surmonter, il a une chance fabuleuse de se réinventer et de créer un héritage vertueux par son impact positif. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?
J'en cherche de nouvelles chaque jour.

Votre plus grand regret ?
J'aurais aimé être musicienne.
J'ai tendance à croire que la musique est une porte ouverte vers un autre regard.

Le livre que vous conseilleriez ?
Kawabata, Tanizaki, Murakami, Inoué…
Ils ont tous une plume extraordinaire !

Le film que vous aimeriez partager ?
Un Rohmer, Costa-Gavras ou Kore-eda, selon l'humeur.

Le mot que vous préférez ?
Sérendipité, audace et carabistouille.
Pas forcément dans cet ordre.

Le mets qui vous fait saliver ?
Je peux faire des kilomètres à pieds pour un macaron au thé vert.

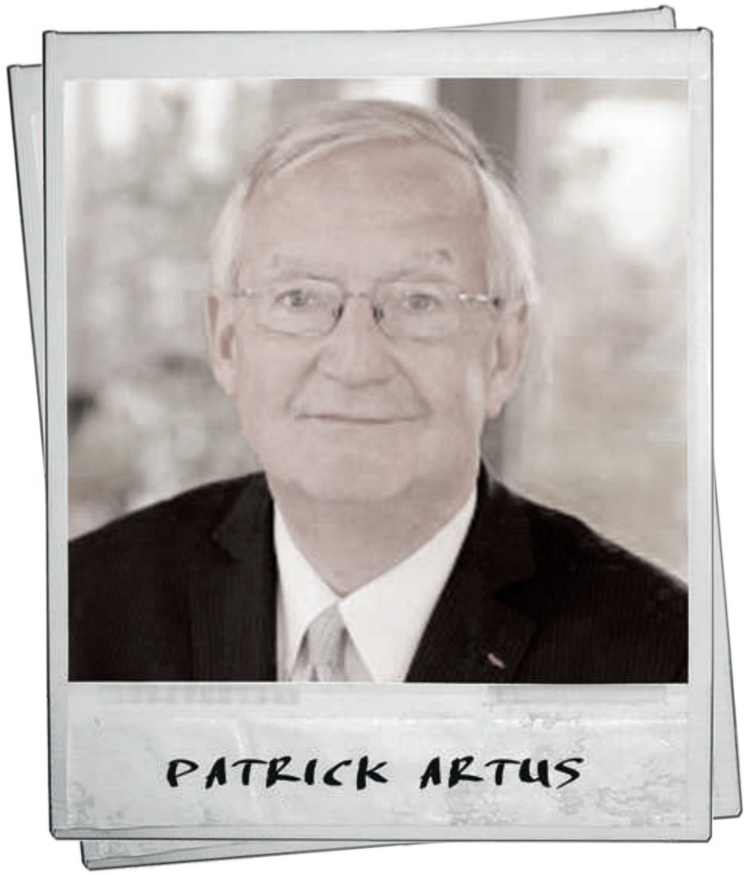
Le héros que vous admirez ?
L'héroïsme à la Monsieur Batignole, avec ses contradictions.

La qualité que vous préférez chez autrui ?
L'impertinence. Quand elle est élégante.

La faute que vous pardonnez ?
Proust disait : « *celle que je comprends* ».

Votre expression ou citation favorite ?
Ces derniers temps, celle de Carl Frederick Buechner, également attribuée à Maya Angelou : « *Les gens pourront oublier ce que vous avez dit, mais ils n'oublieront jamais ce que vous leur avez fait ressentir* ».

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?
Plus de justesse, de liens, de retour à la Nature, d'intérêt pour un Autre inconnu.



Patrick Artus est économiste, directeur de la recherche et des études de Natixis. Il est un des spécialistes français en économie internationale et en politique monétaire.

PATRICK ARTUS

« Nous avons un grand besoin de collaboration »

AUDIENCE : **Nombre d'acteurs nationaux, à commencer par le chef de l'État, ont employé un ton martial pour décrire la période que nous venons de vivre et n'ont eu de cesse de filer la métaphore guerrière… Quid de l'économie dans ce champ de bataille ?**

Patrick Artus : Durant le confinement du printemps 2020, nous avons perdu environ la moitié de notre production. C'est évidemment terrible mais c'est quelque chose de mesurable et de quantifiable. Pour l'après, nous ne sommes que dans les raisonnements et la prévision et avons beaucoup de mal à établir des éléments précis. L'incertitude économique restera prégnante et les ménages ne seront vraisemblablement pas enclins à consommer énormément mais plutôt à épargner. La ruée vers la dépense sera très mince, notamment pour les gros biens. L'incertitude sanitaire va de pair avec une économie affaiblie.

Dans votre livre *Et si les salariés se révoltaient ?* (Marie Paule Virard, Fayard, 2018), vous posez une question intéressante bien qu'inquiétante à travers son titre. Comment répondriez-vous à cette question aujourd'hui ?

P A : Nous allons assister à une assez grande tension sociale. L'opinion est en demande d'un capitalisme différent, avec un partage des revenus plus juste, une préoccupation plus grande pour le climat, une relocalisation plus forte et des investissements à plus long terme. Cette demande sera importante. Nous assisterons également à une demande de revalorisation des professions mal payées et mal considérées et qui se sont montrées essentielles durant la crise sanitaire, des infirmières aux caissières, en passant par les pompiers, les forces de l'ordre ou les chauffeurs-routiers. Sauf que dans le même temps, les entreprises ne seront pas nécessairement au meilleur de leur forme et rétorqueront que ce n'est pas du tout le moment d'engager de tels changements. Ce conflit multidimensionnel sera fort.

Pensez-vous que cette pandémie exceptionnelle nous amènera vers des systèmes plus inclusifs au sein des entreprises ?

P A : Nous avons un grand besoin de collaboration, au sein de toute la société et bien au-delà du monde de l'entreprise. Nous ne sortirons de cette crise que collectivement. Dans l'entreprise, il sera de bon augure de s'intéresser davantage au long terme, au climat, à la formation, à l'intégration des salariés dans les processus de décision. Il y aura une forte demande de capitalisme de stakeholders. Côté dirigeants d'entreprise, certains manifestent une certaine sympathie pour ces affinités mais le timing n'est peut-être pas le plus adéquat. On est prêt à accepter de nouvelles contraintes que quand on va très bien.

Quelle est votre position sur le télétravail ?

P A : Crise ou pas crise, je suis convaincu, et il en va de même pour mon PDG, que nous allons beaucoup trop au bureau. L'avantage de cette crise est qu'elle en a convaincu plus d'un sur ce présupposé. Je pense que nous allons assister à un changement assez radical en faveur du travail à la maison, qui a quand même des avantages considérables, ne serait-ce que sur le transport. Que nous disent les études sur la question ? Qu'il ne faut pas en abuser non plus. Les sociologues nous montrent par exemple que lorsqu'un salarié est chez lui deux jours par semaine, c'est formidable, sa productivité augmente, il est content. À l'inverse, au-delà de deux jours par semaine, sa productivité commence à chuter et un sentiment d'isolement commence à s'instaurer. Il y a donc une dose optimale à trouver. Évidemment, on peut difficilement fabriquer des voitures en télétravail et tous les métiers ne peuvent pas être concernés.

Quelle place pour l'IA dans nos entreprises demain ?

P A : Elle se développera encore. Dans le domaine bancaire par exemple, une personne qui suit une entreprise dispose aujourd'hui d'un logiciel d'intelligence artificielle en mesure de trier au quotidien toute l'information disponible sur cette entreprise dans les médias et sur les réseaux sociaux, afin de disposer d'une revue de presse instantanée et pertinente. C'est extrêmement puissant.

Que diriez-vous à un dirigeant d'entreprise aujourd'hui ?

P A : Que les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) vont devenir extrêmement sérieux. Ils doivent constituer l'un des véritables objectifs de l'entreprise. Ce n'est pas un mal nécessaire mais une considération profonde qui va devenir centrale dans le fonctionnement d'une entreprise. Les managers doivent se l'approprier. Les financements de l'entreprise vont d'ailleurs de plus en plus être conditionnés par ces critères. Demain, une entreprise qui ne fera pas d'efforts en la matière aura du mal à se financer et à exister.

> *Il nous faut retrouver le capitalisme des années 1950-1970, qui avait une préoccupation de long-terme beaucoup plus importante*

Le débat avait commencé à poindre avant l'arrivée de la crise sanitaire, avec notamment des premières entreprises qui s'étaient dotées d'une raison d'être… Faut-il réformer le capitalisme et comment ?

P A : Au-delà d'une quelconque norme morale et sur le plan uniquement pratique, il n'est pas efficace de délocaliser toutes ses productions, il n'est pas efficace d'émettre des quantités de CO_2 plus qu'il n'en faut, et il n'est pas efficace de baisser les salaires. Il nous faut retrouver le capitalisme des années 1950-1970, qui avait une préoccupation de long-terme beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. On parlait de partage des revenus, la collaboration entre les états et les entreprises était forte. C'est un peu l'inverse de nos jours, où l'exigence de rentabilité du capital est prédominante. L'économie industrielle de la gestion d'actifs a transformé une demande raisonnable de l'épargnant en une demande déraisonnable qui est faite aux dirigeants d'entreprise.

L'urgence climatique ne risque-telle pas de passer au second plan dans ce contexte ?

P A : Pas nécessairement. Je pense que les opinions et les gouvernements vont s'occuper encore plus du climat. Je ne crois absolument pas que nous assisterons à un assouplissement des règles climatiques. Il est même possible qu'elles soient durcies. Les entreprises seront d'accord sur le fond mais elles ne seront pas d'accord avec le calendrier. La tension sera donc très forte. Il faudra aider les entreprises à se faire violence. Il faut aider à la fabrication puis à l'achat de produits verts. Il faut pousser et encourager les entreprises à être vertueuses…

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

P A : J'ai trouvé que les gens ont été extrêmement sympathiques et très à l'écoute durant le confinement. Les échanges ont été tout à fait fructueux, amicaux et cordiaux. Cette période nous a permis de découvrir les personnes d'une autre manière, avec beaucoup de solidarité et de sincérité. J'ai été très étonné et on ne peut qu'espérer que cela se poursuive.

> *Il faudra aider les entreprises à se faire violence. Il faut aider à la fabrication puis à l'achat de produits verts. Il faut pousser et encourager les entreprises à être vertueuses…*

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* »… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

P A : Le débat est finalement assez simple : allons-nous vers un capitalisme totalitaire à la chinoise, avec un contrôle très fort de la population, ou allons-nous vers un capitalisme européen que l'on appelle de nos vœux, collaboratif, protecteur et vert ? Je milite plutôt pour la seconde option.
Pour conclure, une bonne nouvelle dans ce marasme parfois étourdissant ?

P A : La première bonne nouvelle est que cette crise va peut-être nous faire faire un bond technologique. Dans le domaine de la santé, nous avons mis des dizaines de milliards d'euros sur la table dans la recherche médicale. Dans le domaine de la technologie, il va nous falloir gérer une société de l'immatériel, de la robotisation, du travail à distance. Seconde bonne nouvelle, les états vont sans doute être dans l'obligation de faire le tri dans leurs dépenses, en séparant l'utile de ce qui ne l'est pas. Chacun devra se réformer. Plus que jamais, l'indispensable va devenir prépondérant. ■

Professeur au Conservatoire national des arts et métier (Cnam), ancien directeur général de la santé, **William Dab** est un témoin privilégié de la pandémie et un avis éclairé en ces temps sanitaires troubles.

WILLIAM DAB

« L'Homme n'est pas le maître et possesseur de la nature »

AUDIENCE : **Nombre d'acteurs, à commencer par le chef de l'État, ont employé un ton martial pour décrire la période que nous vivons et n'ont eu de cesse de filer la métaphore guerrière… Approuvez-vous cette rhétorique ?**

William Dab : J'ai moi-même utilisé le terme de guerre dans l'interview que j'ai donnée au journal Le Figaro le 16 mars 2020 et l'expression a été utilisée le soir même par le Président Macron. Je comprends qu'on puisse refuser cette image, mais en réalité, nous avons été attaqués par un virus. Je le considère comme un ennemi qui nous force à livrer bataille. C'est une bataille totale, sanitaire, économique et sociale. Il n'est pas possible d'envisager de faire la paix avec lui. Nous devons le détruire et c'est possible.
Je peux poursuivre cette métaphore en faisant référence à juin 1940. Nous avons eu une « drôle de guerre » pendant deux mois (janvier et février : le virus est confiné en Chine, il ne viendra pas), puis une attaque fulgurante au cours de la deuxième de mars (les affirmations gouvernementales sur notre degré de préparation évoquent furieusement l'illusion de la ligne Maginot) suivie d'une débâcle (le confinement généralisé) et même d'un exode des habitants des grandes villes. Depuis, nous résistons, nous nous réorganisons, cette guerre est longue et la seule chose qui est sûre, c'est que les Américains ne nous sauveront pas !

L'adage nous dit que « *gouverner, c'est prévoir* ». L'État, et plus généralement les différents gouvernements qui se sont succédé depuis le début du XXIe ont-ils failli et rendu possible l'ampleur de l'épidémie ?
W D : Il s'agit d'un problème systémique et culturel. Trop longtemps, nous avons eu de la chance. Le sida n'a pas été vaincu, mais des traitements efficaces ont changé radicalement la menace. Le prion de la vache folle a fait moins de dégâts qu'attendu, car l'immense majorité de la population est protégée génétiquement. La pandémie de grippe AH1N1 s'est révélée au final bien moins grave que ce que l'on redoutait au départ. La souche de grippe AH5N1 n'a pas développé son potentiel de contagion. Les épidémies d'Ébola et celle du Sras ont pu être contenues. S'est ainsi installée de façon dominante l'idée que les menaces pandémiques n'étaient pas réelles, même si des épidémiologistes continuaient à sonner l'alarme comme je l'ai fait dans mon dernier livre *Santé et environnement* dans la collection "Que sais-je ?".
À chaque fois, après une phase de peur et de mobilisation, on a dit « *ouf* » et on est passé à autre chose. Nous n'avons pas appris, nous n'avons pas capitalisé l'expérience, nous avons oublié, nous n'avons pas tiré les leçons. La seule exception que je vois à cette règle concerne les vagues de chaleur. Après la canicule de 2003, un plan de prévention a été développé et appliqué plusieurs fois avec succès. Ici, ce qu'il fallait faire était assez simple : un système d'alerte reposant sur des prévisions météorologiques qui sont fiables à cinq jours et l'organisation d'une solidarité de proximité. Cela ne demande ni de renforcer le système de soins, ni de recourir à des équipements de protection individuelle, ni de disposer de tests biologiques coûteux.
Mais quand une menace sanitaire survient forte d'incertitudes, ce qui n'est pas le cas des canicules, les décideurs cherchent plus ou moins confusément un événement qui sert à structurer la démarche décisionnelle. Chez nous, le référent décisionnel a été tout au long des années 2010 la surréaction face à la pandémie grippale de 2009. Il s'ensuit que les décideurs ont cherché à éviter cet écueil, ce qui les a conduits à baisser la garde et à avoir un premier réflexe de rassurer pour ne pas que la population « panique ».
Et plus structurellement, le secteur de l'épidémiologie et de la santé publique est faible en France. Il a longtemps été considéré comme un domaine purement administratif sans réelle valeur ajoutée. Quand on dépense 100 € dans le secteur de la santé, 96 vont aux soins individuels et 4 vont à la prévention organisée sous forme de programmes. Nous n'avons pas investi dans la prévention organisée au niveau populationnel. En particulier, la lutte contre les épidémies a été négligée.

Nous rêvons de transhumanisme et d'immortalité, mais avons été incapables de livrer un masque à notre population dans un laps de temps décent. N'avons-nous pas perdu le sens des priorités dans notre course effrénée au progrès ?
W D : Oui, certainement. Notre organisation sociale et économique a priorisé la production de richesses, sans réguler leur distribution de façon équitable, ni leurs impacts écologiques, ni leurs répercussions sanitaires. La financiarisation de l'économie a produit une perte de sens. L'Homme et sa qualité de vie ont été sacrifiés sur l'autel de l'argent roi. Il y eut une inversion des priorités : l'humain au service de l'économie plutôt que l'inverse.
Je ne nie pas que la production de richesses a permis tout au long du XXe siècle une amélioration importante des conditions de vie. Mais depuis deux décennies, c'est une logique suicidaire qui a prévalu, le quantitatif primant sur le qualitatif, le court terme sur le long terme.

Concrètement, qu'aurions-nous pu ou dû faire en amont et à la survenue du Covid pour endiguer plus rapidement et efficacement le virus ?
W D : La clé de la maîtrise d'une épidémie de maladies transmissibles, c'est le dépistage des cas, le repérage des contacts, leur isolement, le respect strict de mesures barrières et des équipements de protection idoines. Il faut donc un dispositif performant de surveillance et d'investigation épidémiologiques, des capacités de tests biologiques et l'accompagnement des personnes confinées. Pour cela, il faut des praticiens sur le terrain. Or, nous en avons très peu. Dans les ARS, le secteur de la santé publique est réduit. Résultat, le confinement généralisé restait la seule solution à un coût faramineux. Nous avons été plus réactifs que proactifs.

Que faire désormais ?
W D : Garder en permanence en tête qu'en situation de danger et d'incertitudes, la confiance sociale est un ingrédient sans lequel la population ne peut pas adhérer aux contraintes qui lui sont imposées. Cela devrait être la priorité pour nos dirigeants.

L'Asie, et particulièrement la Chine, a été érigée en exemple dans la gestion de l'épidémie, avec le recours aux moyens technologiques de contrôle et de surveillance des individus. Devons-nous, selon vous, sacrifier encore nos libertés sur l'autel de la santé ?
W D : En situation épidémique, il y a toujours une tension entre la sécurité et la liberté. L'équilibre n'est pas facile à trouver dans des régimes démocratiques, les dictatures ne s'embarrassant pas de ce genre de considérations. Mais tous les pays asiatiques ne sont pas dictatoriaux et ont contenu l'épidémie sans recourir à des mesures policières. Grâce au travail de terrain.
La protection de la santé ne doit pas justifier de sacrifier la liberté. Mais où est le juste équilibre ? Nos libertés ont déjà été malmenées avec le confinement. Le nécessaire traçage des cas et de leurs contacts vient en rajouter. Des fichiers sont créés avec le risque qu'ils soient piratés.
Je n'ai pas la réponse. Comme épidémiologiste, je fais du contrôle de l'épidémie une priorité, mais je peux comprendre que tout le monde ne partage pas cela. Lorsqu'il est nécessaire de contraindre les libertés individuelles, il faut clairement en limiter la durée sur des critères explicites. Il convient aussi de mettre en place des contre-pouvoirs effectifs. Il faut des mécanismes de contrôle du bien-fondé des décisions restreignant les libertés qui peuvent être exercés par des élus, des représentants du monde associatif et bien sûr des institutions comme le Défenseur des droits ou la Cnil.

Nous allons gagner la bataille et socialement, nous serons plus forts, moins tournés vers la satisfaction de nos besoins immédiats et souvent éphémères

Avec cette pandémie, nous semblons redécouvrir notre vulnérabilité et nos limites… Nous ne sommes maîtres ni du temps ni de la nature…
W D : Il est sidérant de constater qu'un virus de 100 nm a produit un trouble mondial majeur au plan sanitaire, social et économique. Oui, l'espèce humaine est vulnérable. Non, l'Homme n'est pas le maître et possesseur de la nature comme le pensait René Descartes. Il n'y a pas d'un côté l'espèce humaine et de l'autre la nature. Il nous faut raisonner et agir de façon systémique. Ce n'est pas la planète qu'il faut protéger, elle en a vu d'autres, elle s'en tirera tant que l'énergie solaire existera. Ce qu'il faut protéger, ce sont les espèces qui rendent possible la vie.

Que diriez-vous à un dirigeant d'entreprise aujourd'hui ?
W D : Les dirigeants devraient réaliser que ce sont des acteurs de santé publique. Il n'y a pas d'entreprises en santé sans employés en santé. Il faut changer de regard sur la prévention. La lourdeur de notre code du travail a induit l'idée que la prévention est une obligation bureaucratique sans valeur ajoutée, une source de dépenses improductives.
Il est nécessaire de rompre avec cette vision erronée. Investir en prévention est rentable non seulement au plan sanitaire et économique, mais également au plan social. Quand la santé au travail est correctement protégée, il y a d'importants bénéfices immatériels. Cela contribue à construire la confiance qui est une condition de la performance des équipes.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?
W D : Vaste question ! Il y aurait beaucoup de choses à espérer pour construire un monde meilleur, plus juste, plus libre et plus fraternel. Je m'en tiendrais à deux idées structurantes.
Depuis deux décennies, la pensée dominante est qu'il faut moins d'État. Mais quand survient une crise forte, financière en 2008, sanitaire en 2020, on voit qu'un État performant est indispensable. Il ne faut pas moins d'État, mais un meilleur État, centré sur des missions claires, avec un fonctionnement moins bureaucratique, une capacité d'écoute de la société. J'ai souvent constaté que l'on décidait d'abord et que l'on négociait ensuite. Cela crée en permanence un climat d'affrontement. Il faut inverser cette logique, s'efforcer de créer des consensus d'action, car le mode de fonctionnement actuel fabrique une population en colère. On l'a vu avec l'épisode des gilets jaunes et celui de la réforme des retraites. Tout ceci a un coût politique, économique et social gigantesque et favorise les extrémismes.
Il faut aussi penser une autre logique de répartition des richesses. Le système actuel accroît les inégalités de façon non légitime. Quand la spéculation rapporte plus que le travail, c'est intolérable. Cela menace le lien social sans lequel la société est invivable.
Tout ceci suppose qu'on mette fin à la tyrannie du court terme. Nos outils scientifiques permettent désormais de penser l'avenir de façon rationnelle. C'était jusqu'à présent l'apanage des religions. Le débat sur les perturbations climatiques incarne cet enjeu. Soit nous sommes capables d'agir préventivement, soit l'espèce humaine sera menacée. Pour moi, cette question sera le thermomètre pour juger du « monde d'après ».

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?
W D : J'ai passé ma carrière à développer l'épidémiologie et la santé publique et, alors que je prends ma retraite, voilà que survient une épidémie sans équivalent depuis un siècle. J'ai pris cet événement comme un signal que mon engagement devait se poursuivre.
Au plan personnel, j'ai réalisé plus concrètement ce que je sentais confusément jusqu'à présent : la fragilité de la vie, la nécessité d'être dans le temps présent, de profiter, de protéger et de s'enrichir de ceux qu'on aime.

Pour conclure, une bonne nouvelle dans ce marasme étourdissant ?
W D : C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que l'on refuse la fatalité d'une pandémie. Nous allons gagner la bataille et socialement, nous serons plus forts, moins tournés vers la satisfaction de nos besoins immédiats et souvent éphémères. C'est un choc violent, mais salutaire. ■

QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre plus grande fierté ?
Mes enfants.

Votre plus grand regret ?
Ne pas avoir connu la quasi-totalité de mes grands-parents, oncles et tantes, cousins, morts dans les camps de concentration.

Le livre que vous conseilleriez ?
La Société du risque d'Ulrich Beck.

Le film que vous aimeriez partager ?
Amadeus de Milos Forman.

Le mot que vous préférez ?
Fraternité.

Le mets qui vous fait saliver ?
Les huîtres Utah Beach.

Le héros que vous admirez ?
Ma sœur, Françoise Rudetzki, fondatrice de SOS-Attentats.

La qualité que vous préférez chez autrui ?
L'empathie.

La faute que vous pardonnez ?
Oublier de rembourser un prêt.

Votre expression ou citation favorite ?
« *Nul besoin d'espérer pour entreprendre, nul besoin de réussir pour persévérer* », Guillaume Ier d'Orange-Nassau.

Un vœu, un rêve, une espérance pour notre société ?
Une école bienveillante accessible universellement.

© Mathilde de l'Ecotais

Chef cuisinier et entrepreneur créatif que l'on ne présente plus, **Thierry Marx** cultive avec passion le plaisir, la recherche et l'abnégation. Qu'importe la crise sanitaire et économique et ses aléas, qui malmènent considérablement le monde de la restauration, il s'efforce de rester optimiste. Celui qui emploie 500 salariés dans l'ensemble de ses activités est un travailleur acharné autant qu'un maître raffiné. **À table !**

THIERRY MARX

« Il n'y a que la **mort** qui est ***irréversible*** »

AUDIENCE : **Que représente la cuisine à vos yeux ?**

Thierry Marx : Pour moi, la cuisine, c'est avant tout le lien social. La cuisine amène les gens à prendre contact et à être en lien de confiance, ce qui est extrêmement rare dans notre société.

Comment en êtes-vous venu à faire de la cuisine une passion et une très belle partie de votre vie, alors que l'on ne vous invitez initialement pas vraiment à cette destinée ?

T M : Ça a été une vraie découverte. La cuisine est un monde où l'on m'a fait confiance. J'ai vécu un apprentissage très rapide. Après une première vie en Australie, j'ai eu la chance de croiser de très grands personnages de la gastronomie et la passion a grandi en moi. Et cette passion est l'essence de mon métier. C'est un métier tellement chronophage que si la veilleuse de la passion n'est pas allumée en permanence, vous pouvez vous déliter assez vite.

Diriez-vous que la cuisine est plutôt de l'ordre de l'inné ou de l'acquis ?

T M : Je vais vous faire une réponse de Normand : il y a un peu des deux. La cuisine, c'est le geste, le feu et le temps. Le geste, c'est la coupe juste, le goût juste et la gestion du plan de travail. Le feu, c'est la cuisson et la maîtrise de la cuisson. Le temps, c'est le temps pour faire. Une fois que vous avez réussi à maîtriser ce ternaire, l'intuition vient. Vous êtes alors inspiré assez facilement. La créativité vous permettra de trouver votre signature de cuisine. Mais il faut vraiment prendre le temps d'apprendre, pour ne pas abimer le produit.

Quelles sont les principales sources d'inspiration et d'imagination de vos réalisations ?

T M : Une de mes grandes sources d'inspiration, c'est l'apprentissage de la cuisine japonaise, au Japon, en plus de la cuisine française. Et deuxième chose, c'est la nature. Il n'y a rien de plus inspirant pour quelqu'un qui pratique mon métier qu'un marché. Vous pouvez imaginer tout de suite le produit transformé. Le marché et sa saisonnalité font partie de mon inspiration et de mes préoccupations. C'est ma façon de fonctionner. Je ne peux pas m'éloigner de ça.

Comment définiriez-vous la signature Thierry Marx ?

T M : C'est une cuisine qui est sans conflit entre tradition et innovation. J'aime le geste précis, le minimalisme, en opposition à l'ostentation. L'avantage que l'on a quand on maîtrise son domaine, c'est que l'on peut respecter les règles pour mieux en sortir.

Quel type de management aimez-vous adopter avec vos brigades ?

T M : Je suis partisan d'un management sans pression excessive. C'est ce que je mets en place avec mes équipes pour que l'on puisse, au moment précis du service, être extrêmement réactif pour le plaisir du client. Le client n'a pas à subir nos méthodes de management, bonnes ou moins bonnes. Il est là pour passer un bon moment. Je ne mets pas de pression excessive sur mes collaborateurs mais en même temps je mets en place un mode de délégation assez efficace pour que je puisse mettre des compétences techniques en réalité opérationnelle dans un temps contraint.

Avec la crise sanitaire, le monde de la cuisine est l'un des secteurs d'activité les plus durement frappé dans notre pays, contraint à un arrêt quasi-intégral pendant de nombreuses semaines... Comment l'avez-vous vécu et comment envisagez-vous la suite ?

T M : Je suis passé comme tout le monde par des phases anxiogènes. Quand je me suis retrouvé dans de telles perspectives, j'ai toujours tenté de

voir plus loin et de prendre du recul, en essayant de rester le plus rationnel possible. Oui, ce virus a changé nos comportements, mais pas indéfiniment. J'ai observé et j'observe encore les signaux faibles et les signaux forts sur les marchés nationaux et internationaux liés à mon métier. Nous allons voir arriver plusieurs mutations, avec notamment le développement du *click and collect* pour une partie du chiffre d'affaires. Des marques forts émergeront. Ce qui était déjà en fragilité, malheureusement, sera amené à disparaître. On ne pourra pas réparer l'irréparable. Notre métier est amené à se réinventer de manière vertueuse. Il nous faudra avoir un impact social et environnemental encore plus positif, et dépasser le marketing de genre. Et de manière encourageante, c'est plutôt la jeunesse qui nous incite à suivre cette voie. J'espère que l'après-Covid nous permettra de faire les bons choix.

En 2012, avec le chercheur Raphaël Haumont, vous avez créé le Centre français de l'innovation culinaire, afin d'appréhender la cuisine du futur. Quelle est-elle justement cette cuisine du futur ?

T M : Nous avons une vision à 2050. Ce cap va d'ailleurs arriver plus vite qu'on ne le croit. Nous croyons à des modèles plus vertueux vis-à-vis de la planète. La problématique pour huit ou dix milliards d'individus sera prioritairement celle de l'eau, tant pour nous que pour notre agriculture. Soit nous devenons plus vertueux dans notre impact social et environnemental et nous nous dirigerons vers 2050 avec intelligence et confiance, soit nous continuons bêtement à considérer que la protéine animale est la seule source de consommation possible et dans ce cas nous courrons à la catastrophe vers un monde où les riches mangeront très bien et les pauvres très mal, encore bien davantage qu'aujourd'hui. Il faut que l'on soit capable d'admettre que notre alimentation est plutôt basée sur du « 80/20 » : 80% végétale et 20% animale.

Depuis 2018, vous êtes le chef du « 58 », situé sur la tour Eiffel… N'est-ce pas fabuleux de cuisiner dans l'un des lieux les plus connus au monde ?

T M : J'ai souhaité gagner l'appel d'offre pour la brasserie de la tour Eiffel pour avoir cette palette-là à mon référentiel. J'avais déjà la brasserie de la Gare du Nord et là c'est quelque chose d'absolument formidable, d'autant que le « 58 » accueille un public différent, avec un brassage de gens hallucinant, avec mille couverts par jour. Maintenant, je passe deux jours par semaine sur la tour Eiffel et ces deux jours sont merveilleux. Ce lieu est un lieu magique. L'ambiance est incroyable. Et encore une fois, ce Covid va nous obliger à parfaire notre approche, avec peut-être un peu moins d'offres mais une offre beaucoup plus rationnelle.

> *La planète n'a pas forcément besoin de nous*

À l'instar des sportifs de haut niveau qui maintiennent une activité prononcée afin de conserver une forme physique respectable, le cuisinier que vous êtes doit-il maintenir un rythme de création élevé afin de ne pas "perdre la main" ?

T M : Oui, bien sûr. La création, c'est accepter de se tromper. Je vis au-dessus de mon laboratoire et je fais beaucoup beaucoup d'essais, et j'ai continué à en faire durant le confinement. J'ai aussi continué à faire énormément de recherche et développement pour des secteurs d'activités dans l'alimentation. Rechercher, c'est vraiment projeter quelque chose et essayer de voir les opportunités qui s'offrent à nous. C'est passionnant et ça nous permet déjà d'anticiper les prochaines cartes que l'on pourra proposer sur nos tables.

De nombreux Français ont profité du confinement et de cette assignation à résidence pour s'essayer ou se remettre à la cuisine, seuls ou en famille… Cela doit vous faire plaisir ?

T M : Oui, ça fait plaisir, d'autant que l'on revient à quelque chose d'assez juste. J'ai trouvé que durant cette période les Français se sont remis à la cuisine mais aussi au sport. Et ça c'est intéressant. Pour moi, l'axe de la cuisine et celui du sport est le même. Depuis l'antiquité grecque, on dit que la cuisine c'est le plaisir, le bien-être et la santé. Et pour l'amateur de sport que je suis, c'est la même chose. Quand on reprend conscience de ce qu'on mange, de ce qu'on transforme, généralement on le fait dans le partage et on reprend conscience de la valeur du produit. Les produits frais français ont été mis à l'honneur, les gens se sont remis à faire du pain, à faire des gâteaux, ont appris à se tromper en pâtisserie… C'est formidable !

Comme nombre de nos concitoyens, vous avez restreint le recours à la viande… Quels sont les éléments qui ont motivé ce choix ?

T M : En fait, je n'ai jamais été un grand fan de viande et je n'ai même jamais été très doué pour la cuisiner. J'ai appris mes classiques et je me suis éloigné petit à petit de la viande, jusqu'à m'en séparer totalement. Aujourd'hui, c'est vrai que le fait d'être végétarien est passionnant. Je trouve que les légumes nous réservent des choses merveilleuses et que nous n'avons pas fini de tirer sur le filon de la cuisine végétarienne. C'est très intéressant et enthousiasmant.

Vous êtes un cuisinier particulièrement engagé, n'hésitant pas à intervenir en milieu carcéral ou à proposer des formations accessibles aux jeunes en difficulté. Qu'avez-vous envie de transmettre à travers votre cuisine et plus généralement au détour de vos actions ?

T M : Autour de la formation professionnelle, le message que j'ai envie de faire passer c'est que, dans la vie, il faut un projet. Et un projet positif. Que ce soit dans le cadre de la détention ou pour les gens éloignés de l'emploi, ce qu'il a manqué à un moment donné dans la vie de ces individus, c'est un projet. Un projet à la journée, un projet à la semaine, un projet au mois mais un projet auquel on peut se tenir. Nos actions sur ce terrain nous permettent de définir ce projet. Après la détention, la réussite de la réinsertion d'un détenu se basera sur ce qui l'attend à la sortie. À chaque fois que j'ai vu qu'on faisait face à un projet murement réfléchi et construit, nous avions bien plus de chances de permettre à la personne de réussir sa réinsertion et son inclusion professionnelle. Je crois beaucoup à cette réflexion autour du projet, pour un public jeune comme pour un public adulte éloigné de l'emploi, voire en situation de précarité ou de privation de liberté.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

T M : Les contours d'un nouveau monde seraient pour moi de prendre soin de l'autre et de prendre soin de la planète. Depuis plusieurs décennies maintenant, nous avons pêché à cause des défauts de l'être humain, qui sont l'imprévoyance, l'arrogance et la cupidité. Si nous voulons un monde nouveau, il faut être en mesure d'apporter un impact social et environnemental positif à ce que nous faisons. La planète n'a pas forcément besoin de nous. Si nous voulons vivre encore longtemps, il va falloir commencer à vivre avec la planète et pas contre elle. Ma génération a longtemps cru que ce serait la bombe nucléaire qui nous rayerait de la carte. Finalement, on se rend compte que ce peut être quelque chose qui n'est pas plus grand que 200 nanomètres…

Que diriez-vous à un chef d'entreprise aujourd'hui ?

T M : Premièrement, je n'ai pas de leçon à donner. J'essaye d'appliquer ce en quoi je crois, pour le plus grand nombre. Je pense qu'il nous faut une nouvelle échelle de valeurs, avec un épanouissement possible pour tout un chacun. Mon grand-père me disait qu'il fallait qu'un ouvrier qualifié rêve d'être contremaître, c'est-à-dire cadre, et qu'un contremaître puisse devenir petit patron. Il avait totalement raison. Il faut pouvoir permettre à l'être humain de s'extraire socialement et de s'épanouir professionnellement.

Personnellement, qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

T M : Pas grand-chose finalement. La première chose que j'ai décidé de faire quand je me suis confiné, c'est de garder mes habitudes. J'ai continué à me lever très tôt le matin, à faire du sport, et à aller travailler. Évidemment, j'avais beaucoup moins de sorties qu'à l'accoutumée, beaucoup plus de rendez-vous à distance. J'ai maintenu un rythme d'activité soutenu pour rester proactif. Je n'ai pas inventé grand-chose mais ça m'a permis de tenir le cap. Vous dire que ça a été facile tous les jours, ce n'est pas vrai. Il y avait des jours où je n'avais clairement pas envie de faire du tapis de course, mais je me suis fait violence, pour avoir faim aux bonnes heures et dormir aux bonnes heures.

Pour conclure, une bonne nouvelle dans ce marasme étourdissant ?

T M : La bonne nouvelle, et c'est quand même la meilleure, ce qui fait que nous sommes là pour pouvoir en parler, c'est que nous sommes vivants. C'est quand même génial. Je garde toujours ça à l'esprit. Il n'y a que la mort qui est irréversible. Tant que vous respirez et que vous pouvez sentir vos douleurs, c'est que vous êtes vivant et que vous pouvez avancer. Quand je me réveille chaque matin et que je ressens quelques douleurs, je me dis que c'est une bonne nouvelle. ■

© J. Lecaudey - BPCE

ARMEL LE CLÉAC'H

© Wanaii Films_ - MerConcept

FRANÇOIS GABART

« Le *succès* se construit sur le **long** *terme* »

Armel Le Cléac'h

« Ressortir de cette **épreuve** *différent* et *meilleur* »

François Gabart

François Gabart et **Armel Le Cléac'h** sont les deux skippers français les plus agiles et talentueux.

Solitaire du Figaro, Vendée Globe, Transat Jacques-Vabre, Route du Rhum… Ce sont aussi les deux navigateurs les plus titrés de l'histoire de leur sport.

Embarquement immédiat pour une rencontre croisée au sommet.

AUDIENCE : **Comment en êtes-vous venu à faire du bateau votre passion et votre métier ?**

Armel Le Cléac'h : C'est quelque chose qui s'est fait progressivement. J'ai la chance d'habiter la Bretagne et mes parents faisaient de la voile. Ça met forcément en condition. Très tôt, je suis parti sur le bateau familial. À l'âge de 7 ans, j'ai commencé l'Optimist avec des compétitions qui sont vite arrivées et puis j'ai gravi les différents échelons assez rapidement. Le métier de skipper et de navigateur de courses au large est venu un peu plus tard.

François Gabart : Je suis un peu tombé dedans quand j'étais petit. J'ai eu la chance de grandir dans une famille qui aimait le bateau et la mer, pas de manière professionnelle mais mes parents naviguaient beaucoup. Pendant nos vacances, nous étions toujours sur un bateau. Mes parents ont poussé l'idée un peu plus loin quand j'avais six ans puisqu'ils ont pris tous les deux une année sabbatique pour partir un an avec leurs enfants sur un bateau, et faire un voyage en Atlantique. Forcément, c'est quelque chose qui marque. En revenant, j'ai commencé à faire du dériveur et de l'Optimist. J'ai toujours aimé la mer et les bateaux. Je me suis toujours senti à l'aise dans ce milieu.

Que représente la voile à vos yeux ?

A L C : C'est d'abord une passion. J'aime être au bord de la mer, j'aime être sur l'eau, j'aime naviguer. La complexité de la navigation et la gestion des différents paramètres de course me plaisent beaucoup. La liberté que l'on a sur son bateau est formidable. La voile fait partie de mon ADN depuis maintenant bientôt 40 ans.

F G : La liberté. Le bateau permet de se déplacer librement et durablement, pour faire découvrir le monde à ses enfants de manière assez folle et extraordinaire. J'en ai fait mon métier aujourd'hui donc c'est différent, en compétition on découvre plus de choses sur soi, sur son équipe que sur les endroits que l'on visite. En général, quand tout se passe bien, en ne s'arrête pas trop (rires) ! Mais il reste chez tous les marins cette volonté d'explorer notre planète et d'explorer ce qu'il se passe devant nous et juste derrière la ligne d'horizon.

Quelles qualités requises faut-il pour faire un excellent skipper ?

A L C : Il faut déjà aimer naviguer, ce n'est pas le cas de tout le monde. Il faut être à l'aise avec la mer et avoir le pied marin. Il faut ensuite beaucoup de persévérance. Après, quand on aime un sport,

quand on est passionné par ce que l'on fait, le travail et l'énergie qu'on y met permettent de pouvoir réaliser des choses assez incroyables. Au début, quand j'ai commencé la voile, je n'étais pas forcément quelqu'un qui gagnait toutes les courses, loin de là. Mes premières grandes victoires sont venues plus tard. On n'est pas forcément tout de suite talentueux. Le succès se construit sur le long terme. Et ce n'est pas forcément parce que l'on n'a pas énormément de talent au départ qu'on ne va pas y arriver. Le travail et l'envie sont des prérequis indispensables.

F G : Prioritairement, la passion. C'est un métier extrêmement exigeant, qui est extraordinaire quand c'est une passion mais qui peut vite devenir un calvaire si ça ne l'est pas. On prend quand même pas mal de risques, dans des conditions de confort plus que limite, on se fait mal… S'il n'y a pas beaucoup de plaisir dans ces difficultés-là, c'est un calvaire. Il faut aussi avoir une capacité à gérer l'incertitude, à savoir évoluer dans un milieu très incertain. Notre univers est par définition incertain.

Comment cela se passe concrètement à bord lors d'une course en solitaire ?

A L C : C'est d'abord beaucoup de préparation en amont, au sein d'un collectif. J'ai une équipe, le team Banque Populaire, d'une quinzaine de personnes à mes côtés et qui travaille toute l'année avec moi. On essaye d'optimiser l'ensemble des paramètres auxquels on sera confrontés sur le bateau. Une fois la course démarrée, il faut planifier ses journées en fonction des conditions météo, qui influenceront les voiles que l'on va mettre, les différents réglages. Il faut aussi se gérer soi, son alimentation. La journée type sur un bateau est assez remplie. Quand je pars en solitaire, je n'ai pas trop le temps de rêver ou de penser à autre chose. On n'a pas trop le temps d'admirer le paysage pour le dire clairement, même si on essaye de profiter au maximum de ce qu'il y a autour de nous. Même après avoir navigué plus de trente ans, je suis toujours agréablement surpris par la beauté des paysages. C'est une vraie chance.

> *je suis toujours*
> *agréablement surpris*
> *par la beauté des paysages*
>
> *Armel Le Cléac'h*

© Wanaii Films_- MerConcept

François Gabart

F G : Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les courses auxquelles je participe se préparent bien en amont et en équipe, même pour des courses solitaires. Paradoxalement, le métier de marin se passe essentiellement à terre, pour monter un projet, pour construire un bateau et pour se préparer. La partie la plus visible, c'est évidemment la course, mais ce n'est pas le quotidien de notre métier. Une fois partie, il faut essayer de jouer avec le vent pour aller le plus vite possible. Après, il faut avoir bien préparé ses plans mais surtout savoir s'adapter car, le plus souvent, rien ne se passe comme prévu. On est en équilibre pendant toute la course. On se découvre soi-même au fur et à mesure de la course.

Le Vendée globe, c'est quand même plus de 70 jours en mer… Comment gérez-vous psychologiquement et physiquement ce défi ?

A L C : Physiquement, je tiens grâce à la préparation que j'effectue les mois et les semaines avant la course. La préparation physique fait partie intégrante de la vie de coureur en mer depuis pas mal d'années maintenant, pour préparer ce marathon qui est long. En mer, on est très actif, notamment sur la partie haute du corps. Il faut aussi se préparer médicalement, par rapport à d'éventuelles mésaventures qui pourraient survenir en course. Il faut parer à toute éventualité. Psychologiquement, certains travaillent avec des préparateurs mentaux ou des coachs. Personnellement je n'ai pas cette approche là mais

© Easy Ride - BPCE

Armel Le Cléac'h

ce n'est pas pour autant que j'élude la question. Je prépare à chaque fois ma course, j'imagine les problèmes que je pourrais éventuellement rencontrer, pour qu'il y ait le moins d'inconnues possibles et que je puisse avoir le maximum de réponses possibles face à d'éventuelles difficultés. Je sais pertinemment que si ma préparation est optimale et que j'ai réussi à atteindre les objectifs que je m'étais fixés, je serai prêt pour prendre le départ sereinement.

F G : On peut considérer que c'est un sport d'endurance. Si on compare le bateau à d'autres sports, on s'aperçoit qu'une course ne dure jamais aussi longtemps, même pour des disciplines comme l'ultra-trail. C'est un sport de très grande endurance. Il faut être armé pour tenir aussi longtemps, le but étant évidemment de rallier l'arrivée le plus vite possible.

Armel, en novembre 2018, lors de la Route du Rhum, vous avez connu un sérieux accident avec votre trimaran… Avez-vous eu peur ? Avez-vous songé à arrêter votre carrière pour de bon ?

A L C : Oui, j'ai vraiment eu peur. C'était un accident très brutal, au bout de quarante-huit heures de course. Mon bateau s'est cassé quasiment en deux, le bras avant s'est rompu et une des coques s'est détachée du bateau. Il faut imaginer une voiture qui roule sur l'autoroute et qui perd ses deux roues avant. C'est un peu la même chose. Mon bateau a chaviré et a basculé. En quelques secondes, je me suis retrouvé dans l'eau. J'ai dû faire face à plusieurs dizaines de minutes douloureuses.

> *Le plus souvent,*
> *rien ne se passe*
> *comme prévu*
>
> *François Gabart*

Je devais d'abord essayer de me sauver, de me mettre en sécurité tant bien que mal à l'intérieur du bateau. Une fois qu'il est à l'envers, on peut quand même s'y réfugier, déclencher les secours et mettre en place certaines sécurités. Cet accident fait malheureusement partie des risques que l'on prend quand on navigue, surtout sur des bateaux aussi impressionnants que les ultimes. Ce fut un point noir dans ma saison 2018.
Et c'est certain qu'un tel épisode vous amène à réfléchir… Devais-je continuer après cet accident ? C'est une question que je me suis posée. J'ai voulu savoir ce qu'il s'était passé, faire le bilan de l'approche de la course. Avais-je fait des erreurs ? Ai-je pris trop de risques dès le départ ? J'ai beaucoup réfléchi, seul et avec mon équipe, ma famille, mes proches. Nous avons clairement établi que je n'étais pas responsable de ce qu'il s'était produit. Très vite, l'envie de naviguer à nouveau est revenue.

Comment abordez-vous la suite avec ce bateau endommagé ?

A L C : Aujourd'hui, mon bateau accidenté étant trop abimé pour pouvoir le réparer, on en construit un nouveau, que l'on devrait pouvoir mettre à l'eau dans le courant de l'année 2021. C'est une construction assez longue, avec presque deux ans de chantier. Dans ces conditions, je ne prendrai pas le départ du Vendée Globe cette année. En attendant, je navigue sur des bateaux plus petits, des figaros. Pendant le confinement, j'aurais même dû être au milieu de l'Atlantique… J'aurais dû prendre le départ le 19 avril de Bretagne pour rallier les Antilles. On espère tous pouvoir reprendre les courses à partir de septembre.

François, en début d'année, vous avez décidez de mettre la compétition entre parenthèse pour revenir en 2021. Pourquoi ce choix ?

F G : Il se trouve que ça fait maintenant bientôt trente ans que je fais de la compétition. C'est quelque chose d'exigeant physiquement et j'ai toujours fait ça de manière pleine et entière. Forcément, il y a de la fatigue qui s'accumule au fil du temps. J'arrivais jusqu'à présent à plutôt bien récupérer entre chaque course et j'ai senti que j'avais besoin de prendre un

peu de recul, de voir mon équipe d'une manière différente. J'ai ressenti la nécessité de prendre le temps de me remettre en cause pour essayer de progresser.

Le confinement que nous venons de vivre a-t-il changé la donne ?

F G : C'était forcément quelque chose d'inattendu et d'exceptionnel. Ce confinement m'a permis de prendre sans doute encore plus de recul, avec toutes les limites qu'une telle situation comporte, en sachant que j'avais toute une équipe à gérer à distance. Ça demande beaucoup de temps et d'énergie mais l'expérience de la course et ses conditions particulières nous ont aidés.

Partir en solitaire, est-ce vivre confiné ?

A L C : Il y a effectivement des parallèles. On m'a beaucoup posé la question avec l'instauration du confinement, pour mon retour d'expérience de navigateur en solitaire.

F G : C'est très différent. Le confinement que nous avons vécu nous a été imposé. Les marins choisissent de partir en solitaire faire des courses, c'est un acte volontaire, avec toute une préparation avant de prendre le départ, ce qui n'a évidemment pas été le cas dans notre situation de confinement qui est arrivée très brutalement.

Quelles similitudes et différences par rapport à la période que nous avons vécue ?

A L C : Le confinement sanitaire n'était pas préparé, c'était quelque chose d'exceptionnel, alors que quand j'entame une course et je l'ai dit, il y a une réelle préparation derrière. On ne peut pas dire non plus que les gens aient été ravis de devoir vivre confinés plusieurs semaines, alors que quand je pars en mer, je le fais par passion et avec beaucoup de plaisir. Mais il est vrai qu'il y a quelques parallèles. On peut organiser ses journées confinées comme on le fait sur un bateau, avec une routine sécurisante, la tenue d'objectifs journaliers, avoir un quotidien très organisé, pour ne pas être malmené par cette nouvelle vie. J'ai beaucoup pensé à toutes ces personnes qui ont vécu toutes seules chez elles.

F G : La contrainte peut être comparable, mais pour le reste, c'est quand même complétement différent. Quand je pars en mer, je suis volontaire, je suis libre. Le skipper se prépare, choisi d'y aller, la majorité du temps avec plaisir. Il est dans l'action. Il y a toujours un peu d'appréhension avant un départ mais l'anxiété n'est pas du même acabit que lors d'une telle épreuve, qui n'est clairement pas assimilable à un contexte positif, même s'il est clair que sur le plan purement matériel le confinement est plus agréable qu'une course au large.

> *J'ai beaucoup pensé*
> *à toutes ces personnes*
> *qui ont vécu toutes*
> *seules chez elles.*
>
> *Armel Le Cléac'h*

Comment le sportif de haut niveau que vous êtes a-t-il fait pour s'entretenir physiquement et conserver un état d'esprit positif et compétitif avec cette assignation à résidence contrainte et forcée ?

A L C : Comme beaucoup de sportifs, je me suis organisé à la maison. J'ai fait pas mal de sport depuis chez moi, j'ai trouvé qu'il y avait aussi beaucoup d'entraide avec des contenus sur les réseaux sociaux. J'ai aussi pu compter sur un préparateur physique, qui me donnait des cours en visio. À l'extérieur, je faisais aussi du cardio, en respectant les règles sanitaires. C'était forcément une préparation un peu plus limitée par rapport à ce que je peux faire d'habitude mais ça m'a permis de garder le rythme et la forme. Le sport, c'est toujours quelque chose de positif pour le mental, pour bien dormir et pour positiver. C'est très important. Si cela a inspiré de nombreux Français, c'est vraiment une bonne chose, surtout si ça continue de manière durable.

F G : C'est forcément difficile parce que j'aime l'espace et la liberté et que j'en étais privé. Je suis quelqu'un qui a besoin de grands espaces. Là, on a vraiment changé d'échelle. J'ai appris à faire du sport autrement, à découvrir de manière différente, dans la contrainte, mon corps et l'espace dans lequel je vis. Mais je dois avouer que le déconfinement a agi comme une libération.

Êtes-vous inspiré par d'autres sportifs dans votre relation à la compétition et à la quête de victoire ?

A L C : Oui, je suis beaucoup l'actualité sportive en général. J'apprécie beaucoup les sportifs qui ont eu des parcours en dents de scie, qui ont connu des grandes victoires, des échecs, mais qui ont toujours su rebondir et retrouver les sommets. Je suis très admiratif de quelqu'un comme Tiger Woods. Sportivement, c'est un exemple de détermination et de persévérance. Dans un autre registre, j'apprécie également Roger Federer, qui dégage beaucoup d'élégance et d'humilité. Côté français, j'aime beaucoup Martin Fourcade qui est en exemple à suivre pour nos jeunes qui veulent se lancer dans un sport.

F G : Oui, je regarde beaucoup ce qu'il se fait autour de moi et j'essaye de le faire de la manière la plus globale possible. Je reste persuadé qu'il faut savoir piocher dans d'autres disciplines pour pouvoir s'améliorer. Je ne souhaite pas avoir qu'un seul et unique modèle. Les autres marins sont évidemment pour moi des sources d'inspiration extraordinaires, mais j'aime aussi beaucoup le surf et le paddle. L'univers de la montagne, à la fois proche et lointain du monde de la voile, me plait beaucoup également.

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période en tout point exceptionnelle ?

A L C : Sur moi-même, je ne sais pas vraiment, je n'ai sans doute pas assez de recul pour le dire. Quand je fais un Vendée Globe et que je reviens, l'après-course est une transition un peu difficile au début quand on retrouve la terre ferme, avec pas mal de perte de repères. C'est un peu pareil ici. Après, je pense vraiment que nous avons beaucoup de chance de vivre en France. Nous avons quand même énormément de choses à notre disposition, le plus souvent à portée de main. Il faudrait peut-être que l'on puisse l'apprécier un peu plus. Au-delà de ça, j'ai été très agréablement surpris par le respect des règles sanitaires de la part de nos concitoyens. C'était quand même quelque chose d'assez brutal.

F G : Sur le plan personnel, je pense et je l'espère. Suis-je déjà en mesure de le savoir et de le percevoir ? C'est une bonne question. Ce que je sais déjà, c'est que nous avons de véritables joyaux autour de nous, évidemment au niveau humain, et après au niveau de notre environnement. J'ai personnellement vécu le confinement en famille et c'est une chance. C'est aussi une période où j'ai pu apprendre à mieux découvrir les personnes qui vivent autour de chez moi. Le fait de ne plus prendre le vélo ou la voiture et de se cantonner à une distance de déplacement très réduite oblige à faire beaucoup plus attention à notre environnement restreint. J'habite dans ma maison actuelle depuis une dizaine d'années et j'ai eu l'impression de redécouvrir mon jardin, je n'y avais jamais passé autant de temps. Ce fut un bonheur de pouvoir admirer des choses qui étaient tout près de moi et dont je n'avais pas eu l'occasion de profiter jusqu'ici avec la bougeotte qui me caractérise *(rires)*...

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes... Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

A L C : Comme votre question et votre voix le sous-tendent *(rires)*, je suis assez perplexe sur cette hypothèse que tout pourrait être différent après. J'attends de voir. Chaque chose en son temps. Je remarque qu'il y a de nombreuses bonnes intentions, c'est tant mieux. Certains comportements reviendront assez vite aussi.

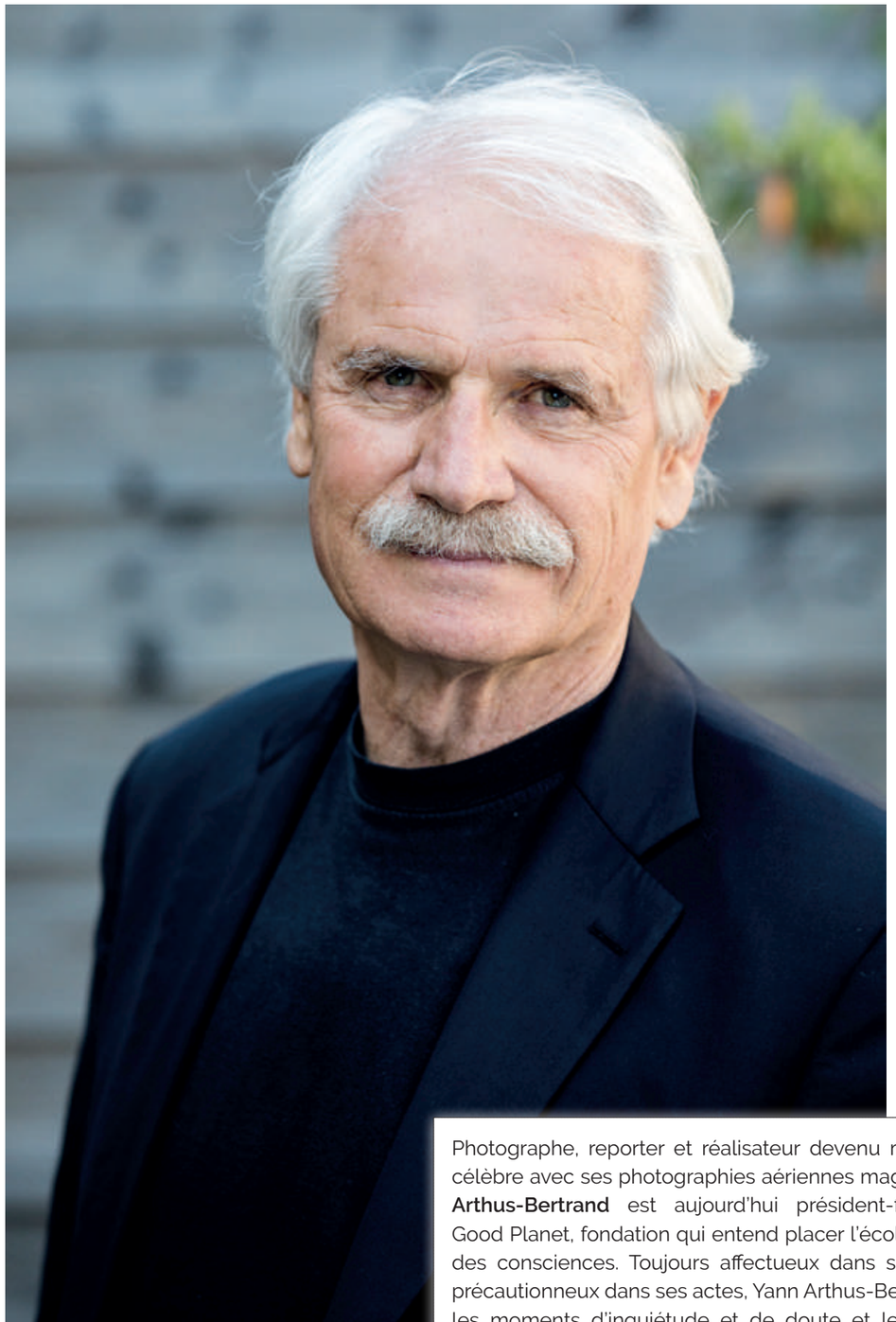
> *Nous avons traversé*
> *une période*
> *très difficile*
>
> *François Gabart*

F G : J'aimerais que chacun ait l'opportunité de trouver ou de créer du sens dans ce qu'il fait. C'est quelque chose qui m'anime depuis pas mal de temps et j'essaye de commencer par moi, c'est déjà pas mal *(rires)*, en essayant d'y inclure le maximum de gens possible. Plus largement, je pense que la course au large un réel rôle à jouer dans notre société. D'abord dans une quête de rêve et d'évasion, pour les marins mais aussi et surtout pour le public, et ensuite dans une perspective plus globale qui doit permettre au monde maritime d'évoluer et de progresser, grâce aux transferts technologiques. Il faut que les innovations dont on profite puissent bénéficier au plus grand nombre. Cela se fait déjà un peu mais il faut aller encore plus loin.

Pour conclure, un message à transmettre à nos concitoyens ?

A L C : D'abord, tirer les enseignements positifs de ce que l'on a vécu. Il ne faut pas prendre cette expérience comme quelque chose de négatif. Ensuite, retrouver un peu de notre liberté, en veillant à ne pas vivre à toute allure mais en prenant le temps de découvrir et d'apprécier le quotidien. Enfin, profiter de ce que l'on a déjà en sa possession, humainement avant tout et matériellement dans un second temps.

F G : Nous avons traversé une période très difficile et, même si je suis de nature positive et optimiste, elle risque de durer quelque temps d'un point de vue social et économique. Il faut essayer, autant que faire se peut, de lever la tête et de voir les choses le plus positivement possible. Dans le cadre d'une course au large, il y a toujours un avant et un après. J'espère qu'on aura tous progressé dans cette épreuve que nous avons vécue et que nous vivons encore. Je pense et j'espère que chacun de nous ressortira de cette épreuve que nous avons vécue, à la fois différent et meilleur. ■



Photographe, reporter et réalisateur devenu mondialement célèbre avec ses photographies aériennes magistrales, **Yann Arthus-Bertrand** est aujourd'hui président-fondateur de Good Planet, fondation qui entend placer l'écologie au cœur des consciences. Toujours affectueux dans ses paroles et précautionneux dans ses actes, Yann Arthus-Bertrand alterne les moments d'inquiétude et de doute et les instants de confiance et d'espérance.

YANN ARTHUS-BERTRAND

« Regarder le monde avec les yeux ouverts »

AUDIENCE : **Votre livre *La Terre vue du ciel* (1999) est un best-seller mondial… Comment vous est venue l'idée de ce reportage photos pas comme les autres ? Vous avez même dû hypothéquer votre maison pour pouvoir financer cet ouvrage…**

Yann Arthus-Bertrand : À trente ans, j'ai décidé de faire une thèse sur le comportement des lions au Kenya, j'ai toujours été fasciné par les lions. Je voulais faire un peu le même travail que faisais Jane Goodall, une primatologue britannique. Je rêvais de dupliquer ce qu'elle avait fait avec les chimpanzés sur les lions. Je suis parti avec ma femme et j'ai pris énormément de photos. J'en ai même tiré un livre, *Lions*, qui est sorti en 1983. Résultat des courses, je n'ai jamais soutenu ma thèse et je suis devenu photographe. Et comme j'étais pilote de montgolfière pour les touristes, j'ai découvert la terre vue du ciel et l'importance de la photographie aérienne. Quand je suis rentré en France, j'ai continué. J'ai fait des livres sur Paris vue du ciel, sur la Bretagne, et beaucoup d'autres régions…

C'est le début d'une longue aventure…

Y A B : En 1992, quand il y a eu la conférence de Rio, la première grande Cop, je me suis dit que ce n'était pas une mauvaise idée de faire un état des lieux de notre planète. Je suis parti un peu à l'aventure, de manière un peu naïve et c'est un travail qui m'a complétement transformé. J'ai compris très vite que je faisais un travail important. J'ai beaucoup ramé à la fin pour trouver les moyens de financer ce projet mais j'étais persuadé que cela en valait à la peine. Je ne me suis pas trompé. Avec La Martinière, ma maison d'éditions, on a fait un livre pas trop cher et les libraires ont adoré. Par chance, aucun musée n'a voulu de mes clichés (rires). J'ai donc cherché un moyen d'exposer et le Sénat a accepté que mes photos soient disposées sur les grilles, à l'extérieur. Et là, ça a été un succès inouï ! C'était peut-être la première fois qu'il y avait une exposition de la sorte, dans la rue. On a eu deux millions de visiteurs qui sont venus. On a alors fait 200 expositions à travers le monde, toujours dans la rue. C'était vraiment incroyable et cela reste un souvenir mémorable. À partir de là, le livre s'est vendu à des millions d'exemplaires et je suis devenu un personnage public. Je suis devenu activiste, à une époque où le dérèglement climatique n'était pas du tout un sujet de discussion. On n'en parlait vraiment pas.

Quel est le plus bel endroit du monde selon vous ?

Y A B : Je ne sais pas si ça veut dire grand-chose. Je suis quelqu'un qui a passé sa vie à photographier les plus beaux endroits du monde et ce qui m'intéresse le plus aujourd'hui, plus que la beauté du monde, c'est la beauté des gens qui m'entourent. C'est pour ça que j'essaye de rencontrer et de discuter avec le plus de monde possible, et c'est pour ça que j'ai fait le film *Human* en 2015, puis *Woman* en 2019. Aujourd'hui, le plus bel endroit du monde c'est chez moi, avec ma femme et mes enfants. Il faut vraiment apprendre à voir la beauté du monde à côté de toi. Elle est partout ! On ne la regarde plus assez. Voir un grand chêne au milieu d'un champ, tout seul, il n'y a rien de plus beau en fin de compte… Après, c'est vrai qu'il y a des endroits auxquels je suis plus attaché que d'autres, comme le Botswana, un endroit absolument grandiose.

Quels changements concrets avez-vous pu observer depuis le ciel ?

Y A B : C'est difficilement perceptible. La différence est beaucoup plus marquante quand tu te places au niveau des satellites. Ce que j'ai surtout vu du ciel, c'est la grandeur des villes, qui n'ont cessé de s'étendre et de prendre de l'importance. Quand je suis né, on était deux milliards. Aujourd'hui, on est huit milliards. C'est une explosion démographique, en très peu de temps. Et c'est ça que tu vois du ciel. C'est le monde. Comme une petite fourmilière.

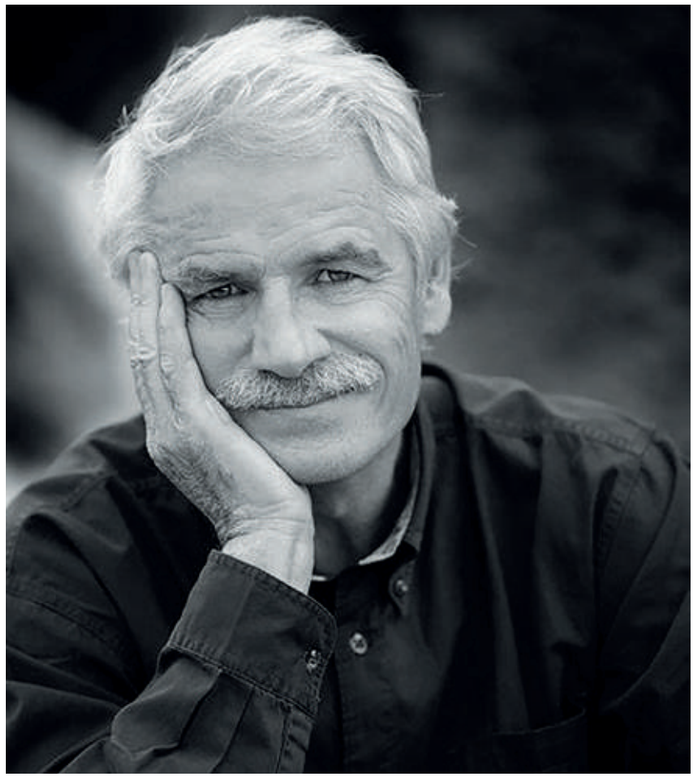
Quels changements politiques aimeriez-vous voir advenir pour que nous soyons en mesure de faire face aux bouleversements climatiques ?

Y A B : Ce n'est pas que je n'y crois pas ou plus, mais la crise économique que nous traversons risque de mettre à l'arrêt beaucoup de bonnes intentions écologiques, même si on a envie de changer les choses. Il ne faut pas rêver, la priorité aujourd'hui, ce sont les emplois. Le pouvoir d'achat, c'est le graal absolu de tout gouvernement. Nous vivons malheureusement dans un monde où le mal est devenu banal. On prend l'avion tous les jours ? Ce n'est pas grave. On mange de la viande industrielle tous les jours ? Ce n'est pas grave. Tout ce qui n'est pas bon pour l'environnement, on le fait quand même. Au milieu de ça, les hommes politiques sont paumés. Ils manquent de courage et de bon sens. Il faut que nous revenions tous à une banalité du bien, en permanence. Agir de la sorte, c'est donner du sens à la vie, d'autant plus dans une telle période. Se battre pour une planète viable, c'est le sens le plus formidable que tu puisses donner à ta vie.

> *Il ne faut pas rêver,*
> *la priorité aujourd'hui,*
> *ce sont les emplois.*

La résignation de Nicolas Hulot à l'automne 2018, n'est-ce pas une terrible défaite pour l'écologie en politique, et pour l'écologie tout court ?

Y A B : Nicolas Hulot n'était tout simplement pas fait pour être ministre. C'était une place impossible pour lui. Être ministre, c'est gérer des pressions dans tous les sens, en permanence et dans l'urgence. J'ai 74 ans, j'ai compris comment ça marche depuis bien longtemps. La force du système l'emporte sur l'individu. En France, on a quand même perdu 30% des oiseaux, 80% des insectes volants. Il faut arrêter les pesticides, basta ! Mais nous n'arrivons pas à le faire…



En 2005, vous avez créé la fondation Good Planet, dont vous êtes le président depuis lors. Quelles sont vos ambitions à travers cette fondation ?

Y A B : Nous voulons sensibiliser et engager un véritable changement. Nous voulons placer l'écologie au cœur des consciences et susciter l'envie d'agir réellement et concrètement pour notre planète et pour tous ses habitants. Nous agissons beaucoup à destination des écoles aujourd'hui. Les images que peuvent avoir les élèves dans leurs classes, ils pourront s'en souvenir toute leur vie. C'est très important à nos yeux.

De manière terre-à-terre, que faire évoluer dans son quotidien en tant que citoyen pour engager ce changement ?

Y A B : Il y a très longtemps que je ne donne plus de conseils. Je pense que les gens savent très bien ce qu'il faut faire et il n'est plus nécessaire aujourd'hui de faire un inventaire à la Prévert des bonnes pratiques pour l'environnement. D'autant que le plus important n'est pas de dire mais de montrer ce qu'il faut faire. Chacun peut et doit faire le nécessaire, à son échelle et dans sa zone d'influence. La chose la plus simple que l'on puisse faire pour commencer, c'est arrêter de bouffer de la viande industrielle à longueur de journée. Ça, s'est clairement en train de détruire notre planète. Depuis que je suis né, la population a été multipliée par quatre et notre consommation de viande par huit. Ce n'est pas tenable.

Quels sont aujourd'hui vos prochains défis ?

Y A B : Je suis en train de faire un film, qui s'appelle France, une histoire d'amour. C'est un mélange de réflexions. On passe notre temps à râler du matin au soir mais nous sommes quand même l'un des plus beaux pays du monde. Ce que nous faisons, les lois sociales, la beauté de notre territoire, nos terroirs, les gens… Tout cela n'est quand même pas si mal. Les Allemands ont une très belle phrase qui dit « *Être heureux comme Dieu en France* ».

> *Il faut partir du principe*
> *que la vie n'a aucun sens.*
> *Que c'est toi qui donnes*
> *un sens et du sens à ta vie.*

En janvier 1986, dans le cadre du Paris-Dakar, vous avez laissé votre place à Daniel Balavoine à bord d'un hélicoptère qui s'écrasera quelques heures plus tard, avec la fin que l'on connaît… Cet épisode a-t-il changé votre regard sur la vie ?

Y A B : Honnêtement, pas du tout. J'ai failli avoir un accident et me tuer à un autre moment. Ma femme n'était pas au courant de ce changement et a cru que j'étais mort toute la journée mais pour le reste, je n'ai personnellement pas eu peur. Rétrospectivement, j'ai perdu quelqu'un auquel je tenais. J'étais copain avec Balavoine. Mais la mort est un questionnement que nous devons avoir. Quand tu vois le décompte des morts que l'on égrenait chaque soir durant le premier confinement, tu réfléchis à la fragilité de la vie. C'est quand même le bien le plus précieux que nous avons. La vie est faite de gens que tu aimes et qui partiront, avant ou après toi…

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période de confinement que nous avons vécue ?

Y A B : J'ai été confronté de près au virus puisque j'ai été infecté. Fort heureusement, j'ai eu une forme bénigne par rapport à d'autres. J'ai été alité presque huit jours d'affilé. Je n'avais jamais autant dormi de ma vie. Je n'ai jamais été inquiet pour autant. C'était une période forcément propice à la réflexion. Il faut partir du principe que la vie n'a aucun sens. Que c'est toi qui donnes un sens et du sens à ta vie. Et quand tu as 74 ans, tu te demandes ce qu'est une vie d'homme réussie. Comme le dit le Dalaï-lama, si tu ne penses pas tous les jours à ta mort, tu n'as pas vraiment vécu.
Au-delà de ça, j'ai passé deux mois formidables à regarder la nature. C'était un plaisir d'être chez moi, de travailler de manière différente. C'était aussi un sentiment étrange d'impuissance, de ne pas servir à grand-chose. C'était également l'occasion de constater que ce qui était en notre possession était la plupart du temps largement suffisant pour vivre et que cela pouvait nous suffire tout court.

Pour conclure, un message positif à transmettre à vos concitoyens ?

Y A B : Un message positif ? ça dépend si j'ai bien dormi *(rires)* ! Je suis un optimiste inquiet. J'ai envie d'inviter chacun à regarder le monde avec les yeux ouverts. Il ne faut pas croire que l'homme va trouver la solution à tout ou que son voisin va faire le nécessaire à notre place. Sinon, on ne fait rien et on se repose inlassablement sur les autres.
L'espoir nous empêche de regarder la réalité en face. 15 000 scientifiques nous parlent quand même d'une terre non viable à la fin du siècle. Il faut s'y préparer. Et s'y préparer, c'est être acteur. Et je vous prie de le croire : agir rend heureux. Et essayer d'être heureux, c'est peut-être la chose la plus importante de la vie. ■

JEAN-FRANÇOIS CLERVOY

« Rien ne se passera jamais comme prévu »

© Novespace

AUDIENCE : **Comment êtes-vous devenu astronaute, métier qui fait assurément rêver dès le plus jeune âge et qui apparaît lunaire et mirifique aux terriens que nous sommes ?**

Jean-François Clervoy : La première chose à savoir, c'est qu'il n'y a pas de chasseurs de tête d'astronautes. Les astronautes ont la démarche personnelle de répondre à un appel à candidature d'une agence spatiale. Le processus se déroule ensuite sur un an, avec une demi-douzaine d'étapes pour être retenu, en sachant que l'on ne recrute pas un astronaute pour une mission spécifique mais pour entretenir un corps actif de personnes prêtes à être désignées pour une mission. Évidemment, pour candidater, il faut le vouloir. Quand j'étais enfant, je rêvais d'aller dans l'espace mais pas d'être astronaute. Aller dans l'espace est un rêve. Être astronaute est un métier. Moi, je voulais juste voir la terre de loin, être en apesanteur, dans un vaisseau qui vole. Je ne réalisais pas du tout que pour faire ça, il fallait développer des compétences dans une profession qu'on appelle astronaute consistant à être opérateur de machines complexes dans un environnement extrême. J'avais chez moi un terrain favorable car mon père était pilote. J'ai toujours été curieux et j'ai toujours adoré tout ce qui vole. Petit, j'ai fabriqué des avions en papier, puis des avions télécommandés, des boomerangs… Quand j'étais enfant, c'était l'époque de Star Trek, la première

Jean-François Clervoy est astronaute et membre de l'Agence spatiale européenne (ESA). Bien avant les exploits de Thomas Pesquet, il a réalisé, de 1994 à 1999, trois missions spatiales avec la NASA et totalise près de 700 heures dans l'espace.

série télévisée dédiée à l'espace. Quand les premiers humains ont posé le pied sur la lune, je venais de terminer le CM2 et notre professeur nous en parlait. J'ai vraiment baigné dans la naissance de l'astronautique. Et quand le Centre national d'études spatiales (CNES), en 1984, alors que j'avais 25 ans, a lancé un appel à candidature, tout le monde m'a dit « *C'est pour toi, tu ne peux pas ne pas candidater !* ». C'est comme ça que l'histoire a commencé… J'ai été sélectionné à 26 ans et je suis de loin le plus jeune sélectionné en Europe et presque dans le monde. J'ai été astronaute actif durant plus de 33 ans et je crois bien que c'est le record mondial *(rires)* !

Quels sont les intérêts des vols dans l'espace, dont le commun des mortels peine parfois à en appréhender les contours ?

J-F C : L'espace force les savoir-faire à se dépasser. Pour faire fonctionner des machines dans l'espace, il faut résoudre des problèmes encore plus compliqués que sur terre. Les températures varient de -200°C à +200°C, selon que l'on soit à l'ombre ou au soleil. C'est le vide total, il y a des rayons cosmiques qui perturbent les processeurs électroniques… Quand on maîtrise le transport spatial, on maîtrise ce qu'il y a de plus dur à maîtriser. L'espace, c'est aussi un enjeu de puissance industrielle et technologique, qui peut rendre fière toute une nation. C'est également, sur le plan purement pratique, extrêmement utile pour beaucoup d'applications dans les télécommunications, l'observation de la terre, la météorologie, la navigation, la recherche. L'espace permet de répondre à nombre de nos besoins quotidiens. Enfin, c'est une source de conquête exceptionnelle. L'espace, c'est un domaine d'exploration fantastique. Comment s'est formé le système solaire ? Comment est apparu le vivant ? Est-ce que la vie existe ailleurs ? Nous pourrons peut-être découvrir la réponse à ces questions un jour grâce à l'exploration. L'espace, c'est aussi le rêve qui inspire les jeunes et les attire vers les matières scientifiques dont on manque cruellement d'experts aujourd'hui dans tous les domaines.

Quelles qualités requises faut-il pour faire un astronaute digne de ce nom ?

J-F C : D'abord, être né au bon endroit, au bon moment et en bonne santé. Mais vous n'y pouvez pas grand-chose. Pour le reste, les études jouent un rôle prépondérant : avoir cinq à sept années de parcours après le baccalauréat dans un domaine scientifique, technique ou opérationnel est un prérequis indispensable. Surtout, il faut avoir un tempérament et un caractère compatible avec le travail en équipe en milieu confiné pendant une longue période. Il faut savoir rester calme en situation inhabituelle, gérer le stress sans paniquer et, surtout, avoir envie de le faire.

Fort de trois voyages dans l'espace, vous avez vécu des centaines d'heures au-delà des limites de notre Terre… Quels sont les sentiments qui vous ont animé durant ces "voyages" et qu'en retirez-vous aujourd'hui ?

J-F C : Ce furent des missions très concentrées, avec un objectif très précis, des vols très intenses, d'une dizaine de jours à chaque fois, et dans mon cas très différents. Le premier, à basse altitude et à haute inclinaison d'orbite, orienté presque tout le temps sur le dos, dédié à l'étude de la composition de l'atmosphère terrestre. Le deuxième, à plus haute altitude, un peu moins incliné par rapport au plan de l'équateur, pour ravitailler la station spatiale russe Mir et au passage échanger un membre d'équipage. Et le troisième, beaucoup plus haut, à plus de 600 kilomètres, pour aller réparer le télescope Hubble qui était en panne totale. Trois missions très différentes et trois missions mémorables, surtout après coup. Pendant la mission, c'est assez frustrant car on est entièrement concentré et focalisé sur les tâches qui nous ont été confiées. D'ailleurs, quand on a demandé à Neil Armstrong comment c'était sur la lune, il a simplement répondu qu'il faisait juste son travail. Si on ne prend pas sur le temps de sommeil ou le peu de temps libre que nous avons pour prendre du recul et réaliser qu'on est vraiment en train de faire un truc de dingue, nous n'avons pas le temps de laisser germer les émotions et de réfléchir à notre condition d'humain qui vit cette expérience extraordinaire. Mais si on prend ce temps, par exemple pour regarder la terre et réfléchir à tout ça, c'est bouleversant. C'est énorme. Avec du recul, quand je regarde les photos de mes missions, j'ai l'impression que c'était dans une autre vie, dans un univers parallèle…

Comment gérez-vous un tel défi une fois à bord, tant psychologiquement que physiquement ?

J-F C : Sur le plan physique, ce n'est pas un immense défi pour être franc. C'est un peu une idée reçue que peuvent avoir les gens de l'extérieur. Les tout premiers vols étaient un peu des vols de cowboys mais c'est fini tout ça. Et je peux vous dire que 90% des gens pourraient très bien supporter un vol spatial. Physiquement, ça n'est pas du tout éprouvant. Tout le monde peut supporter trois ou quatre g de l'avant vers l'arrière. Alors que tenir neuf à dix g le long de la colonne vertébrale dans un avion de chasse en combat aérien est autrement plus physique qu'un vol spatial. Les astronautes dans les centrifugeuses, ça n'existe plus ou juste une fois pour voir à l'avance à quoi ressemble le décollage. J'en ai fait régulièrement il y a trente-cinq ans mais ça ne se fait plus aujourd'hui. La dernière promotion que l'on a sélectionnée il y a dix ans et dont j'étais membre du jury n'a effectué aucun test dit physiologique spécial : pas de chambre d'altitude à vide, pas de table basculante, pas de centrifugeuse, pas de tabouret tournant… Durant la montée et la rentrée, pendant une dizaine de minutes, nous sommes engoncés dans des combinaisons, nous sommes tassés, nous subissons deux ou trois g. Quelqu'un qui n'a jamais fait ça de sa vie se sentira agressé physiquement. Mais ça ne fait pas mal. C'est supportable. Ce qu'il y a d'éprouvant, ce sont les sorties dans l'espace. Ça c'est physique. Il faut être en très bonne forme physique, le scaphandre est gonflé à l'intérieur et dehors c'est le vide, il y a une surpression par rapport à la pression extérieure ce qui rend le scaphandre difficile à mouvoir.
Sur le plan psychologique, cela se passe bien, parce qu'on l'a voulu et que nous nous savons et nous nous sentons prêts. On consacre plus de la moitié du temps de préparation à la mission à de la prévention sur des scénarios de pannes ou d'anomalies qui pourraient survenir durant le vol. On passe 70% de notre temps dans des simulateurs à haute-fidélité où nous reproduisons des phases de la mission que nous nous apprêtons à réaliser. Dans les deux-trois mois qui précèdent le décollage, on a le droit à simultanément la fuite d'air, la fuite de carburant, le feu à bord, le manche de pilotage qui ne répond plus, un court-circuit… Et il faut trouver la solution. Mais on est très fort, on y arrive. On a fini par atteindre un niveau d'excellence maximum. Au moment où on part, on se sent prêt à faire face à toute situation différente de celle qui est normalement prévue. À la limite, si tout se passe comme prévu, on est presque surpris. Dans le simulateur, quelques semaines avant le décollage, vous entendez parfois dans le cockpit : « *Ah chouette, une panne ! » (rires)*. On est conditionné aux pires pannes qui puissent arriver. La préparation psychologique est sous-jacente à une préparation opérationnelle poussée, à des scénarios de pannes qui sont de plus en plus complexes au fur et à mesure de l'entraînement. Nous sommes dans

> *À la limite,*
> *si tout se passe*
> *comme prévu,*
> *on est presque surpris*

les starting-blocks à tout moment. Au moins un an avant le décollage, nous sommes désignés pour la mission et nous sommes tous mis dans le même bureau en *open office*. Nous apprenons à bien nous connaître sur le plan des personnalités et des compétences respectives. Quand vous voyez votre collègue, vous imaginez derrière son conjoint et ses enfants. Nous sommes une famille. On se rend service mutuellement naturellement.

Comment vous sentez-vous une fois revenu sur la terre ferme ?

J-F C : On se sent physiquement très lourd et désorienté. Nous avons perdu le sens de l'équilibre, on ne peut pas rester debout tout seul. On a interdiction de conduire pendant plusieurs jours. Physiologiquement, on sent que l'on a été bien affecté durant le vol. Au bout de deux mois, tout est oublié et nous avons déjà envie de repartir. Sur le plan psychologique, on ressent une grande satisfaction d'avoir accompli notre mission avec succès.

Vous êtes aujourd'hui dirigeant de la société Novespace, rattachée au Centre national d'études spatiales (CNES), qui organise des vols paraboliques à bord d'un Airbus A310, le "AIR ZERO-G" piloté par Thomas Pesquet… Quels sont vos objectifs et ambitions ?

J-F C : Notre objectif est de satisfaire la demande de la communauté scientifique. Nous sommes aujourd'hui dix employés et sommes propriétaire et opérateur de l'avion, avec les autorisations de l'aviation civile française et européenne. Nos clients sont les agences spatiales qui sélectionnent les chercheurs invités dans notre avion en fonction du mérite scientifique de leur travaux nécessitant l'accès à un véritable état d'apesanteur. En amont des campagnes de vols, nous les aidons pendant six mois à adapter leur matériel expérimental, pour qu'il soit compatible avec les contraintes électriques et mécaniques imposées en aéronautique. On leur offre une bonne demi-heure d'apesanteur, en plusieurs sections de paraboles de vingt-deux

secondes chacune. Vous allez me dire que c'est très court mais dans tous les domaines de la recherche il y a quantité de phénomènes intéressant à étudier qui se suffisent de vingt-deux secondes continues d'apesanteur. 80% des chercheurs qui montent dans notre avion n'ont d'ailleurs pas besoin d'aller dans l'espace pour produire et publier les résultats. Les conditions que nous leur offrons sont suffisantes. Les 20% restants montent dans notre avion pour qualifier leur matériel avant de l'envoyer dans l'espace.
À côté de cette activité scientifique, j'ai obtenu en 2012 l'autorisation d'ouvrir les vols au public. C'est évidemment une toute autre configuration : l'avion est vide et les personnes embarquent pour s'envoyer en l'air *(rires)* ! Nous organisons entre quatre et huit vols de ce type par an. Ce sont généralement des vols privés réservés individuellement mais sont parfois entièrement privatisés par une entreprise. Tom Cruise, pour un caprice personnel, coproducteur du film La Momie, voulait absolument une scène de cascade en apesanteur réelle. Il nous a commandé cinq vols : un pour mettre au point l'ensemble avec des doublures et quatre pour lui-même. On a aussi eu Lego qui nous a commandé un vol pour un film publicitaire, une chaîne internet chinoise pour une émission de télé-réalité, ou les champagnes Mumm pour démontrer le fonctionnement de leur bouteille spécialement conçue pour servir le champagne en apesanteur. Dans ce cadre, j'ai pu faire la course avec Usain Bolt en gravite lunaire dans notre avion. Évidemment, je l'ai laissé gagner (rires) ! Ça permet de créer de très bons ambassadeurs du spatial. Tous ceux qui ont volé à bord de notre avion en sont ressortis ébahis et comblés. Je me souviens d'un pilote d'hélicoptère qui avait 20 000 heures à son actif et qui me dit dans le cadre d'un diner de gala alors qu'il ne s'avait pas qui j'étais : « *C'est l'expérience de ma vie !* ». Notez que tous les bénéfices des vols privés sont reversés aux clients des vols scientifiques qui restent notre priorité. C'est ainsi une façon de financer en partie la recherche publique par des fonds privés.

Quelles similitudes et différences pointez-vous entre le confinement d'un vol spatial et le confinement que nous avons vécu ?

J-F C : Quand on part dans l'espace, on nous confie une mission. Personne ne nous oblige à accepter. Une fois que l'on accepte, le sentiment de l'engagement et le sentiment du devoir sont très forts. On s'y prépare depuis longtemps, on a le temps de voir venir les choses. Ce n'est pas quelque chose de subit. Le confinement n'a pas grand-chose à voir non plus : dans le cadre d'un vol, nous vivons un confinement entièrement étanche alors que nous avions quand même le droit de sortir de chez nous pour le confinement lié à la crise sanitaire, et tous les jours. En plus, dans l'espace, on aime le confinement, on le souhaite, il joue la fonction d'abri pour nous par rapport au milieu extérieur.
Sur le plan du comparable, je dirais qu'il y a dans les deux cas une raison du confinement pour atteindre un objectif, et le besoin d'organisation du temps et de son espace de vie et éventuellement de télétravail. Nous pouvons également dire que nous sommes très connectés dans les deux situations. Quand nous partons en mission, nous sommes en lien avec le sol en permanence. Et pour les personnes confinées, l'immense majorité avait le téléphone et internet, ce qui a permis de rester connecté avec à peu près n'importe qui et n'importe quand.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

J-F C : Nous devrions toujours avoir en tête que personne ne peut prévenir l'avenir. On peut essayer de le rendre possible, comme disait Saint-Exupéry, mais rien ne se passera jamais comme prévu. Il ne faut jamais l'oublier. S'il y a une loi des plus universelles, dans tous les domaines, que ce soit dans l'économie, la politique, le business, les relations sociales, la santé, c'est l'évolution. Tout évolue. Et c'est ce qui fait que nous avons encore du vivant sur terre. Quand tout va bien, que le boulot va bien, que la famille va bien, que les relations avec les copains vont bien, que la santé va bien, on aime se convaincre que tout restera ainsi éternellement. On l'espère et c'est confortable. Mais il faut être prêt au changement, toujours se dire que demain pourra être différent. À l'image de la réalité de nos missions spatiales dont nous changeons tous les jours quelque chose dans le plan de vol. Pour le monde d'après, j'espère donc que nous allons savoir tirer les leçons de notre manque de préparation et savoir faire preuve d'expérience. L'expérience, c'est ce que l'on retient des erreurs auxquelles on a survécu. Si vous n'avez jamais tenté quelque chose de nouveau, si vous n'avez jamais cherché à vous adapter au changement ou à changer, vous n'avez alors jamais fait quelque chose de vraiment difficile et vous n'avez probablement pas connu d'échec ni d'erreur dont vous pourriez tirer les leçons. Vous n'avez donc pas acquis d'expérience. L'échec est souvent la clé de la réussite finale, qui arrive dans un second temps. L'audace est donc nécessaire pour "grandir", c'est accepter de faire les choses différemment, c'est tenter, c'est oser, quitte à échouer parfois mais pour mieux réussir ensuite. ■

SÉBASTIEN BOHLER

« Notre **cerveau** est clairement le **champ** de **bataille** des prochaines années »

Journaliste, chroniqueur, conférencier et écrivain français, **Sébastien Bohler** est rédacteur en chef du magazine *Cerveau & Psycho*.

AUDIENCE : **Nombre d'acteurs nationaux, à commencer par le chef de l'État, ont employé un ton martial pour décrire la période que nous avons vécue et n'ont cessé de filer la métaphore guerrière… N'est-ce pas psychologiquement déroutant pour la population ?**

Sébastien Bohler : Les études nous montrent que la préoccupation personnelle première des personnes dans une telle perspective est la protection des individus, et plus particulièrement la sienne et celle de son cercle privé : sa famille, ses proches, ses amis. La métaphore basée sur la communauté nationale ou sur la solidarité d'une nation en guerre contre un ennemi arrive en huitième ou neuvième position. Ce qui préoccupait les gens durant le confinement n'était pas de se savoir en guerre ou non, ou de se sentir dans une grande entité nationale contre un fléau mais plutôt d'assurer sa propre protection et celle de ses proches. L'emploi de cette tonalité martiale est une erreur de ciblage psychologique. C'est un choix qui a été fait dans l'urgence de la communication politique, invalidé par la suite.

Les professionnels de la psychologie cognitive ne devraient-ils pas dès lors investir la scène politique ?

S B : La question se pose. Les professionnels des sciences sociales et cognitives essayent de militer pour une plus grande prise en compte de leurs champs de connaissances. Cela pourrait véritablement inspirer certaines décisions politiques, notamment sur le plan de la communication, ou du moins éliminer et mettre de côté celles qui sont manifestement vouées à l'échec. En France, c'est un questionnement assez peu développé et peu pris en compte par les cercles du pouvoir. Ça l'est davantage dans d'autres pays, comme au Canada par exemple, dans le domaine de l'éducation, avec des expérimentations systématiques sur le terrain. Ce n'est pas une idéologie qui va décider de mettre en place telle ou telle méthode mais un résultat expérimental qui justifie qu'on le mette en avant sur le plan politique. En France, la culture scientifique dans la prise de décisions n'est pas encore assez valorisée. Nous devons faire quelque chose.

Nous rêvons de transhumanisme et d'immortalité mais n'avons pas été capables de livrer un masque à notre population dans un laps de temps décent. N'avons-nous pas perdu le sens des priorités dans notre course effrénée au progrès ?

S B : Nous avons perdu le sens des priorités, c'est une évidence. Vous pointez ici la question du transhumanisme, qui est un point particulier. La science de pointe et les experts scientifiques du domaine nous disent que les promesses du transhumanisme sont de purs fantasmes livrés à l'opinion publique. C'est de la non-science aujourd'hui. Mais la question demeure : nous remarquons des projets scientifiques très développés, très onéreux, très pointus qui sont mis en avant alors que dans le même temps le fait de subvenir aux besoins concrets des patients, à titre d'exemple, ne suit pas à grand échelle. Dans le domaine de l'imagerie cérébrale, nous avons d'un côté les scanners les plus puissants du monde pour analyser l'activité du cerveau en détail, mais de l'autre, pour l'accès du patient lambda à une IRM en milieu hospitalier, nous avons le niveau d'équipement de la Grèce et on est sept fois moins équipés que l'Allemagne. Cette dichotomie est un mal très profond en France. C'est un peu la politique du TGV : la technique de pointe pour en mettre plein les yeux mais pour la couverture et le maillage pragmatiques et efficaces du territoire, il y a bien souvent une pénurie et un sous-équipement. Les priorités ne sont pas mises où il faut dans un certain nombre de domaines.

Dans votre livre *Le Bug humain* (Robert Laffont, 2019), vous racontez que le désordre écologique de notre monde s'explique par les mécanismes cérébraux archaïques chez l'homme…

S B : Si vous prenez la problématique de la destruction des équilibres du vivant, de l'érosion de la biodiversité, des émissions continues de gaz à effet de serre qui menacent le climat et l'avenir de la planète, nous sommes face à une contradiction. D'une part, tout le monde sait très bien ce qui est en train d'arriver, tout le monde sait très bien que notre mode de vie et notre recours aux énergies fossiles sont en train de causer une catastrophe pour les générations futures. D'autre part, concrètement, la croissance reste le dogme et la consommation reste l'alpha et l'oméga de la réalisation de soi. Nous sommes incapables d'accorder nos actes à la connaissance que nous avons des enjeux. Cette contradiction-là, si nous la posons sur le plan du fonctionnement du cerveau humain, on s'aperçoit que notre cerveau est porteur d'une contradiction dans sa structure même. D'un côté, il possède un noyau de neurones, le striatum, qui imprime des désirs, et notamment des désirs de consommation, d'augmentation de l'estime de soi, d'affichage de son statut social, qui nous pousse à consommer sans arrêt. De l'autre côté, une autre structure du cerveau, qui s'appelle le cortex, est, elle, capable de prendre conscience des problèmes auxquels on sera confronté dans dix ou vingt ans. Entre ces deux structures, malheureusement, celle qui gagne le plus souvent, c'est celle qui imprime nos désirs, celle du striatum. C'est une partie de notre cerveau qui est ancestrale, déjà présente bien avant l'éclosion de l'humanité chez les primates, et qui nous pousse à consommer de la nourriture, du sexe, à augmenter notre statut social… Ce fonctionnement nous plonge dans une situation mortifère dont nous n'arrivons pas à nous sortir.

Pourrions-nous, à moyen terme, corriger ce bug avec les NBIC, voire les implantations cérébrales, qui ont notamment le vent en poupe du côté de la Silicon Valley ?

S B : Les technologies des NBIC ne sont à ce jours absolument pas réalistes pour intervenir sur le cerveau humain. Les circuits dont nous parlons sont vraiment à la base de nos désirs et de nos envies. Si on nous enlève ça, il ne nous reste plus grand-chose de la vie. Tout l'enjeu est de donner du sens à cette force qui vient de notre striatum et de ne pas en faire quelque chose de destructeur. Aujourd'hui, si nous voulions contrecarrer ces circuits cérébraux avec des moyens technologiques, on ne saurait vraiment

pas comment faire. Si on bloque cette partie du cerveau, on bloque tous les désirs, on bloque toutes les envies et on sait très bien ce que cela donnerait grâce à des états cliniques chez des patients où cette partie du cerveau est bloqué et détruite en partie, suite à des accidents vasculaires-cérébraux par exemple. Ça nous donne des personnes qui ne peuvent plus se prendre en charge, qui ne se lève plus le matin, qui ne s'alimente plus… Il ne peut pas y avoir de vie autonome sans ce circuit-là.
Si on veut concevoir des approches censées sur le plan biologique, il faut bien comprendre ce dont on a besoin. Cette partie du cerveau nous fait rechercher de la nourriture, des relations sexuelles, du statut social, de l'information, du confort, et elle nous le fait rechercher sans arrêt, de façon incrémentale, en boucle, parce que ça nous procure du plaisir. Ça nous procure du plaisir parce que ces actions et ces comportements libèrent une molécule du cerveau qui s'appelle la dopamine. C'est cela que nous recherchons en permanence. Quand on achète un produit qui nous plait, quand on réserve une destination de vacances, quand on essaye de séduire quelqu'un, on reçoit une récompense sous forme de plaisir par cette molécule qu'est la dopamine. On ne peut pas faire sans. Quelque part, toutes nos actions doivent se terminer par une libération de dopamine. Dès lors, la question n'est pas "comment bloquer la dopamine ?", mais plutôt "comment l'obtenir d'une façon qui ne réduisent pas à néant nos perspectives d'avenir ?". Là, ça devient intéressant. Car plusieurs approches suggèrent que l'on peut obtenir cette dopamine d'une façon écologique. Ou du moins avec un moindre impact sur notre environnement.

Comment obtenir cette dopamine de manière plus écologique ?

S B : La première voie, c'est d'utiliser notre cerveau non pas pour construire des appareils toujours plus performants pour nous faciliter la vie et qui sont très coûteux pour notre planète mais pour augmenter

> *Toutes nos actions doivent se terminer par une libération de dopamine*

notre niveau de conscience et être conscient de ce qui nous entoure. C'est être capable, en voyant le soleil se coucher, de dire « *C'est beau !* ». C'est un acte mental. C'est un moment où notre conscience s'allume, où l'on est présent. À ce moment-là, on est capable d'obtenir du plaisir, du bien-être, dans des moments peu ou pas du tout coûteux pour notre environnement, qui n'ont pas besoin de consommer beaucoup de matières premières ou avec un très faible impact carbone. Cela nécessite de se poser et de se réapproprier la profondeur du temps. L'exemple qui permet de bien s'en rendre compte, c'est l'alimentation. Si vous mangez de façon un peu machinale, devant un écran, en piochant dans un paquet de chips, c'est votre striatum qui veut vous donner de la dopamine simplement en ingérant toujours plus de façon automatique. Mais si vous y réfléchissez bien, vous n'êtes pas en train de savourer de manière consciente, parce que votre attention est ailleurs. Elle est captée par ce que vous voyez à l'écran. De ce fait, la saveur des choses passe un peu inaperçue. Les études montrent d'ailleurs qu'on absorbe à peu près 50% à 70% de calories en plus quand on mange de la sorte devant son écran, sans être véritablement présent à la saveur des choses. L'enjeu est de remobiliser notre capacité de conscience sur la saveur de ce que l'on est en train de goûter. Dans ce domaine, un exercice facile d'accès consiste à prendre une chips, un grain de raisin, ou tout autre aliment, de prendre le temps de le regarder, de le sentir, de le mettre dans votre bouche, de ne pas l'avaler tout de suite, de bien prendre conscience des saveurs, de prendre le temps de mâcher, de mastiquer, d'avaler… Ces actions prennent du temps et pendant tout ce temps vous avez de la dopamine qui circule dans votre cerveau et vous avez du plaisir avec, finalement, peu de quantité de stimulation. L'enjeu est là : plus de plaisir, moins de quantité de stimulation. C'est plus d'expérience consciente du monde avec moins de prélèvement de ressources matérielles. Dans cette optique, les exercices de pleine conscience peuvent vous y aider. Évidemment, c'est une démarche personnelle, c'est de la discipline, c'est une chose qu'il faut faire régulièrement et qui prend du temps. Et, malheureusement, du temps, nous en avons de moins en moins. Nous vivons dans une société dont

> *Il faut réapprivoiser l'inaction et savourer les choses discrètes*

les rythmes s'accélèrent sans arrêt, qu'ils soient professionnels ou personnels. Le confinement est venu nous présenter une autre réalité mais globalement la tendance est à l'accélération. Si nous voulons aller vers le redéploiement de la conscience, il va falloir se demander comment retrouver du temps. Et comment accepter de vivre dans un temps long. Nous avons été habitués à aller vite et bien souvent, aujourd'hui, quand on est devant des moments de flottements ou des moments où on a du temps, nous prenons ça comme une espèce d'infirmité. Nous n'aimons pas ça et les expériences nous montrent même de manière impitoyable que nous préférons tripoter un bouton qui nous envoie des décharges électriques plutôt que de rester sans rien faire. Il faut réapprivoiser l'inaction et savourer les choses discrètes, retrouver la sensibilité.

La deuxième voie, c'est d'avoir de la dopamine non pas en se stimulant soi-même en gagnant toujours plus, en achetant une autre voiture, en allant dans un bon restaurant ou en partant à l'autre bout de la planète, mais plutôt en donnant, en partageant. La preuve est faite que ça fonctionne puisque l'on constate que le cerveau est capable de libérer de la dopamine exactement de la même façon quand on donne et quand on accapare des bénéfices personnels. C'est très frappant parce que ça veut dire que l'altruisme peut libérer un plaisir profond. On peut d'ailleurs noter que la libération de dopamine s'observe principalement chez les femmes et beaucoup moins chez les hommes, en raison des différences éducationnelles et notamment du rôle que l'on donne aux petites filles dès le plus jeune âge par rapport au fait de partager, de faire preuve d'empathie, et de sollicitude. Et ça, c'est absolument fondamental parce que cela veut dire que nos circuits cérébraux sont malléables et que si on relie la valeur d'un individu en société au fait de partager et de valoriser l'altruisme, alors on va forcer son striatum à libérer de la dopamine. Le cerveau a un schéma de base de fonctionnement que la société, la norme ou le discours social peuvent moduler et reconfigurer. Il faudrait valoriser véritablement les individus altruistes et leur donner une place centrale dans la société.

La troisième voie, c'est d'obtenir de la dopamine par des moyens totalement dématérialisés, sans impact carbone, par la pure connaissance. Les données de l'imagerie cérébrale montrent que le fait d'acquérir de nouvelles connaissances, de découvrir des choses nouvelles, de travailler notre curiosité, provoque la même libération de dopamine que lorsqu'on achète le dernier smartphone ou que sais-je d'autre. C'est quelque chose de fabuleux parce que cela veut dire que nous pourrions vivre dans une sorte d'addiction au savoir qui serait évidemment beaucoup moins coûteuse pour notre environnement naturel et nous amènerait probablement à le respecter davantage.

Quel regard portez-vous sur les réseaux sociaux, qui semblent jouer un rôle ambivalent : ils nous permettent de maintenir un lien social évident et rassurant mais sapent toujours plus notre attention…

S B : Les réseaux sociaux activent pour une bonne partie d'entre eux un des ressorts fondamentaux du striatum : le statut social. Nous allons recevoir de la dopamine à chaque fois que nous arrivons à nous élever un peu dans une hiérarchie sociale, qu'elle soit réelle ou virtuelle. Notre cerveau a été programmé pour ça puisque ça a été un critère de survie pendant des millions d'années. Dès qu'on a l'impression d'avoir un statut comparativement élevé par rapport aux autres, notre striatum nous récompense. Ce que nous allons chercher sur les réseaux sociaux, et notamment sur Facebook ou Instagram, c'est une espèce de cotation sur un marché soit de l'amitié, soit du prestige, dans des communautés virtuelles. On va chercher des likes, c'est notre carburant, cela nous rassure sur notre estime de soi et on rassure notre striatum sur le fait que l'on arrive à se positionner dans une hiérarchie virtuelle. L'imagerie cérébrale nous montre que la différence entre une personne qui reçoit des likes et une autre qui en perd est radicale. À chaque like gagné, la dopamine grimpe, à chaque like perdu, la dopamine baisse. On est complétement esclave de ça une fois qu'on est rentré dans ce mécanisme. Il y a une addiction qui se forme et on finit par se remettre en question constamment dans une espèce de bourse de l'égo. Les réseaux sociaux sont de ce point de vue extrêmement néfaste. C'est quelque chose qui joue contre l'enjeu principal qui est de trouver un équilibre et un bien-être avec peu de stimulations et un temps plus apaisé, plus long. Face au diktat de la gratification instantanée, il faut récupérer notre capacité d'attente. Quand il s'agit de se limiter dans nos comportements de consommation, il s'agit de le faire pour un bénéfice futur, qui aura lieu dans dix ou vingt ans. Malheureusement, notre striatum privilégie toujours l'instantané, les récompenses dans l'instant et s'avère complétement aveugle aux enjeux futurs. Et avec ces réseaux sociaux, on renforce toutes les conditions pour nous rendre encore plus aveugles au futur. C'est vraiment ça qui faut mettre sur la table aujourd'hui. C'est un enjeu central.

Comment gérer ses ressources attentionnelles et plus globalement protéger son cerveau de ces innombrables et perpétuels stimuli numériques ?

S B : On peut décider d'avoir une bonne hygiène numérique : utiliser les réseaux sociaux avec parcimonie, pour des objectifs pratiques, pour prendre des nouvelles des autres quand on en a besoin ou quand on ne peut pas le faire physiquement, comme cela a été le cas durant le confinement par exemple. Il faut toujours faire la différence entre utiliser ces supports comme moyen pour des objectifs humains défendables et le fait de les utiliser comme une distraction dans une logique qui sera celle d'augmenter sans arrêt les doses. C'est le vrai danger : quand on a chaque jour sa dose de likes, si elle reste constante, les neurones de notre striatum finissent par arrêter la libération de dopamine. C'est ce que l'on appelle l'habituation hédonique. C'est le cas pour les réseaux sociaux mais c'est le cas partout ailleurs. Savoir pourquoi on utilise les réseaux sociaux est un prérequis indispensable à toute utilisation raisonnable et raisonnée. Une fois que l'on sait pourquoi, on peut le faire de manière éclairée et limitée. La seconde étape est d'arriver à retrouver sa capacité à vivre sans ou à réduire les doses, à retrouver des satisfactions plus discrètes, à se sentir bien sans se connecter sans arrêt à son compte, mais simplement en allant faire une balade, en discutant avec un ami, en lisant un livre, en écoutant de la musique… Des programmes de rééducation cérébrale existe. Si vous avez pour habitude de faire une chose immédiatement en rentrant chez vous, la prochaine fois, attendez une minute avant de le faire. Pendant cette minute, vous allez attendre, vous allez lutter. Vous allez refaire fonctionner les connections cérébrales qui permettent de lutter contre votre striatum. Le lendemain, passez à deux minutes, et ainsi de suite. En rallongeant le temps de jour en jour, de semaine en semaine, vous allez recommencer à redévelopper des neurones qui permettent de tempérer l'action de votre striatum et de retrouver une maîtrise de soi. Et, finalement, retrouver une part de liberté par rapport à ces stimuli qui vous tyrannisent d'une certaine façon. C'est une méthode qui existe pour les cas les plus sévères mais avoir conscience de ces mécanismes peut aider n'importe qui.

> *Savoir pourquoi on utilise les réseaux sociaux est un prérequis indispensable à toute utilisation raisonnable et raisonnée*

Pouvons-nous lutter contre notre cerveau ? Comment faire concrètement ?

S B : Nous ne pouvons pas lutter contre notre cerveau mais contre une partie de notre cerveau, le cortex préfrontal, qui est la partie chimique. C'est la seule partie de notre cerveau qui a la capacité de littéralement lutter contre les autres parties du cerveau qui voudraient agir de façon inconsidérée, impulsive ou instinctive. C'est une capacité cognitive qui s'appelle l'inhibition. Nous pouvons donc aller contre nous-même, contre nos préjugés, penser contre nous-même. C'est possible. À ce titre, le confinement que nous avons vécu a été un incroyable laboratoire de neurosciences. C'est un moment où des millions d'individus ont bloqué leur striatum. Tous les instincts de plaisir, de consommation, de mouvement, de liberté ont été inhibé par le cortex préfrontal. Le striatum a été mis en cage. C'est une notion importante à retenir : nous sommes capables de le faire et cette capacité peut être entraînée. Cette capacité est notamment liée à l'éducation que nous avons reçue. Les enfants que l'on entraîne à résister à des plaisirs instantanés, à qui on ne passe pas tout de façon automatique, que l'on force à patienter avant d'avoir une gratification ont ensuite un meilleur cortex préfrontal et plus tard ont les meilleures carrières professionnelles, la meilleure réussite dans leur vie personnelle et le moins de troubles psychopathologiques. La maîtrise de soi compte énormément. C'est cette partie-là qu'il faut développer. Il faut insister les plus jeunes à résister à leurs envies du moment. Quand on est un adulte accompli, il faut se prendre en main soi-même, c'est-à-dire qu'il faut déjà se rendre compte que l'on est parfois gouverné par des impulsions et avoir la volonté d'y travailler. L'auto-discipline est un véritable effort, les instincts et les impulsions du striatum sont très fortes.

Que diriez-vous à un chef d'entreprise aujourd'hui ?

S B : Ce que va rechercher un salarié dans son activité, et nous sommes dans le ressort de la motivation, c'est le besoin de reconnaissance et de valorisation. Il ne faut jamais l'oublier et le management doit évidemment l'inclure. Tous les types de management par le contrôle, par la vérification, le tracking, cela va à l'encontre même de la biochimie du cerveau et cela ne peut pas donner de bons résultats sur le long terme. Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a pas de règles. Et la valorisation, ce n'est pas que le salaire. Ce sont aussi les mots, les témoignages de reconnaissance, les rituels, les repas… Il est primordial de donner de la

> *Quand nous trouvons du sens, notre cerveau est apaisé. Quand on n'en trouve pas, il commence à surchauffer*

certitude aux personnes qui travaillent avec vous. C'est un enjeu d'attraction des talents.
Il faut aussi veiller à promouvoir et à préserver la notion de sens. Notre cerveau nous pousse aussi à chercher et à trouver du sens dans ce que nous faisons et entreprenons dans nos activités, dans notre existence et nos relations aux autres. Le monde du travail n'y échappe évidemment pas. Quand vous arrivez à donner un sens à l'action collective et à la mission de l'entreprise, vous protéger le salarié contre la démobilisation, les arrêts maladie, le burn-out… Le sens est extrêmement protecteur. Quand nous trouvons du sens, notre cerveau est apaisé. Quand on n'en trouve pas, il commence à surchauffer et à libérer des hormones du stress. C'est d'autant plus essentiel aujourd'hui car tout le monde s'interroge sur la manière dont nous allons pouvoir continuer après cette crise et en prévision des autres crises environnementales qui vont arriver. C'est donc ce que je dirais à un dirigeant : valorisez et donnez du sens !

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* », chacun y allant de son pronostic et de ses ambitions prospectivistes… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?
Nous n'avons pas encore exploité l'intégralité des ressources du cerveau humain. J'ai évoqué la piste de la pleine conscience mais je ne pense pas que ce soit un objectif réaliste à l'échelle de toute la population. C'est un idéal personnel que l'on peut poursuivre mais qui semble utopique sur le plan collectif. Je pense que faire de la connaissance le pilier de notre civilisation est plus à portée de main. Si nous mettons ça entre les mains de nos enfants, ils peuvent véritablement s'en nourrir, sans demander autre chose et sans se préoccuper de savoir quelle importance ils peuvent acquérir par des possessions ou de l'argent. Ils pourraient être extrêmement heureux s'ils ont en face d'eux des adultes qui leur transmettent la passion du savoir, de la compréhension. Le savoir, c'est le patrimoine de l'humanité, nous disait Pasteur. C'est quelque chose qui est à la portée de tous. Il est aujourd'hui tellement à la protée de tous que nous ne savons même plus où aller le chercher. Il faut repenser cette économie de la connaissance. Pour ce faire, il faut une politique qui investisse massivement dans l'enseignement. La tendance est malheureusement plutôt au désinvestissement. C'est sinistré, c'est malheureux, c'est dramatique. Mais ça peut vraiment être un élan fantastique si nous corrigeons le tir. Et ce n'est pas impossible. C'est même un devoir moral à mon sens.
Nous sommes aujourd'hui face à un mur. L'humanité ne sait pas si elle existera encore dans un siècle. Les personnes qui en ont vraiment conscience se demandent désormais où chaque geste va pouvoir nous emmener. Découvrir qu'il existe dans notre cerveau un capteur de sens qui va décider ou non si notre existence est réussie ou pas, ça doit nous interpeler. Et quand on pose la question « *D'où vient le sens ?* », on se rend compte qu'il nous vient d'un sentiment d'appartenance, à travers des valeurs partagées, des visions du monde partagées, des récits communs et des rituels. C'est quelque chose qui revient systématiquement. Le fait de se retrouver ensemble dans des valeurs communes et de faire des sacrifices ensemble est quelque chose d'extrêmement apaisant pour le cerveau. La question du sens pour remplacer le matérialisme sera le véritable champ de bataille des décennies qui viennent. Notre cerveau est clairement le champ de bataille des prochaines années. Notre civilisation est-elle capable de renouer avec un sens profond ? Telle est la question.

Pour conclure, une bonne nouvelle ou un message positif à transmettre à nos concitoyens ?

S B : Pour être dans les milieux de la psychologie et de la psychiatrie, je sais combien le confinement a été quelque chose de difficile à vivre pour certains d'entre nous. Mais je sais aussi qu'il y a pas mal de gens qui ont trouvé cette expérience positive et constructive. Il y a eu comme une sorte de soulagement de vivre plus lentement, de ne pas être obligé de courir après le temps, de sortir du rythme frénétique dans lequel nous sommes souvent emportés, de redécouvrir des plaisirs simples, de jardiner… Nous sommes forcés de vivre toujours plus vite dans un climat de concurrence et cette période a permis à certains de vivre à un autre rythme, sans la crainte d'être différent des autres. Cela m'amène à m'interroger sur le rythme naturel de la vie. Est-ce vraiment de courir toute la journée ? La bonne nouvelle est donc que nous pourrions peut-être vivre mieux, avec moins, si tout le monde était d'accord pour le faire en même temps. ■

PASCAL LAMY

« Repartir "comme avant" ne ferait guère de sens »

Ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ancien président de l'Institut Jacques Delors, **Pascal Lamy** est aujourd'hui président du Forum de Paris sur la paix.

AUDIENCE : **Nombre d'acteurs nationaux, à commencer par le chef de l'État, ont employé un ton martial pour décrire cette période et n'ont eu de cesse de filer la métaphore guerrière… Quid de l'économie dans ce champ de bataille ?**

Pascal Lamy : Elle est passée au second rang, et sauver des vies au premier. Rien de choquant si on donne à la vie un prix considérable, bien supérieur aux inévitables dégâts sociaux de cette option. Un choix qui est réservé aux pays les plus riches et pas aux autres.

Comment voyez-vous le commerce mondial évoluer ?

P L : L'échange international sera fortement perturbé dans son volume et dans sa composition ; forte baisse des volumes durant un temps, reconfiguration de certaines chaînes de production de biens et de services pour les rendre plus résilientes, irruption financière massive des États riches qui faussera la concurrence. Pas de déglobalisation, mais une autre version de la globalisation qui avait déjà évolué suite à la précédente crise mondiale en 2008, un environnement plus complexe pour les entreprises.

Nous entrons selon vous dans l'ère du "précautionnisme". Qu'est-ce que cela signifie ?

P L : Que la protection des populations contre des risques (le précautionnisme) tiendra davantage de place dans les obstacles à l'échange que la protection des producteurs contre la concurrence étrangère (le protectionnisme). La précaution (via la régulation, les normes, les standards) s'exerce à des niveaux différents et selon des modalités diverses et cette hétérogénéité pèse sur les coûts des exportations et des importations. Les remèdes, l'harmonisation ou reconnaissance mutuelle, sont complexes car on touche à des conceptions culturelles ou idéologiques très sensibles. Même entre nous, européens, notre marché intérieur est encore très imparfait après des décennies d'intégration beaucoup plus poussée qu'au plan mondial.

L'urgence climatique ne risque-telle pas de passer au second plan dans ce contexte ?

P L : Il y a un risque. Mais l'idée que les humains, les animaux et la nature sont en symbiose avec les dangers que cela comporte aura aussi progressé quelles que soient les polémiques sur l'origine du virus. Et la relance aura mobilisé des financements publics dans des proportions tellement énormes que repartir "comme avant" ne ferait guère de sens. En tout cas au niveau européen où nous avons à bâtir un avantage comparatif dans la transition écologique.

Quel regard portez-vous sur l'Europe en cette période, Europe qui semble avoir bien du mal à s'accorder ? Que faire pour raviver la flamme ?

P L : L'Union Européenne sortira de cette crise affaiblie ou renforcée, et pas indemne. Beaucoup dépendra du succès du plan de relance en sortie de crise qui mettra en commun, et au service d'objectifs communs, des ressources et des résultats indisponibles au niveau de chacun des pays, démontrant ainsi que c'est bien l'union qui fait la force. Rendez-vous dans cinq ans pour une réponse plus claire !

Alors que les mécontentements aux quatre coins du monde étaient déjà prégnants avant l'arrivée du Covid-19, la conjoncture économique moribonde qui s'annonce ne risque-t-elle pas de porter un coup sérieux à la paix dans le monde ?

P L : Oui, le "monde d'après", comme on dit, sans savoir si nous sommes en 1944 ou en 2009, sera plus fragmenté, et la coopération internationale plus difficile, y compris avec la montée de la rivalité sino -américaine. Nous y travaillons, comme lors de la troisième édition du Forum de Paris pour la Paix à la mi-novembre 2020.

> *Nous sommes capables du meilleur comme du pire et les situations de crise offrent aux deux des occasions inhabituelles*

Que diriez-vous à un dirigeant d'entreprise aujourd'hui ?

P L : De participer aux efforts en cours pour élargir le champ d'évaluation des résultats au-delà de la définition comptable conventionnelle, et bien trop partielle de la valeur ajoutée.

Qu'avez-vous appris sur vous-même et sur les autres durant cette période ?

P L : Rien de bien nouveau. Sur moi-même: que je ne suis pas fait pour une vie monacale et digitale. Sur les autres : que nous sommes capables du meilleur comme du pire et que les situations de crise offrent aux deux des occasions inhabituelles.

Au cœur du confinement, nous avons régulièrement entendu le poncif « *Plus rien ne sera jamais comme avant* »… Et vous, si vous aviez à dessiner un nouveau monde quel serait-il ?

P L : Moins injuste, et moins stressant pour les humains et pour la nature. Faute d'alternative disponible au capitalisme, un modèle plus résilient et soutenable. Au prix d'une moindre croissance qui heurtera hélas les moins favorisés.

Pour conclure, une bonne nouvelle dans ce marasme étourdissant ?

P L : La pensée d'une alternative. ■

MOURIR IDIOT ?

19% de la **population mondiale** vit en Chine.

On dénombre **27 milliards de mots** sur Wikipédia, dans 40 millions d'articles, et en 293 langues.

L'élevage animal est responsable de 15% des émissions de gaz à effet de serre et de 80% de la déforestation en Amazonie.

Un Américain meurt en moyenne avec **62 000 dollars** de dettes.

Les deux tiers des Africains, soit **620 millions de personnes**, n'ont pas accès à l'électricité.

La **phobophobie** est la peur d'avoir peur.

Franchir la Manche à la nage est interdit depuis la France vers l'Angleterre, mais autorisé dans l'autre sens.

Les hommes se regardent en moyenne **23 fois par jour** dans un miroir. Contre 16 fois pour les femmes.

Pour produire 1 kg de miel, un essaim d'abeilles parcourt **154 000 km**, soit plus de trois fois le tour de la terre.

Le roman **Bambi**, qui a inspiré le film de Walt Disney, a été **interdit** par les nazis car considéré comme une « *allégorie politique sur le traitement des Juifs* ».

Un mobile **sur cinq** vendu dans le monde est un faux.

En France, **une** voiture **sur trois** est vendue à une entreprise ou une administration.

Un loup peut parcourir l'équivalent de **deux marathons** en une nuit.

La **paraskevidékatriaphobie** est la peur du vendredi 13.

On perd **21 calories** en faisant l'amour. Soit 50 g de fromage blanc.

35% des Français de moins de 20 ans lisent au moins **1 livre** par semaine.

La dénomination géométrique du ballon de foot est un **icosaèdre tronqué**.

Vue du ciel, la ville de **Brasilia**, capitale de la République fédérative du Brésil, a la forme d'un **avion**.

Une voiture électrique est **37 % plus chère** qu'une voiture à essence. Dans 10 ans, elle sera **5 % moins chère**.

7 % de la population adulte âgée de 18 à 65 ans ayant été scolarisée en France est en situation d'**illettrisme**, soit 2,5 millions de personnes.

L'érismature ornée, ou canard argentin, est une espèce d'oiseaux d'Amérique du Sud. Le mâle a la particularité d'avoir un pénis d'environ 20 cm avec l'extrémité en forme d'écouvillon afin de "**nettoyer**" la femelle avant l'accouplement.

Le **doigt d'honneur** existe depuis la Rome antique.

Aux États-Unis, il existe un Conseil national du **hot-dog** et de la saucisse.

Un **escargot** met en moyenne 27 heures et 46 minutes pour faire 100 mètres.

L'hymne *God Save the Queen* a été composé pour fêter le rétablissement de **Louis XIV** après son opération de la fistule anale.

En médecine, le clignement d'oeil s'appelle une "**nictation**". Elle dure en moyenne entre **100** et **150 millisecondes**, de l'instant où la paupière se ferme jusqu'à l'ouverture.

Œil est le seul mot de la langue française dont la première lettre change au **pluriel**.

Chez l'homme, la carence en **iode** peut impliquer des troubles sévères de la croissance et divers désordres mentaux qui étaient observés autrefois chez les populations montagnardes. D'où l'expression "**crétin des Alpes**".

Seuls 47 % des Français s'offusquent de **l'infidélité**, contre 60 % des Allemands et 84 % des Américains...

Le décès durant l'orgasme se nomme **l'épectase**.
Le président de la République **Félix Faure** est d'ailleurs mort d'épectase : il est décédé alors qu'il faisait l'amour à sa maîtresse.

En France, seuls 37 % des **déchets** sont **recyclés**, contre 62 % pour l'Allemagne et 58 % pour la Belgique.

what else?

QUAND LE DROIT NE TOURNE PAS ROND

MARIAGE HONNI, PACS INTERDIT !

Sabrina, une habitante du Gard (30), a fait une bien belle découverte lorsqu'elle s'est rendue chez son notaire en vue de se pacser avec son compagnon. L'étude lui a en effet signifié que cela risquait de ne pas pouvoir se faire car elle était mariée. Première Surprise. La seconde, plus grande encore, fut lorsqu'elle apprit que son mari n'était autre que… son beau-frère ! L'heureux élu, un dénommé Jessy, était bien marié mais avec la sœur jumelle de Sabrina. Cette dernière, après avoir pris contact avec sa commune de rattachement, a pu régulariser la situation, soulagée quoique légèrement bousculée.

CAVALE ÉPIQUE

Trente ans de cavale, c'est long. Si long que Zhou, un Chinois de 52 ans a fini par se résigner à se rendre aux autorités, rongé par les remords et la culpabilité. Problème : lorsqu'il s'est rendu de son propre chef au commissariat, son nom ne figurait sur aucun registre. Rien d'étonnant puisque le fugitif n'y avait même jamais été inscrit ! Zhou n'avait donc jamais été recherché et ne risquait pas d'être retrouvé. L'homme, qui avait participé à une rixe qui avait dégénérée trente années auparavant, était persuadé du contraire et avait pris soin de vivre dans le secret et la plus stricte confidentialité. Pour rien.

UN DOIGT QUI NE PASSE PAS…

Faire le malin au volant est rarement de bon augure. Faire le malin en roulant de manière inconsciente, encore moins. Un Allemand l'a appris à ses dépens. Flashé pour excès de vitesse, il s'est logiquement fait tirer le portrait à son insu. Souci, il a profité du moment pour réaliser un doigt d'honneur en direction du radar. Le geste n'est pas passé inaperçu aux yeux des autorités allemandes et a eu pour effet de sensiblement alourdir son amende. Alors qu'il aurait dû s'acquitter de la modique somme de vingt euros, le chauffard au doigté suspect a finalement dû régler une note de…1 500 euros ! Il s'est vu retirer son permis pour un mois par la même occasion. Un peu cher le doigt…

BRÈVES DE PRÉTOIRE

DÉFENSE "TITANIC"

« J'ai un QI de 190 et je me suis pris de passion pour la séduction. Je suis un peu comme Leonardo DiCaprio ».

Un prévenu, jugé pour des attouchements.

CHÔMAGE TECHNIQUE

« Si vous arrêtiez de me mettre en prison, je pourrais enfin travailler ! ».

Un prévenu, soucieux de son plan de carrière.

PRODUIT ESSENTIEL ?

« Je ne vois pas pourquoi ils m'ont arrêté. J'avais mon attestation ! », dit le prévenu.

« Effectivement, vous aviez même coché achat de première nécessité. Sauf qu'on vous a retrouvé avec deux grammes d'héroïne… », rétorque le juge.

Sans commentaire !

« Commet des sévices physiques et psychiques l'enseignant qui pète et crache dans la bouche de ses élèves »,

Tribunal correctionnel de Papeete, 8 septembre 2020.

« Est condamnée à trois ans de prison celle qui, durant plus de seize ans, diffuse tous les jours La Traviata de Verdi de 6h à 22h avec des hauts parleurs pour embêter son voisin ».

Cour suprême de Slovaquie, 11 août 2018.

« Est condamné à quatre mois de prison le conducteur sans permis qui heurte un lampadaire parce qu'il s'était penché côté passager pour prendre des frites avec son kébab ».

Tribunal correctionnel de Châteauroux, 14 mars 2018.

« Est condamné à trois mois de prison avec sursis celui qui fait une fausse alerte à la bombe à l'aéroport afin de retarder le décollage du vol de sa compagne car elle est en retard ».

Tribunal correctionnel de Bordeaux, 26 juin 2015.

« Est condamné à six mois de prison avec sursis celui qui installe une caméra dans les toilettes d'un supermarché afin de comparer la taille de son sexe et vérifier qu'il n'est pas trop petit ».

Tribunal correctionnel de Caen, 15 novembre 2018.

« Est condamné à onze mois de prison l'individu surpris, pour la quatrième fois, en plein rapport sexuel avec la bouée gonflable de ses voisins en forme de citrouille d'Halloween ».

Cour du comté d'Hamilton (Ohio, USA), 13 novembre 2013.

« Est condamné à onze ans de prison celui qui, ne voulant plus se suicider, sort au dernier moment de sa voiture qu'il a placée sur les rails du train, provoquant ainsi son déraillement, blessant 200 passagers et en tuant onze ».

Cour criminelle de Los Angeles, 2008.

« Est condamné à cinq ans de prison le conducteur ivre qui, alors que son passager vient de se faire décapiter par un poteau car il avait sorti sa tête par la fenêtre, rentre quand même chez lui se coucher en laissant le corps assis dans la voiture ».

Los Angeles, 26 mai 2005.

« Est abusif l'arrêt de travail de deux ans suite à une glissade dans les toilettes de l'entreprise n'ayant entraîné que de petites douleurs musculaires ».

Cour d'appel de Poitiers, 13 septembre 2011.

ADEKWA
AVOCATS

lille@adekwa-avocats.com

@AdekwaAvocats

AUDIENCE

NUMÉRO NEUF

Véronique Vitse-Bœuf, Philippe Vynckier, Philippe Simoneau, Martine Vandenbussche et Ghislain Hanicotte, une partie des associés du cabinet ADEKWA Avocats

ÉDITION | CRÉATION | RÉALISATION

ADEKWA
AVOCATS

SIÈGE

157 bis, avenue de la Marne
59700 Marcq-en-Barœul

T 03 20 65 65 80
F 03 20 65 65 99

audience@adekwa-avocats.com
www.adekwa-avocats.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Ghislain HANICOTTE

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Victor MOLLET

CRÉDITS PHOTOS
© DR, sauf mention contraire

DIFFUSION
15 000 exemplaires

PARUTION
Mars 2021
Dépot légal à parution
ISSN 2491-388X

IMPRESSION
DB Print

AUDIENCE

NUMÉRO NEUF

2021-22

ADEKWA
AVOCATS